

1907



BIBLIOTECA DELLA R. CASA
IN NAPOLI

N.º d'incartamento 1161/1596
Sala Grande
Scansia 25 Polchetto H
N.º d'ord. 58





Pol. 1. XXV, 44



DES

MOYENS D'ASSURER

LA DOMINATION FRANÇAISE,

EN

ALGÉRIE.

Arras : Imp. de J. DEGEORGE.

581854 SBN

DES
MOYENS D'ASSURER
LA DOMINATION FRANÇAISE,
EN
ALGÉRIE,

PAR
LE MARÉCHAL-DE-CAMP B^{on} LÉTANG,
COMMANDANT SUPÉRIEUR EN 1836 ET 1837 DE LA PROVINCE
ET DE LA DIVISION D'ORAN.

La colonisation sans la domination est impossible en Afrique; la domination, sans la colonisation, n'est pas seulement onéreuse, elle est sans but. Il faut donc que la domination et la colonisation se suivent pas à pas.

PARIS.
—
1840.





DES
MOYENS D'ASSURER
LA
DOMINATION FRANÇAISE
EN
ALGÉRIE.



INTRODUCTION.

Si la conservation de l'Algérie n'était pas impérieusement exigée par l'opinion publique, qui, malgré tant de sang répandu et tant d'argent dépensé presque en pure perte jusqu'à ce jour, n'a jamais varié sur ce point, les paroles solennellement échangées entre la couronne et les chambres lors de l'ouverture de la session

actuelle et les nouveaux sacrifices que la France vient encore de s'imposer récemment, devraient suffire pour dissiper tous les doutes élevés sur notre ferme volonté de nous maintenir en Afrique et d'y jeter les fondemens d'une puissance, forte et durable; ainsi, les nombreuses difficultés qu'a déjà rencontrées l'accomplissement de nos projets de colonisation dans ce pays, ne nous arrêteront pas et nous continuerons nos efforts pour y asseoir définitivement notre domination.

Que les obstacles qui se présenteront encore soient inhérens au sol et à ses habitans, ou qu'ils soient suscités par des rivalités étrangères, le gouvernement et le peuple français s'associeront pour les vaincre.

Mais quelle route suivre? Quelle direction donner à nos nouveaux efforts?

Tant d'essais ont été tentés depuis dix ans et leurs résultats ont été si nuls et quelquefois si désastreux, qu'on pourrait s'étonner de nous voir montrer tant de persistance et ne pas nous décourager en présence d'une tâche tellement

difficile que les gouverneurs qui se sont succédé à Alger ont tous échoué devant elle. Il ne faut pas, sans doute, attribuer ce peu de succès à leur impéritie ; mais, tous paraissent avoir eu le malheur de ne point recevoir d'instructions assez positives de la part du gouvernement, et celui-ci, en restant indécis trop longtemps, en négligeant de tracer à ses représentants en Afrique une ligne de conduite unique et invariable, a eu le double tort de justifier par son exemple leur incertitude, leurs hésitations continuelles et de laisser la porte ouverte aux erreurs et aux abus que l'absence de règles fait partout et toujours infailliblement naître.

On pourrait, néanmoins, supposer sans invraisemblance, que si un système n'a pas été prescrit, il a été indiqué, ne fût-ce que vaguement, à tous les gouverneurs de la colonie ; car, tous l'ont plus ou moins suivi et quelques-uns même, en cherchant à le faire réussir, ont vainement compromis jusqu'à leur haute réputation d'habileté. Ce système séduisant en théorie et dans lequel la susceptibilité

et les égaremens de notre amour-propre national ont du , jusqu'à un certain point , entraîner le gouvernement , ce système qu'une sorte de fatalité a fait précisément choisir , adopter entre tous les autres , est peut-être le seul impossible à mettre à exécution ; c'est celui d'une occupation à la fois *étendue et immédiate* du pays.

On a voulu , tout d'abord , arriver au but , sans tenir compte du chemin qui le séparait du point de départ , chemin semé d'obstacles qui ne pouvaient être aplanis en un jour ; on a voulu trop subitement s'établir sur un grand nombre de points , bien qu'on ne fût pas encore fixé sur le parti qu'on pourrait tirer d'une extension même indéfinie dans le pays.

Les chances périlleuses dans lesquelles on s'est ainsi volontairement jeté , n'ont amené jusqu'ici qu'une augmentation annuellement croissante de notre armée d'Afrique , et , par conséquent , une aggravation du budget de nos dépenses.

Hâtons-nous donc de mettre à profit ces leçons du temps et de l'expérience , et , toutes infructueuses qu'ont été nos premières tentatives ,

qu'elles nous servent, au moins, de jalons pour nous indiquer les écueils à éviter dans l'avenir !

L'état actuel des choses en Algérie réclame sans délai l'adoption d'un système, qui, ne laissant plus rien au hasard, assignerait à chacun de ceux qui doivent prendre part à la colonisation de cette contrée, un rôle si bien tracé, si exactement défini, que personne ne pourrait s'en écarter sans être bientôt forcé d'y rentrer.

Dans ce système, on chercherait moins encore la promptitude que la certitude des résultats, et, si pour gagner dans la suite plus de terrain et nous établir plus solidement qu'aujourd'hui, il était nécessaire de nous restreindre d'abord, il ne faudrait pas hésiter à prendre ce parti.

Ma conviction est telle à cet égard, que si l'hypothèse hyperbolique de notre armée remontant à bord de nos vaisseaux, pour recommencer la conquête d'Alger, venait à se réaliser, je ne verrais pas dans ce fait un malheur aussi déplorable qu'il le paraîtrait, de prime abord,

à tout le monde. Si tout alors était à refaire, il ne resterait du moins aucune trace des fautes qui ont été commises et dont les funestes conséquences contrarieront long-temps l'effet des mesures même les plus sages qui pourront être ultérieurement adoptées. Cette hypothèse n'est, il est vrai, qu'une fiction inadmissible et que je n'ai employée que pour mieux faire ressortir mon opinion sur la nullité de ce qui a été fait jusqu'à présent en Afrique ; mais on peut cependant s'en rapprocher, en supposant seulement toutes nos troupes ramenées et concentrées sur quelques points de la côte, et cette seconde supposition ressemble beaucoup à la réalité, puisqu'après tant d'expéditions entreprises pour nous éloigner du littoral, c'est toujours au littoral qu'il nous a fallu revenir.

Dans une telle situation, devons-nous encore agir comme nous avons presque toujours agi depuis l'origine de notre occupation jusqu'à ce jour.

Ne vaudrait-il pas mieux, au lieu de nous

étendre d'abord au loin, pour nous retirer aussitôt ou rester bloqués dans des positions dont le choix n'a que trop souvent prouvé ou notre inexpérience ou notre ignorance du pays; au lieu de nous installer passagèrement, comme à Médeah en 1830 et à Tlemsen en 1836, dans des villes que nous quittons, soit de plein gré soit forcément, quelques mois après que nous y sommes entrés et dont l'abandon est aux yeux des arabes un aveu de notre impuissance ou de notre renonciation à la souveraineté; ne vaudrait-il pas mieux, dis-je, ne marcher que pour ne plus reculer, ne sortir des positions où nous serions en sûreté, pour aller en occuper d'autres plus avancées, qu'autant que celles-ci seraient susceptibles d'être rendues aussi fortes et pourraient devenir aussi sûres que les premières.

L'armée, en précédant les colons, ouvrirait à ceux-ci les voies d'un avenir prospère; mais son action, pour cela, n'aurait pas besoin de s'exercer immédiatement au loin. Une fois maîtresse d'une zone de terrain d'une étendue suffisante pour occuper tous ceux qui, se trouvant sur

les lieux, voudraient se livrer au travail, l'armée ne devrait reculer les limites de cette zone qu'autant que de tels agrandissemens deviendraient nécessaires; c'est-à-dire que, au fur et à mesure que nos établissemens primitifs se peuplèrent d'assez de colons pour suffire à leur entière exploitation, ces établissemens transformés, de camps qu'ils étaient d'abord, en villages bourgades et villes, seraient alors couverts et protégés par d'autres camps que l'armée irait fonder plus loin dans les terres et qui seraient aussi cédés, dans la suite, aux colons qui pourraient encore survenir.

Le système dont je désire l'adoption peut, à n'en juger que sur ce premier aperçu, présenter quelque analogie avec le système aujourd'hui qualifié d'*occupation restreinte*; qu'on se garde, cependant, de confondre l'un avec l'autre, car ils diffèrent essentiellement et dans leur but et dans leurs moyens.

Les partisans de l'occupation restreinte, désespérant de l'avenir, nient la possibilité de la colonisation et renoncent à retirer de notre con-

quête d'autres avantages que la possession de quelques villes du littoral, qu'ils conservent comme points militaires ou maritimes, mais dont ils s'interdisent de franchir l'enceinte. — Pour moi, j'ai foi sincère dans l'avenir de la colonie et si je veux qu'on débute par se restreindre, c'est pour qu'on puisse reprendre un plus ferme essor, c'est pour qu'on puisse enfin donner à nos établissemens les bases solides qui leur manquent et sans lesquelles ils ne peuvent, comme par le passé, que rester incertains et chancelans.

L'occupation restreinte est regardée généralement et avec raison comme un acheminement vers un complet abandon que la guerre en Europe rendrait en effet presque inévitable. — Je suis loin de vouloir cet abandon ; je me déclare, au contraire, partisan de la colonisation, je ne désire que l'affermissement de notre puissance en Afrique et j'espère, d'ailleurs, que les premières lignes que j'ai tracées, suffiront, dès à présent, pour que mes pensées ne reçoivent pas une autre interprétation.

Oui, certainement, c'est une *domination étendue* qui convient à la France, à sa puissance et à ses intérêts ; à mesure, en effet, que cette domination fera des progrès, la colonisation la suivra et grandira avec elle.

Quand le pays sera dominé, par ce fait il sera pacifié ; et s'il est un jour pacifié il sera bientôt colonisé, car les colons ne manqueront pas en Afrique quand ils y trouveront de la sécurité.

Mais, c'est précisément pour arriver à établir sur ce pays notre souveraineté d'où dépendent la sécurité des colons et par conséquent l'avenir de la colonie, c'est pour garantir désormais cette souveraineté de tout fâcheux échec, c'est pour la consolider, lentement peut-être, mais à coup sûr, que je voudrais voir suivre une marche sagement progressive et surtout toujours en rapport avec nos ressources du moment qu'il faut savoir apprécier et ne jamais dépasser, sous peine d'encourir encore d'amères déceptions dans nos espérances.

Ce qu'on doit chercher et d'abord et sans cesse à obtenir, c'est de mettre sous notre dépendance

et le plus de terrain et le plus d'habitans possible , relativement aux moyens d'action qui sont maintenant ou pourront être , dans l'avenir , à notre disposition. Ces moyens se multiplieront , sans doute , en même temps que par les efforts combinés de nos soldats , des indigènes et des colons , les ressources , la richesse , la prospérité du pays s'augmenteront ; mais ils devront , dans tous les cas , je le répète , rester proportionnés aux sacrifices que la France peut s'imposer en hommes et en argent , sans sortir des limites fixées par une prudente prévision des éventualités de la politique européenne.

Peut-être ces limites sont-elles déjà franchies ; c'est un motif de plus pour nous empresser d'entrer dans une voie moins dispendieuse et plus rationnelle que celle dans laquelle nous errons encore aujourd'hui.

Aussi , de tous ceux que le gouvernement investira désormais de sa confiance en remettant dans leurs mains les destinées de l'Algérie , celui qui se fera craindre de nos ennemis , qui donnera aux colons et à nos alliés indigènes la

sécurité et la protection qu'ils ont droit d'attendre de la force et de la dignité de la France, mais qui saura, toutefois, arriver à de tels résultats sans prodiguer ni le sang de nos soldats ni les finances de l'Etat ; celui qui, en un mot, fera fleurir une colonie jusqu'à présent si languissante et parviendra en même temps à diminuer graduellement les sacrifices de la métropole au point même de les rendre nuls dans l'avenir ; celui-là, certes, aura le mieux et le plus dignement accompli sa mission. Mais que de graves difficultés n'aura-t-il pas à surmonter ? Que de zèle, de persévérance et de dévouement ne devra-t-il pas déployer ?

C'est qu'en effet il s'agit là d'un problème tellement compliqué que dix années viennent de s'écouler depuis qu'on en cherche en vain la solution. Tous ceux qui s'intéressent à la gloire et à la prospérité de la France doivent donc encore tâcher, sinon de résoudre complètement ce problème, du moins de le simplifier.

Or, je n'ai pas eu d'autre intention en recueillant et publiant les idées qui m'ont été suggé-

rées par un long séjour en Afrique où j'ai occupé, dans des temps difficiles, une position dont l'importance m'a fait un devoir d'étudier la question sous toutes ses faces.

Mai 1840.

P. S. Pendant que je rédigeais cet écrit, les évènements se sont pressés en Algérie et une nouvelle campagne a été entreprise contre Abdel-Kader.

Aujourd'hui la question, bien qu'elle ait été, tout récemment encore, vivement débattue, est-elle plus avancée qu'il y a quelques mois, et mes projets ne seraient-ils plus opportuns à présenter? Je ne le pense pas. Des dépenses plus considérables que jamais, de nouvelles et grandes pertes en hommes, voilà les seuls résultats obtenus jusqu'à ce jour et qui ne soient pas contestables.

Quant à la pacification du pays, à l'affermis-

sement de notre suprématie , à la sécurité des colons et aux progrès de la colonisation , nos nouveaux sacrifices me paraissent ne devoir encore être que bien peu profitables.

Je désire de grand cœur que mes prévisions soient fausses et par conséquent mes conseils inutiles ; mais j'ai peur, je l'avoue , que les unes ne soient trop tôt vérifiées et qu'on n'éprouve trop tard le regret de n'avoir pas suivi les autres.

PREMIÈRE PARTIE.

CARACTÈRES GÉNÉRAUX

ET

PRINCIPAUX MOYENS D'EXÉCUTION DU SYSTÈME PROPOSÉ.

Si un *système* n'est qu'un ensemble de pensées ou d'actions se liant entr'elles, se prêtant un mutuel appui et concourant toutes d'une manière constante vers un *but* déterminé, la série des idées que je vais présenter forme, je crois, un système sinon complet, du moins assez explicitement formulé pour qu'il soit facile d'en remplir les lacunes.

Le but de ce système est d'*assurer la domination française en Afrique* et de l'*assurer économiquement*.

Il ne serait pas rationnel, en effet, d'employer pour arriver à un but, des moyens qui, pour être efficaces, exigeraient des sacrifices hors de proportion avec les résultats qu'on veut ou qu'on peut obtenir, et, s'il faut consolider et agrandir notre conquête, il est plus important encore d'en diminuer les charges.

J'ai cherché à satisfaire à ces deux conditions dans toutes les mesures dont je propose l'adoption ; c'est donc au double point de vue de la *réussite* et de l'*économie* que devront se placer les lecteurs impartiaux qui voudront considérer, sous leur véritable jour, ces mesures que je livre à leur examen et à leur critique, sous la sauve-garde de ma profonde conviction.

CHAPITRE I^{er}.

DE L'OCCUPATION ET DU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE.

§ 1.

L'occupation militaire est la base de tout système de colonisation en Afrique. — A défaut de colons suffisamment nombreux, il faut mettre à profit deux élémens de colonisation qui sont actuellement à notre disposition ; ces deux élémens sont l'armée et la population indigène. — Les colons interviendront aussi, mais plus tard, dans la question.

Dans un pays tel que l'Algérie, peuplé d'hommes guerriers pour qui l'indépendance est le premier des biens et dont l'intelligence a facilement deviné que nous voulons, ou les assujétir, ou les déposséder dans un avenir plus ou moins lointain, l'exécution de nos projets ne

peut que rencontrer une vive et longue résistance.

Quelque soit le système de colonisation qu'on veuille suivre, l'occupation militaire doit donc en être la base.

En supposant même que dès l'origine de notre conquête, des colons fussent arrivés en foule à Alger, ce n'est qu'en s'organisant militairement entr'eux qu'ils auraient pu créer leurs premiers établissemens et s'y maintenir avec quelque tranquillité.

Pourquoi donc, en l'absence presque totale de colons, l'armée déjà toute organisée ne pourrait-elle pas à la fois assurer par ses armes notre suprématie et coopérer par ses travaux à la colonisation ?

Les rares colons établis dans la Métidja viennent d'expier assez cruellement leur trop prompte et trop aveugle confiance, pour qu'on puisse espérer voir d'ici long-temps leur nombre s'accroître, et cet accroissement plus qu'improbable aujourd'hui ne deviendrait certain qu'après l'adoption

et la réussite avérée d'un système qui leur donnerait des gages de sécurité, de bien-être et de gains dans leurs entreprises. Or, sur quel fondement appuyer le système qui amènerait des résultats si désirables, si ce n'est sur l'emploi simultané des deux seuls élémens de colonisation qui sont actuellement et doivent en tout temps rester sous notre main.

L'un de ces élémens, c'est l'Armée; instrument toujours docile et dévoué quand la patrie réclame ses services.

L'autre, c'est la population indigène; élément difficile à manier, mais qu'il n'est pourtant pas impossible de faire concourir à l'œuvre que nous voulons accomplir.

Ainsi c'est sur nos soldats et sur les Arabes que nous devons principalement compter aujourd'hui pour préparer la prospérité de la colonie. Les colons auront aussi, comme on le verra plus tard, un grand rôle à remplir; mais leur petit nombre les rend en ce moment d'une importance secondaire dans la question, qui, cepen-

dant, ne sera complètement tranchée, je m'empresse de le dire, que lorsque les colons abonderont en Algérie. C'est seulement, en effet, avec de nombreux colons, que nous pourrons garder et exploiter utilement la conquête faite par nos armes, et il faudrait, j'en conviens, se résoudre à l'abandonner immédiatement si des colons ne devaient pas venir un jour la peupler. Déjà quelques-uns se trouvent sur les lieux; mais si je fais momentanément abstraction de ceux-là, il ne faut pas cependant me reprocher ou de n'y point songer ou de les négliger, car ils sont au contraire, dans mon système, les premiers appelés à recueillir les fruits de la nouvelle direction imprimée à nos affaires d'Afrique par le concours de nos troupes et des indigènes.

Je vais donc m'occuper, avant tout, de l'Armée et des Arabes; je ferai la part de l'une et celle des autres, je déterminerai les fonctions diverses, absolues ou relatives, de ces deux premiers et essentiels agens de la colonisation de l'Algérie; je m'occuperai, seulement ensuite, des colons qu'il faut, je le répète encore, attirer et fixer en

grand nombre en Afrique, si nous ne voulons pas voir tous nos sacrifices actuels frappés dans l'avenir d'une complète stérilité.

§ II.

Division de l'Algérie en provinces. — Le gouverneur de la colonie doit-il être civil ou militaire. — Limites des forces militaires que la France peut entretenir, en temps ordinaire, en Afrique. — Nos troupes devraient être campées, et non plus établies dans les villes que nous occupons aujourd'hui et qui seraient rendues aux indigènes. — Les forts qui dominent ces villes seraient seuls occupés par des garnisons peu nombreuses.

Nos possessions dans le nord de l'Afrique peuvent être divisées en trois provinces, savoir : celles d'Alger, d'Oran et de Constantine.

Chacune de ces provinces devrait, dans les premiers temps, être commandée par un lieutenant-général, ayant sous ses ordres deux marchaux-de-camp et relevant lui-même d'un gouverneur dont la résidence varierait et serait transportée, suivant les événemens, dans l'une ou dans l'autre de ces provinces.

Plus tard, et aussitôt qu'une réduction serait possible dans l'armée employée en Afrique, le

commandement de chaque province serait confié à un maréchal-de-camp. Cette réduction serait d'autant plus prochaine que les progrès de la colonie seraient plus rapides, puisque la diminution de l'armée serait subordonnée, d'après mon système, à l'augmentation du nombre des colons.

Le gouverneur de la colonie doit-il être civil ou militaire ?

A mon avis, un gouverneur civil serait plus convenable. Il serait toujours moins enclin qu'un gouverneur militaire à l'emploi exclusif de la force et recourrait plus souvent et plus volontiers à la persuasion. Ne pouvant dissimuler ses erreurs et ses fautes sous l'éclat de quelques actions de guerre dont la gloire reviendrait plus directement aux généraux et aux troupes qu'à lui-même, il ne cesserait pas d'envisager le véritable but de sa mission, et rechercherait plus les progrès réels de la colonie que quelques avantages passagers remportés par nos armes et qui séduisent, trop souvent encore, même les nota-

bilités de l'armée dont la réputation militaire n'a plus rien à gagner.

Dans l'ordre civil, on trouverait plus d'esprits propres à constituer une société nouvelle et plus d'habitude en eux, sinon plus d'habileté à grouper et diriger les élémens divers appelés à la composer. La discipline militaire est trop uniforme, ses règles sont trop acerbes et trop absolues, pour que ceux dont la vie toute entière, les manières et les mœurs se sont modelées sur elle, sachent à propos en modifier l'étroite rigueur dans toutes les circonstances anormales que présente à chaque pas une colonie naissante.

Quelque soit, d'ailleurs, le gouverneur, civil ou militaire, il devrait être choisi, non pas parmi des hommes qui occuperaient déjà une haute position sociale, mais parmi ceux dont la capacité déjà reconnue ne s'allierait cependant pas encore à une renommée acquise.

Pour éviter des noviciats jusqu'ici trop fréquens dans de telles fonctions, le gouverneur devrait voir son propre avenir dans celui de la colonie; alors, pour s'élever en même temps

qu'elle, il n'hésiterait pas à y séjourner de longues années et la connaissance de plus en plus exacte qu'il acquerrait d'un pays qui demande à être long-temps étudié pour que ses ressources soient bien appréciées, lui suggérerait chaque jour de nouveaux moyens d'augmenter le bien-être de ses administrés et par conséquent la prospérité de la colonie.

Cette dernière considération s'applique également à tous ceux qui assisteraient le gouverneur dans son commandement ; à quelque degré de l'échelle hiérarchique qu'ils fussent placés, tous devraient être, jusqu'à un certain point, décidés à se fixer en Afrique et à consacrer leur vie à l'œuvre de la colonisation.

Si mes sympathies sont acquises à un gouverneur civil, je reconnais, toutefois, que le moment n'est pas encore venu de le mettre à la tête de nos établissemens. L'importance du commandement des troupes que la force des choses nous a amenés à accumuler en Algérie, exige aujourd'hui la présence d'un chef militaire ; mais la diminution nécessairement prochaine de

notre armée serait l'indice du moment opportun pour remettre en d'autres mains la direction de la colonie.

Je ne doute pas qu'on puisse arriver assez promptement à réduire le chiffre de l'effectif de l'armée d'Afrique à 20 ou 25,000 hommes de troupes françaises, et ces chiffres sont ceux qu'en temps ordinaire la constitution de notre armée nationale et les chances de collisions européennes doivent faire regarder comme limites du nombre des troupes à laisser dans la colonie.

J'admets, cependant, qu'à cause des évènements fâcheux récemment survenus dans la province d'Alger, il sera nécessaire de conserver encore pendant quelque temps en Afrique, 36 ou 40,000 hommes, à peu près également répartis dans les trois provinces et formant dans chacune d'elles une division compacte ou plutôt occupant des positions qui permettraient de la réunir facilement, pour frapper, au besoin, de grands coups.

Presque toutes ces troupes seraient établies,

non plus dans les villes, non plus au milieu des indigènes, dont notre présence alarme les mœurs, froisse les préjugés et blesse les croyances, mais dans de grands camps dont le séjour serait obligatoire pour les généraux comme pour les soldats. Ces camps, destinés à devenir de grandes bourgades et des villes européennes, seraient en petit nombre ; par conséquent, les troupes qui y seraient réunies compteraient toujours plusieurs milliers d'hommes.

Les villes que nous occupons aujourd'hui et que nous devrions, selon moi, rendre aux indigènes, n'auraient ordinairement, dans les forts ou châteaux qui les dominent, que des garnisons suffisantes pour permettre aux troupes campées de rentrer dans ces villes, si, par un motif quelconque, cela devenait nécessaire, ou pour aider les habitans à résister à des attaques imprévues dirigées contre eux du dehors. Dans ce dernier cas, ces garnisons seraient pour nos alliés des auxiliaires utiles qui leur donneraient le temps d'attendre nos secours. Dans le premier

cas, s'il fallait prévenir des trahisons , réprimer des révoltes, ces garnisons, malgré leur faiblesse, resteraient toujours maîtresses de la population indigène ; car , comme je viens de le dire , des détachemens envoyés de nos camps , pénétreraient toujours facilement au sein de ces villes , par le fait seul de l'occupation des forts et tireraient promptement vengeance des rebelles.

Ces forts pourraient , en outre , servir en certains cas , de points de retraite ou de ravitaillement à nos troupes, ou d'abris à une partie d'entr'elles, tant que leur campement ne serait pas complètement établi, ou d'hôpitaux et de dépôts de convalescens, ou de magasins d'approvisionnement, etc., etc. ; mais comme ces forts sont généralement isolés des villes , nos soldats n'auraient pas pour cela plus de contact avec les habitans et ne les inquiéteraient pas par leur présence au milieu d'eux.

On va voir quels résultats favorables nous pourrions espérer de la restitution des anciennes villes de la Régence aux indigènes.

CHAPITRE II.

DES CONCESSIONS A FAIRE AUX ARABES POUR LES ATTIRER
A NOUS, ET DES AVANTAGES QUI RÉSULTERAIENT POUR
EUX ET POUR NOUS D'UN RAPPROCHEMENT.

§ I.

Rétablissement des villes musulmanes. — Comment leur population s'augmenterait. — Quartiers réservés aux Européens dans ces villes. — Objections contre le rétablissement des villes musulmanes; comment résolues. — Ce rétablissement simplifierait l'administration civile et permettrait de réduire son personnel. — De l'intendance civile.

La création de nouvelles villes européennes sur le sol africain serait pour les indigènes une éclatante manifestation de notre ferme volonté de nous installer définitivement dans leur pays; mais, en même temps, le rétablissement des villes musulmanes dissiperait en eux la crainte de se voir un jour dépouillés par nous de leurs

biens. Ils se décideraient alors à se rapprocher d'une nation qui leur prouverait à la fois et sa force et sa justice, et sa puissance et sa modération.

Dans les villes ainsi rendues aux musulmans, on verrait bientôt la population indigène s'augmenter de ceux à qui la crainte ou la haine ou seulement des susceptibilités religieuses ont fait prendre la fuite lors de notre arrivée (1), de ceux qui mécontents du régime qui leur est imposé par Abd-el-Kader ou par d'autres chefs hostiles à notre cause, voudraient échapper à leur joug et viendraient chercher près de nous un asile contre leur vengeance, en un mot, de tous ceux à qui notre conduite à l'égard de leurs co-religionnaires déjà fixés dans ces villes, ferait enfin comprendre que notre souveraineté ne peut qu'être préférable au despotisme des Turcs et à la tyrannie des chefs indigènes qui ont remplacé ces anciens dominateurs du pays.

(1) On évalue à près de 10,000 le nombre des familles turques, maures ou arabes émigrées des villes au dehors ou dans l'intérieur du pays depuis 1830, soit à cause de notre arrivée, soit par tout autre motif indépendant de notre volonté.

Les troubles dont l'Orient est maintenant le théâtre peuvent même décider, d'ici à peu de temps, des émigrations parmi les populations musulmanes et juives de la Turquie, de l'Egypte, de la Syrie, etc. Ces émigrans viendraient peut-être alors se fixer volontiers dans des villes où ils retrouveraient le même climat, les mêmes coutumes, la même religion que dans celles qu'ils auraient quittées, et où ils jouiraient, en outre, d'une sécurité dont la guerre qui menace leur pays les prive maintenant, et que leur garantiraient nos institutions généreuses et nos mœurs hospitalières.

L'accès des villes musulmanes ne serait pas, sans doute, interdit complètement aux Européens; mais quand ceux-ci y pénétreraient ils y tiendraient la conduite qu'ils seraient forcés de tenir aujourd'hui au milieu des habitans de Tunis ou de Constantinople. Leur apparition dans ces villes ne serait motivée, jusqu'à ce que le temps ait affaibli toutes les différences de secte ou de nation, que sur des relations commerciales, et leurs tran-

sactions achevées, ils retourneraient dans le quartier qui serait affecté aux Francs, c'est-à-dire à tous ceux qui n'étant pas attachés à l'armée, resteraient en Afrique pour se livrer au commerce proprement dit, ou viendraient ultérieurement s'y fixer dans le même but.

Presque toutes les villes du littoral, si l'on en excepte Alger dont nos nombreuses constructions ont déjà fait une ville européenne, se prêteraient facilement, en raison de leur position topographique, à cette division en ville arabe et ville franque.

Oran, par exemple, partagé dans toute sa longueur par un large et profond ravin, forme deux quartiers dont l'un fut jadis exclusivement occupé par les Espagnols.

Mostaganem et Matamore qui se touchent, offrent toutes les conditions nécessaires pour établir une séparation bien distincte entre les deux populations.

Ailleurs, de simples mesures administratives suffiraient pour créer cette délimitation qu'il ne serait même pas impossible d'établir à Alger, où

les indigènes pourraient se réunir dans les hauts quartiers voisins de la Casaubah , et s'étendre, au besoin, en élevant de nouveaux quartiers au dehors des murs d'enceinte de cette ville.

Mais que deviendraient alors, objectera-t-on, les maisons et autres propriétés acquises par les colons actuels, et qui se trouveraient enclavées dans la partie arabe de ces villes? Elles seraient, je n'en doute pas, ou rachetées ou louées avec empressement par des indigènes, et surtout par leurs anciens possesseurs qui, Turcs, Maures ou Arabes, s'estimeraient heureux de pouvoir rentrer dans leurs foyers pour y vivre et y mourir, sans craindre désormais de voir, au mépris de leurs lois civiles et religieuses, des chrétiens s'immiscer dans leur vie privée et pénétrer impunément jusque dans leur for intérieur, sanctuaire inviolable, aux yeux des Mahométans, même pour leurs amis et leurs proches. D'ailleurs, les intérêts qui fixent les colons actuels dans les villes sont susceptibles d'être déplacés sans grands inconvénients. Une faible partie de

ces colons est venue chercher des terres à féconder par le travail. Quant aux autres, ce sont ou des marchands dont le commerce de détail n'est alimenté, ou des ouvriers dont le salaire n'est payé, que grâce à la circulation de la solde de l'armée. Si donc celle-ci abandonnait le séjour des villes, ceux qui ne vivent que par elle, la suivraient, de toute nécessité, dans ses nouveaux établissemens, autour desquels viendraient aussi bientôt se grouper le petit nombre des colons agriculteurs, qui, là, pourraient cultiver avec plus de succès et de sécurité, tout autant de terrain qu'ils en cultivent aujourd'hui dans leur état de dissémination et d'appréhensions continuelles. Ainsi, l'objection soulevée ne nous paraît pas de nature à empêcher d'admettre la possibilité du rétablissement des villes musulmanes.

On pourrait dire encore qu'il existe dans ces villes des établissemens publics que nous ne pouvons abandonner sans dommage pour nos intérêts. Mais à l'exception d'Alger, aucune des villes que nous occupons ne renferme beaucoup d'établissemens importans; s'il y en a quel-

ques-uns, ils sont généralement placés dans les forts que nous nous réservons, et il y en a trop peu au dehors de ces forts pour qu'on s'inquiète de l'abandon de ceux-là ; d'ailleurs, si l'Etat ne pouvait pas en tirer parti en les vendant ou en les louant à des indigènes, il en utiliserait les matériaux pour la construction de nos nouveaux camps.

Les quartiers francs, annexes des villes occupées par les indigènes, ne seraient pour ainsi dire que des comptoirs commerciaux ; dans les villes situées près du littoral, ces comptoirs deviendraient aussi le siège de quelques-unes de nos administrations fiscales, des douanes, par exemple ; mais ils n'exigeraient plus évidemment ce personnel si nombreux et d'un si dispendieux entretien, que comporte aujourd'hui l'administration civile en Afrique.

Les indigènes assureraient la police intérieure de leurs villes ou quartiers ; leurs différends entr'eux se videraient devant leurs magistrats et suivant la loi du Corœn. Il est bien entendu, ce-

pendant, que notre suprématie devant toujours rester incontestable, c'est devant la justice française que seraient portés les différends qui s'élèveraient entre Chrétiens et Mahométans.

Un Intendant pour la colonie et un Sous-intendant par province resteraient investis d'un contrôle élevé sur les Européens et sur les Arabes. Le gouverneur leur délèguerait à cet effet des pouvoirs suffisans. L'intendant et les trois Sous-intendans civils auraient des rapports directs et suivis avec les chefs des populations musulmanes rangées sous notre domination, et feraient tous leurs efforts pour gagner sur ces hommes généralement les plus éclairés de leur secte et les plus influens du pays, un ascendant honorablement fondé sur une sagesse conciliation des intérêts des Francs et des Indigènes. Alors ces derniers s'attacheraient d'autant plus à notre cause, qu'ils verraient peu à peu s'établir et régner parmi eux, par les soins vigilans de ces hauts fonctionnaires, un ordre, une justice et un bien-être qui leur ont été jusqu'à présent inconnus.

§ II.

Notre commerce et notre politique gagneraient à l'agglomération des indigènes dans les villes. — Comment s'établiraient nos premières relations commerciales avec les tribus de l'intérieur. — Une quantité assez considérable de numéraire peut être rendue à la circulation par les Arabes. — De la vente des armes et des munitions aux Arabes. — D'autres motifs que ceux de leur intérêt commercial rapprocheraient de nos villes et de nos camps les tribus nomades.

Respectés dans leurs mœurs et jusque dans leurs préjugés, rassurés contre toute agression venant du dehors, parce que la présence de nos garnisons dans les forts et la proximité de nos troupes réunies dans les camps leur permettraient de compter toujours sur une protection immédiate et par conséquent efficace, enfin, délivrés des perplexités qui les ont éloignés de nous jusqu'ici, les Maures, les Arabes, les Juifs, tous les habitants des villes indigènes finiraient par embrasser notre cause, et le plus grand nombre d'entr'eux se livrant au commerce, ils deviendraient bientôt nos entremetteurs, nos courtiers près des tribus de l'intérieur. Ainsi, tandis que

leur agglomération même développerait en eux des besoins que les importations de notre commerce pourraient seules satisfaire (1), les exportations prendraient en même temps un accroissement tout à notre avantage, puisque rien ne pourrait sortir du pays qu'en passant par nos mains. On verra plus tard, en effet, comment nous parviendrions à fermer les côtes de la Régence et à rendre impossibles entre les Arabes et d'autres nations, toutes relations clandestines.

Il ne serait pas à craindre non plus que les productions de l'intérieur s'écoulassent pendant long-temps encore, ou par Tunis ou par Maroc.

(1) Si notre contact parvient à inspirer aux indigènes de nouveaux besoins, non seulement ils travailleront davantage pour les satisfaire, mais ils déterreron et rendront à la circulation une quantité assez considérable de numéraire qu'ils tiennent enfoui, moins encore par avarice que par ignorance des moyens de la rendre productive et par crainte des déprédations auxquelles les ont soumis leurs dominateurs Turcs ou Arabes, et qui cesseront avec l'ordre que nous introduirons parmi eux. C'est ainsi qu'autrefois en Europe les trésors cachés étaient plus nombreux qu'aujourd'hui, parce que nos ancêtres avaient moins de moyens que nous de les employer avec profit et sécurité.

Nos capitaux en argent, au lieu de disparaître en partie dans les mains des Arabes, comme cela a lieu maintenant, tendraient donc, au contraire, à s'augmenter de toutes ces sommes depuis si long-temps accumulées par ce peuple et restées oisives dans ses mains.

La longueur seule du trajet, les dépenses qui en résultent et qui doublent peut-être le prix des achats que font les Arabes, empêcheraient, sans aucun doute, ces produits de prendre ces directions, dès que par l'intermédiaire des indigènes des villes et sans entrer d'abord forcément en relations directes avec nous, les tribus de l'intérieur pourraient en échange de leurs denrées, se procurer, plus facilement et à meilleur marché dans nos ports, les mêmes objets qu'elles vont maintenant chercher si loin.

Mais si nous voulons, pour ainsi-dire, monopoliser le commerce avec les Arabes, il faut qu'ils trouvent chez nous tout ce qui pour eux est d'une nécessité première ou secondaire.. Il faut que nous leur vendions même des armes et des munitions, car c'est cela surtout qu'ils vont acheter à Tunis et dans le Maroc.

Nous perdons maintenant le prix de ces achats qui, du moins, nous viendrait en compensation de l'usage hostile que les Arabes font contre nous de ces armes, et si, nous les leur fournissions nous-

mêmes, nous pourrions, jusqu'à un certain point, avoir par l'importance des livraisons de ce genre qui leur seraient faites, des indices de leurs projets, de leurs dispositions à notre égard. Si ces dispositions, par un revirement d'opinion auquel il faudra plus d'une fois s'attendre, nous devenaient peu favorables, la vente des armes et munitions pourrait être suspendue par un arrêté du gouverneur; et comme après s'être habitués à se procurer près de nous ces objets, les Arabes de l'Algérie n'auraient plus de relations aussi suivies, dans les ports des autres états barbaresques, avec le commerce étranger, nous pourrions les atteindre et les punir avant qu'ils n'en eussent établi de nouvelles pour s'approvisionner en munitions de guerre.

Ne donnons donc plus à des chefs tels qu'Abd-el-Kader des fusils sortis des manufactures de l'État; mais que chaque Arabe puisse trouver chez nos armuriers ou chez nos négociants, des fusils de pacotille et à bas prix; qu'en un mot, la vente des armes et des munitions sorte du domaine de la politique, pour tomber dans celui de notre

commerce, comme elle est déjà dans celui du commerce étranger.

On a parlé du désarmement des Arabes, comme du seul moyen d'arriver à la pacification, comme du seul gage assuré de leur soumission ; mais cette opération ne me paraît pas plus facile que l'extermination même des populations, que quelques personnes ont aussi rêvée. Les Arabes ne tiennent pas seulement à leurs armes parce qu'ils s'en servent aujourd'hui contre nous, mais aussi, parceque de tout temps, dans leurs relations entr'eux, des armes leur ont été indispensables ; parceque c'est avec des armes qu'ils tranchent leurs différends de tribus à tribus. Il ne nous conviendrait pas, d'ailleurs, qu'il en fût autrement d'ici à quelque temps encore, car c'est en nous interposant dans leurs dissensions intestines, en accordant aide et protection aux tribus qui, dans de telles circonstances, auraient recours à nous, (et le passé prouve qu'il y en aurait toujours quelques-unes), que nous établirions sur toutes les autres tribus notre influence et notre ascendant, puisqu'en décidant leur dé-

faite par notre seule intervention , nous ferions preuve à leurs yeux de force et de puissance.

Non seulement , la population des villes finirait par ouvrir des relations commerciales entre nous et les tribus de l'intérieur , mais , pour ces tribus les villes deviendraient même des centres d'attraction , et ce sont des motifs plus puissans encore que l'intérêt , c'est le désir de vivre tranquilles , c'est le sentiment de leur conservation qui les forceraient à se fixer un jour dans les rayons de ces villes. Là seulement , ou sous la protection de nos camps , il y aurait sécurité pour elles. Partout ailleurs , elles seraient inquiétées , ou par nous , tant qu'elles nous seraient hostiles , ou bien , si elles ne nous l'étaient plus , par les chefs indigènes qui , à l'exemple d'Abd-el-Kader , chercheraient à s'emparer de la domination et à la conserver. En effet , ces chefs qui ne pourraient en tout temps défendre , contre nos attaques , celles des tribus qui leur resteraient fidèles , sauraient toujours punir celles qui montreraient la moindre tendance à s'entendre avec

nous, si elles ne se réfugiaient promptement sous nos villes ou nos camps.

Avec le temps nous serions donc entourés de nombreuses tribus ; car cette tendance à un rapprochement ne pourrait que se propager parmi elles à la vue des avantages que nous concéderions à nos partisans et des châtimens que nous infligerions à nos ennemis. Cette assertion n'a rien d'exagéré et sera justifiée par les développemens qui vont suivre et surtout par l'exposé des expéditions militaires que notre armée est appelée à entreprendre pour assurer l'exécution de nos projets.

Les Arabes nomades qui viendraient demander notre protection et se fixer dans notre rayon d'action, seraient autant de nouveaux élémens de prospérité pour notre colonie ; et des élémens de cette nature seraient d'autant plus précieux qu'ils sont plus rares aujourd'hui. Notre influence s'augmenterait en raison des populations plus nombreuses sur lesquelles elle s'exercerait, nous gagnerions ainsi chaque jour plus d'ascendant et nous parviendrions enfin à tirer

parti et profit même, d'un pays que jusqu'à présent, mais sans aucun succès, nous n'avons exploité que par nous et pour nous, sans songer sérieusement à associer les indigènes à nos intérêts.

§ III.

Causes principales de l'hostilité des Arabes. — Ils ne cesseront la guerre que quand ils nous verront fortement établis, et quand nous les associerons à nos projets de colonisation. — Proclamation aux indigènes. — Parmi les moyens de conciliation employés par nous envers les Arabes, un des plus efficaces serait la création d'hospices d'indigènes ; développemens à ce sujet.

C'est à notre déni de justice envers eux, c'est à l'isolement dans lequel nous les avons laissés trop long-temps qu'il faut surtout attribuer les hostilités continuellés des Arabes. En les tenant pour ennemis et non pour alliés, pouvions-nous, en effet, nous établir chez eux sans leur nuire ? N'étions-nous pas à leurs yeux de véritables spoliateurs de leurs biens ? N'avons-nous pas même donné lieu, en certaines circonstances, de croire que nous voulions ou les refouler jusqu'au désert,

ou les exterminer complètement? Projet à la fois absurde, injuste et cruel, car son exécution est aussi impossible, qu'elle serait atroce et indigne de notre civilisation. En vain, devenus moins exigeans et plus modérés dans nos prétentions, sans être pour cela plus logiques, nous sommes-nous ensuite tracé volontairement des limites, par des traités semblables à celui de la Tafna; pourquoi les arabes auraient-ils respecté ces limites, que l'accroissement de la population européenne devait nous forcer à franchir un jour au mépris de ces traités? En nous attaquant sans cesse dans nos lignes, les Arabes n'ont fait, pour ainsi dire, que prévenir nos violations et nos envahissemens. La paix, si elle eût été observée par eux, favorisait l'arrivée des colons français et d'une foule d'aventuriers de tous pays, et ne faisait qu'avancer l'époque de leur dépossession; ce n'est donc qu'un instinct préservatif qui leur a fait continuer une guerre assez acharnée pour frapper de terreur et arrêter dans leurs projets les émigrans européens.

Mais cessons de dénier aux Arabes une part

des richesses que leur pays nous promet, et tout en nous établissant solidement en Afrique, appelons à nous les populations indigènes ; rassurons-les sur nos projets futurs ; cultivons le sol avec elles ; cherchons par une conduite aussi ferme que généreuse à leur faire accepter notre suprématie, et à nous attirer d'abord leur confiance, ensuite leur amitié ; initions-les progressivement à notre civilisation qui ne peut tout-à-coup pénétrer parmi elles, mais dont elles sauront tôt ou tard apprécier les bienfaits. Alors notre cause sera celle de l'humanité, car notre conquête sera profitable à la fois aux vainqueurs et aux vaincus dont les haines irréconciliables jusqu'ici pourront enfin s'apaiser.

Il est de notre intérêt, non-seulement de concéder tous ces avantages aux Arabes, mais encore, de les leur imposer, de les leur faire accepter même malgré eux. Voyons donc à quelles conditions leur seront faites ces concessions et par quels moyens cette acceptation pourra, s'il le faut, leur être imposée.

Pendant que nos troupes s'établiraient fortement dans les camps qui seraient formés dans les trois provinces de l'Algérie, une proclamation officielle exprimant franchement et notre but et la marche que nous nous proposons de suivre pour y arriver , serait répandue parmi les indigènes , et nul d'entreux ne serait plus tard admis à prétexter d'ignorance de ce manifeste.

Les tribus les plus éloignées pourraient, il est vrai , ne pas avoir connaissance de cette espèce de charte , aussi promptement que celles plus rapprochées de nous ; mais il importerait peu que cette charte parvint jusqu'à ces tribus avant qu'elles n'eussent avec nous quelques relations au moins indirectes ; et quand ce temps serait venu , elles connaîtraient alors nos intentions et seraient même d'autant plus disposées à s'y conformer que nous aurions déjà eu l'occasion de prouver aux tribus de notre voisinage , que nos promesses étaient aussi sûres que nos résolutions inébranlables.

« La volonté de Dieu, dirious-nous aux Arabes » pour tenir leur langage , nous a amenés parmi

» vous ; la force de nos armes, en expulsant les
» Turcs vos anciens oppresseurs, nous a rendus
» les souverains maîtres de votre pays, et nous
» conserverons notre conquête.

» C'est donc à nous que vous devez désormais
» soumission. Acceptez notre suprématie, et
» notre protection vous sera assurée en tout
» temps.

» L'équité et la modération seront les seules
» règles de notre conduite envers vous ; vos biens,
» votre religion, vos mœurs, vos usages, seront
» respectés ; nous ne voulons ni vous inquiéter
» dans vos villes dont nous vous abandonnons le
» séjour, ni déposséder aucune tribu de son ter-
» ritoire ; et cependant , grâce à votre alliance
» avec nous, vos terres deviendront plus fertiles,
» votre commerce s'étendra et votre bien-être
» s'augmentera.

» Heureux donc ceux qui se rallieront sia-
» cèrement à notre cause , puisque la paix , l'a-
» bondance et la prospérité seront leur partage.

» Mais malheur à ceux qui méconnaîtront
» notre souveraineté, car les calamités de la guerre

» tomberont sur eux et leur prouveront qu'on
» ne nous résiste pas impunément. »

A la suite de ces paroles, seraient posées les conditions réciproques à observer dans cette nouvelle alliance, par nous et par les Arabes à qui, bien entendu, nous donnerions l'exemple de la fidélité à nos engagements.

Ainsi, pour la fusion des deux peuples, nous emploierions d'abord, la justice et la générosité avec leurs bienfaits, au lieu de la force avec ses abus. Pour mettre aussitôt nos actions en harmonie avec nos paroles, pour faire suivre nos promesses d'effets prochains, nous nous empresserions d'user de tous les moyens qui pourraient le plus vite mettre en relief aux yeux des Arabes, les avantages de notre alliance, et parmi tous ces moyens, je ne parlerai ici, pour exemple, que d'un seul dont les résultats me semblent devoir être aussi prompts qu'excellens.

Je voudrais qu'on renouvelât, mais sur une plus grande échelle, ce qui a déjà été tenté avec quelque succès dans la province d'Alger, par

M. le docteur Giscard, chirurgien-major des Zouaves. Il faudrait, soit à présent, soit à la suite des trêves que nous accorderions quelque fois aux tribus ennemies après les avoir châtiées, faire pénétrer dans ces tribus nos officiers de santé, pour y traiter les malades et les blessés. Tout en servant l'humanité par leur science, ces officiers pourraient exploiter utilement dans nos intérêts, et le respect auquel les Arabes sont prédisposés envers ceux qui professent l'art de guérir, et la reconnaissance que leur inspireraient les soins auxquels ils devraient le soulagement de leurs maux.

L'influence de ces nouveaux missionnaires, restreinte d'abord dans le cercle de quelques tribus les plus voisines de nous, ne tarderait pas à s'étendre; le bruit de quelques cures heureuses, que l'ignorance des Arabes transformerait en miracles, se répandrait au loin, et bientôt, de toutes parts, des indigènes de tout âge et de tout sexe, viendraient chercher les secours de nos docteurs.

Alors, il serait assigné, à proximité des points

occupés par nous, des lieux destinés à recevoir les malades qui voudraient s'y faire traiter, et ces lieux transformés en hospices d'indigènes, deviendraient sacrés pour tous, même en temps de guerre.

Certes, de tels établissemens paraîtront à tout le monde un moyen aussi noble qu'efficace de provoquer la confiance des Arabes, de les attirer et de les rallier à nous.

Le service de nos officiers de santé est déjà bien pénible en Afrique, pourra-t-on dire, et de nouvelles fatigues leur seraient encore imposées ? Mais rien n'empêcherait d'augmenter, là, le nombre de nos docteurs, et je ne doute pas, d'ailleurs, que ces officiers qui toujours ont fait preuve d'un zèle et d'un dévouement sans bornes, n'acceptent avec empressement la nouvelle et importante mission qui leur serait confiée ; je ne doute pas que tous ceux que j'ai vu prodiguer si souvent et si courageusement, sous le feu de l'ennemi, leurs soins à nos blessés, n'entrent avec joie dans une carrière qui, dans les commencemens, ne serait pas non plus sans dangers, mais

qui leur fournirait de nombreuses occasions d'employer au service de leur pays et leur savoir et leur intelligence. Je me permettrai d'ajouter encore que, si leur concours nous est assuré, s'ils consentent à se rendre doublement utiles, et par leur science même, et par la nouvelle application qu'ils en feraient à la politique pour hâter le rapprochement des Européens et des Arabes et les progrès de la colonisation qui en seraient la suite, le gouvernement n'oublierait pas sans doute de les en récompenser, et devrait rechercher et adopter un mode rémunératif moins borné que celui qui régit aujourd'hui, sous le rapport de la solde et de l'avancement, les officiers de santé militaires.

Ce sont des mesures toutes empreintes de ce caractère de conciliation qui seraient notre première part apportée dans l'association que nous formerions avec les Arabes ; je vais dire quelle part devrait être la leur.

CHAPITRE III.

DES IMPOTS A EXIGER DES ARABES.

§ I.

Le paiement des impôts serait la meilleure preuve de la soumission des Arabes. — De la quotité et du mode de recouvrement de ces impôts.

Les Arabes sont , aujourd'hui du moins , peu habiles à produire et seront probablement peu disposés , d'abord , à réunir leurs intérêts aux nôtres. Ne nous donneront-ils donc rien en retour de tous les avantages que nous leur accorderons ?

Il ne saurait en être ainsi , ou bien , notre souveraineté proclamée par nous seuls , ne serait qu'illusoire. Nous voulons gouverner en Algé-

rie. Or, partout où il y a gouvernement, il y a nécessairement des impôts; car le gouvernement qui doit administrer les intérêts de tous, a le droit évident de prélever sur les administrés l'argent nécessaire à l'accomplissement de sa mission. C'est là une vérité qui n'est point hors de la portée de l'intelligence des Arabes; ils en comprendraient facilement la justice, et, malgré leurs dogmes religieux, ils l'accepteraient bientôt en principe. Chez eux, d'ailleurs, le paiement des impôts, tels minimes ou tels pesans qu'ils soient, seraient le signe le plus évident de la soumission.

Aussi, devrions nous exiger d'eux, non pas les mêmes contributions qu'ils payaient aux Turcs, (1) mais seulement et comme nouvelle

(1) Des recherches dans les archives des Beylicks feraient connaître avec une approximation suffisante la quantité des impôts payés aux Turcs par les Arabes. On évalue à un million de francs environ les sommes qui sous le dernier dey, entraient chaque année dans le trésor public. Mais les contribuables payaient aussi les émolumens des divers fonctionnaires chargés de la perception, et ces faux frais, toujours accompagnés d'exactions, doubleraient au moins les impôts réguliers.

preuve de modération, la moitié de ces contributions; et ce serait encore moins exiger d'eux que ce que plusieurs tribus sont obligées de donner aujourd'hui à Abd-el-Kader.

Plus tard, si notre domination s'affermît et s'étend, une nouvelle assiette des impôts pourra être dressée dans chaque province par cantons ou districts, et devenir pour nous d'autant plus productive que les ressources du pays se seront accrues. Mais c'est là un progrès qu'il faudra savoir attendre du temps; quant à présent, c'est moins comme ressource importante pour notre trésor, comme recette venant en déduction de nos dépenses, que comme conséquence probante de notre autorité, que je considère les impôts.

Je ne parle pas ici, d'ailleurs, des impositions indirectes auxquelles serait naturellement soumise la population de la colonie, par suite de ses transactions commerciales; il ne s'agit encore que de contributions directes basées sur l'importance de la population et des richesses foncières des tribus.

C'est, en effet, par tribu que le recouvrement

des impôts pourrait s'opérer dans l'origine et il ne faudrait en charger personne autre que les Cheicks ou Kaid's qui sont aujourd'hui même en fonctions.

Que ces chefs nous soient hostiles ou favorables, qu'ils acceptent ou refusent cette mission, ils ne la rempliront pas moins tôt ou tard.

D'abord, ceux qui seraient le plus à portée de nos établissemens et qui ne consentiraient pas à la levée de l'impôt, seraient atteints facilement par nos armes et se repentiraient bientôt de leur refus. Il est plus probable, d'ailleurs, qu'ils useraient de leur influence sur leurs tribus pour les décider à nous satisfaire. Ils y seraient intéressés; car à ce prix ils obtiendraient notre protection, notre appui, et conserveraient plus sûrement leur autorité souvent compromise maintenant, au milieu des conflits inséparables de l'état d'anarchie habituel aux Arabes et dans lequel ils resteront long-temps encore, si nous ne les en tirons.

Quant à ceux qui se fieraient sur leur éloignement pour éluder nos volontés, la marche pro-

gressive de notre système, en étendant sans cesse notre rayon d'action, ne tarderait pas à les convaincre qu'un jour viendra où nous pourrions les atteindre aussi et les mettre dans les mêmes conditions de dépendance que ceux qui, les premiers, auraient eu, à cause de leur proximité, des points de contact avec nous.

Ces contributions nous seraient dûes à partir du jour où nous les aurions établies. Notre manifeste aurait fait connaître que leur remboursement intégral, et de plus, des indemnités proportionnées au temps pendant lequel on nous les aurait fait attendre, seraient exigés des tribus qui auraient apporté du retard dans leur acquittement. Quelques exemples que nous aurions occasion de donner d'une semblable mesure, mettraient toutes les tribus récalcitrantes dans l'appréhension de voir se réaliser nos menaces et je dirai bientôt comment, lorsque nous serons obligés de recourir à la force, nous parviendrons à jeter ces tribus dans des craintes si vives, dans des anxiétés si continuelles, qu'elles paieraient ces contributions annuelles, exacte-

ment et de leur propre gré, pour ne pas risquer dans un avenir plus ou moins reculé, leur tranquillité, leurs biens et leur liberté.

Ainsi la perception des impôts pour être quelquefois tardive, n'en serait pas moins assurée.

§ II.

Comment l'établissement des impôts sur les Arabes donnerait de l'extension à notre commerce avec eux. — Des douanes et de la franchise illimitée du commerce.

Le paiement des impôts par les Arabes, n'est pas la seule compensation que nous trouverons aux concessions que nous leur aurons faites; mais obtenons celle-là d'abord, et il en découlera d'autres non moins précieuses à nos intérêts. Nous verrions alors, en effet, les Arabes diriger exclusivement sur nos marchés, sur nos ports, leur commerce intérieur; ils apparaîtraient au milieu de nous, non plus rarement, de loin en loin et avec de minimes chargemens, comme ils le font aujourd'hui qu'ils n'ont pas perdu l'espoir de nous faire quitter leur pays,

aujourd'hui qu'ils sacrifient, dans ce but, la plus grande partie de leurs récoltes qu'ils ne consomment pas et laissent s'avaries plutôt que de nous la vendre; mais ils viendraient au contraire, fréquemment, régulièrement, et nous fourniraient en abondance des blés, des bestiaux, des laines, des cuirs, de l'huile, etc.; non plus seulement parce que notre active surveillance tendrait, ainsi que je l'ai déjà dit, à leur interdire tout autre débouché, mais encore parce qu'ils trouveraient dans des transactions plus nombreuses et plus suivies avec nous un moyen plus facile d'acquitter soit en argent, soit en denrées, leurs redevances envers nous.

Le mouvement qu'imprimerait nécessairement à nos ports ce nouvel état de choses en Algérie, serait profitable à la fois à notre fisc et à notre commerce. Mon travail ne comporte pas la discussion, cependant fort intéressante, des relations à établir entre ces deux principes si importants de toute bonne organisation sociale; ici la volonté des indigènes ne peut plus inter-

venir en rien , et c'est à la sagesse du gouvernement , de rechercher les dispositions les plus convenables, pour assurer et régler les droits du premier de ces principes, sans qu'ils deviennent pour le second onéreux ou vexatoires.

C'est à la haute administration , à examiner s'il convient d'accorder au commerce une franchise illimitée , ou bien s'il faut , pour favoriser les provenances nationales de la métropole ou de la colonie, les exempter seuls des droits qui frapperaient les provenances étrangères.

Je dirai seulement que si de la franchise illimitée il y a lieu d'attendre pour la colonie de grands avantages, il n'est cependant pas prouvé qu'un système de douanes soit un obstacle réel à son développement ; et , grâce à un tel système, bien coordonné, le trésor ne serait pas, du moins, privé de recettes dont l'importance doit croître si la colonie doit grandir et qui peuvent même le couvrir un jour des énormes sacrifices qu'il a déjà faits.

L'ordonnance royale du 11 décembre 1835 qui règle les droits de douanes et de navigation

dans l'Algérie (1), me paraît, au reste, concilier les intérêts du commerce français et ceux des colons et ne réclamerait pas de grandes modifications pour ne laisser presque rien à désirer.

(1) Cette ordonnance ne prohibe aucune marchandise à l'*importation*; elle accorde franchise absolue à tous les produits français et à ceux des produits étrangers qui sont de première nécessité aux colons ou qui n'ont point en France leurs similaires; elle admet, au moyen de droits assez modérés toutes les autres provenances étrangères.

A l'*exportation*, elle donne franchise aux sorties destinées pour la métropole et exige le paiement des droits fixés par le tarif français pour les destinations à l'étranger.

Enfin, sous le rapport de la navigation, les bâtimens français jouissent de la franchise; les navires étrangers paient un droit de 2 francs par tonneau.

CHAPITRE IV.

DE L'EMPLOI DE LA FORCE COMME MOYEN DE PACIFICATION.

§ I.

Des mesures conciliatrices ne suffiront pas seules pour rallier à nous les Arabes. — La force devra donc être employée pour arriver à ce résultat.

Nos conditions ainsi posées et toutes modérées qu'elles sont, il ne faudra pas s'attendre à ce que tous les Arabes viennent promptement à nous. Cette modération pourra même, d'abord, être prise par eux pour de la faiblesse, et pour que notre volonté de leur faire accepter ces conditions s'accomplisse quand même, nous de-

vrons souvent et long-temps encore peut-être , recourir à des moyens coërcitifs. A ceux qui n'auront pas voulu de la paix, c'est donc la guerre que nous devons faire ; mais une guerre conduite avec énergie et persévérance et de manière à la rendre pour eux plus calamiteuse , et pour nous cependant , moins onéreuse que celle que nous leur avons faite jusqu'à ce jour.

Les tribus qui seront les premières atteintes devront , afin de faire redouter aux autres les mêmes châtimens , être impitoyablement frappées dans leurs biens , et plus encore , comme je vais l'expliquer , dans la liberté de leurs habitans. La force aux yeux des Arabes , se révèle surtout par ses effets , et les exemples seront nécessaires pour qu'ils ne doutent plus de la réalité de la nôtre. Ainsi malgré notre répugnance à en venir à de telles extrémités , il faudra donc nous y résoudre pour arriver plus promptement au système de modération que nous devons dans la suite exclusivement employer.

Cependant, dévaster la campagne, couper les arbres, brûler les douars ou villages, tous ces moyens de nuire aux Arabes, ne seraient pas non plus pour nous sans préjudice, si dans l'avenir nous réussissions à pacifier le pays ; pour ce motif et pour d'autres encore que je vais faire connaître, c'est moins dans leurs biens que dans leurs personnes que nos ennemis devront être punis.

§ II.

De l'utilité de faire des prisonniers arabes et de les envoyer en France.

Est-ce à dire qu'imitant tout-à-fait les Turcs, il faille recourir à d'affreuses et sanglantes exécutions ? Non, je l'ai dit, je ne voudrais pas, quand même elle serait possible, l'extermination des populations indigènes ; mais il est d'autres moyens tout aussi propres à leur inspirer cette terreur qui doit les lasser et les dégoûter de la guerre. Le fanatisme même qui les soulève contre nous, peut aussi nous fournir contre elles une arme redoutable. Je considère, en effet,

comme devant hâter la pacification, l'envoi en France de tous les Arabes, qui ne nous ayant pas encore fait leur soumission complète, tomberaient dans nos embuscades et au pouvoir de nos colonnes expéditionnaires ; non pas tant parce qu'une telle mesure les mettrait en contact plus immédiat avec notre civilisation et ses merveilles, qu'à cause de l'effroi religieux qu'elle inspirerait à des populations musulmanes. Alors et sans répandre de sang, nous n'aurions plus à craindre de retrouver les armes à la main les ennemis que notre générosité aurait épargnés dans une première rencontre, et nous ne nous serions pas privés de la coopération que plus tard nous pouvons attendre d'eux dans l'accomplissement de nos projets de colonisation.

Il ne serait pas facile d'obtenir, dans les commencemens, la vie sauve pour les prisonniers que feraient nos soldats et surtout nos auxiliaires arabes ; le caractère d'acharnement qu'ont présenté aux premiers les combats qu'ils ont eu à livrer jusqu'à présent, et l'habitude invétérée chez les seconds de couper les têtes de leurs

ennemis donneraient encore lieu, pendant quelque temps, à des actes sanglans provoqués par la vengeance. Mais, l'humanité si naturelle aux Français, et des récompenses pécuniaires qu'on pourrait promettre aux Arabes alliés qui nous amèneraient des prisonniers vivans, mettraient bientôt fin, de notre côté, à de tels massacres.

C'est moins, d'ailleurs, pendant nos engagemens avec l'ennemi, que nous parviendrons à lui faire des prisonniers, que lorsque nous atteindrons, en opérant comme je l'expliquerai plus tard (1), les tribus dans les lieux où, pour nous échapper, elles se retirent avec tous leurs bagages et leurs troupeaux, dès qu'elles nous savent en marche. Or, il nous sera facile d'arriver enfin jusqu'à ces lieux de refuge, quand nous serons à même de faire tenir quelque temps la campagne à nos colonnes expéditionnaires, et de faire rayonner des détachemens autour des positions qu'elles occuperont, (2) de même qu'on l'a déjà fait autour des villes que nous occupons maintenant.

(1) Voir le chapitre VII.

(2) Etant colonel du 2^{me} régiment de chasseurs à cheval d'A-
5.

Du reste, nos alliés indigènes, afin d'obtenir les récompenses qui leur seraient promises, ne manqueraient pas de s'embusquer pour surprendre les maraudeurs qui viennent inquiéter nos établissemens, et dont les brigandages deviendraient moins fréquens aussitôt qu'ils auraient à craindre de tomber dans ces embuscades, aux-

frique, je suis parvenu à surprendre plusieurs tribus des environs d'Oran, entr'autres celle des Garabats, ainsi que celles des Douairs et des Smélas, qui, alors, n'étaient pas encore devenues nos alliés.

Voici la lettre que les chefs des Smélas m'écrivaient le lendemain même d'une de ces affaires :

« Les chefs arabes de la tribu des Smélas au colonel Létang.

» Les Français sont très braves. Parle au général pour nous. Tes soldats sont plus valeureux que ceux du bey. Tu n'aurais pas dû prendre nos femmes et nos troupeaux. Prie le général de nous les rendre.

Signé Ben Morcelli, Hadji Mobammed, Hadji Loûsa,
Hadji Ben Daoud, Cogia Rensâa.

Je répondis à ces chefs :

« Si après avoir combattu et dispersé vos guerriers je me suis emparé de vos femmes, de vos enfans et de vos troupeaux, c'est pour vous obliger à reconnaître l'autorité des Français.

» Dieu ne peut commander l'extermination à ses enfans ; vivez donc en paix et soumis. Mais si vous n'y consentez pas, je ne vous laisserai aucun repos. »

Cette correspondance fait voir que la captivité de leurs femmes et de leurs enfans amène aussitôt des relations avec les Arabes. Des ennemis qui en venaient à réclamer ainsi de notre générosité les prises que nous leur avions faites, n'étaient pas loin d'entrer en composition, et, en effet, l'alliance des Douairs et Smélas avec nous ne se fit plus long-temps attendre.

quelles demanderaient même à prendre part quelques-uns de nos soldats les plus aventureux. Il y a plus, l'appât de ces récompenses ferait certainement entreprendre aussi, sur les tribus hostiles, des coups de main par nos alliés indigènes qui réussiraient toujours à leur enlever quelque monde.

Les femmes et surtout les enfans seraient, de même que les hommes, faits tous indistinctement prisonniers de guerre, et leur déportation en France, en pays chrétien, jetterait, je le dis encore, de graves perturbations au sein des tribus qu'effraierait la perspective d'un sort semblable.

A de fidèles Mahométans la mort même pourrait paraître préférable à cette déportation, et l'exaltation de ce sentiment chez eux se comprendra facilement, si l'on songe à la profonde compassion qu'excitèrent autre fois chez nous les chrétiens réduits à l'esclavage dans les Etats barbaresques. Quels sacrifices ne s'imposa pas alors la Chrétienté pour leur rachat ! Quel dévouement, des corporations religieuses ne firent-

elles pas alors éclater pour rendre ces malheureux à la liberté ! Les Arabes transportés en France n'y seraient pas esclaves ; de nos jours le droit des gens s'y opposerait ; mais leur position n'en serait pas moins déplorable aux yeux de leurs co-religionnaires dont le fanatisme surpasse encore aujourd'hui celui dont les Chrétiens furent jamais animés, même au temps des croisades.

Forcées d'opter entre la tranquillité dont elles pourraient jouir si elles restaient en paix avec nous , ou la crainte d'être arrachées un jour de leur sol natal et transportées chez des chrétiens si elles persistaient dans leurs hostilités , c'est au premier de ces partis que se décideraient, sans nul doute, la plupart de ces tribus.

Cette mesure aurait de plus pour nous l'avantage d'augmenter la confiance de nos soldats et de nos colons , en leur laissant entrevoir la possibilité d'être désormais échangés , au lieu de recevoir la mort aussi cruelle que certaine qui les attendrait aujourd'hui , s'ils tombaient dans les mains des Arabes ; son adoption profiterait donc à l'humanité en même temps qu'à notre politique.

Les prisonniers arabes seraient traités en France comme ceux des autres nations. Le logement, la nourriture, les vêtemens leur seraient fournis, et on pourrait en retour exiger d'eux quelques travaux industriels ou agricoles dont ils emporteraient et répandraient chez eux la connaissance et la pratique, quand les circonstances permettraient de les rendre à leur patrie.

On pourrait encore, et cela serait plus convenable, en attendant la pacification de leur pays ou tout au moins de leurs tribus, établir ces prisonniers sur nos côtes méridionales de France, dans ces maquis ou terrains vagues si semblables à ceux qu'ils habitent en Afrique. Là ils dresseraient leurs tentes par familles et par douars; on n'aurait à faire que les premiers frais de leur installation; puis ils seraient obligés pour vivre, ou de défricher et cultiver ces terrains, ou d'y élever des bestiaux, ou enfin de louer leurs bras aux fermiers provençaux et languedociens qui, certes, s'empresseraient de les employer. Leur travail leur procurerait bientôt au-delà de ce qu'il faudrait pour subvenir à leurs

besoins ; mais dans le cas même où ces prisonniers nous occasionneraient quelques dépenses pendant leur séjour parmi nous , ces dépenses qui ne pourraient jamais être considérables , seraient bientôt plus que couvertes , si cette mesure doit hâter la soumission des tribus hostiles , car la réduction de nos dépenses générales en Afrique serait le premier comme le plus important résultat de la paix.

Je viens d'insister sur la nécessité d'expatrier les prisonniers arabes , parce que des circonstances particulières m'ont mis à même plus que personne , d'apprécier toute l'efficacité d'une telle mesure. Pendant que j'ai été investi du commandement supérieur de la province d'Oran , c'est-à-dire en 1836 et 1837 , il ne s'est établi entre Abd-el-Kader et moi , que des ouvertures relatives à la reddition de la centaine de prisonniers faits à la Sickak par M. le général Bugeaud , et qui avaient été conduits à Marseille.

Instantanément pressé par toutes les tribus qui réclamaient de lui la délivrance de ces captifs , obligé de satisfaire à leurs vœux , sous peine de

perdre de son ascendant sur elles, l'habile émir, après mon départ, ne consentit à ravitailler lui-même la garnison française de Tlemsen, qu'après avoir au préalable obtenu le retour en Afrique de ces prisonniers, qu'on ne lui eût pas rendus aussi facilement si l'on avait été, comme moi, convaincu de l'échec, qu'en cas de refus de notre part, le mécontentement des tribus aurait fait essuyer à sa puissance, et du parti qu'on aurait pu tirer, dans nos intérêts, de la difficulté de cette position dans laquelle il eût accepté telles conditions qui n'ont pu lui être imposées plus tard.

Encore aujourd'hui, je suis persuadé qu'en faisant des prisonniers parmi les tribus qui marchent sous les drapeaux d'Abd-el-Kader, nous placerions de nouveau celui-ci, vis-à-vis de ces tribus, dans la situation fâcheuse dont je viens de parler; nous ne tarderions pas à faire baisser son influence sur ses co-religionnaires, et nous ferions ainsi beaucoup plus de chemin vers la paix, que ne nous en feront jamais faire des combats sanglans et sans merci.

•

CHAPITRE V.

DE L'INSTALLATION DES TROUPES DANS LES CAMPS.

§ I.

L'armée devrait occuper de grands camps destinés à devenir des bourgades et des villes, et les garnisons de ces camps devraient toujours être de plusieurs milliers d'hommes. — Assiette des camps ; la troupe pourrait être chargée de pourvoir elle-même à son casernement ; fixation de l'indemnité de logement qui serait, dans ce cas, allouée aux soldats. — Avantages du mode de casernement proposé.

Pour triompher de la résistance que sans aucun doute les Arabes opposeront encore longtemps à nos avances amicales, nos troupes devront entrer en mouvement ; mais avant de les suivre dans leurs excursions, il convient d'exposer comment, profitant du temps durant lequel nous aurons usé de mesures conciliatrices, elles se

seront installées dans de grands camps, points capitaux des bases de leurs opérations, et qui dans l'avenir, devront se transformer en bourgades et en villes, dans l'intérieur et aux environs desquelles une population de colons, venant peu à peu remplacer l'armée, pourra se livrer avec sécurité à l'industrie et à l'agriculture.

J'ai déjà dit que toute l'armée, depuis le général jusqu'au simple soldat, devrait être établie dans de tels camps dont le nombre serait borné, dans chaque province, à deux seulement qui seraient placés aux extrémités de la base d'opération qu'on aurait adoptée. Les postes intermédiaires reliant ces deux camps seraient en petit nombre et occupés par très peu de monde, de sorte que les troupes réunies dans chacun des camps et qui présenteraient un effectif de plusieurs milliers d'hommes, ne seraient jamais affaiblies par de grands détachemens et pourraient toujours agir immédiatement et en masse, quand les circonstances exigeraient qu'on entreprît quelques expéditions.

J'ai dit aussi que les forts, qui dominant les

viles actuelles et dans lesquels il ne doit être laissé plus tard que de petites garnisons, pourraient, tant que l'armée entière ne serait pas parfaitement campée, servir de refuge à une partie de ces troupes, surtout pendant le temps des fortes chaleurs ou des grandes pluies. Mais la majeure partie de ces troupes serait toujours maintenue disponible dans les camps. Quelque fussent, d'ailleurs, dans les commencemens, la gêne et les inconvéniens résultant pour tous d'une telle position, il faudrait s'y résigner, pour que les Arabes, ne nous voyant plus désormais que nombreux et toujours prêts à opérer avec promptitude et vigueur, finissent enfin par craindre notre inimitié que le morcellement ordinaire et, par suite, l'inertie forcée de notre armée, dans trop de villes et dans trop de camps, les a accoutumés à braver; certains qu'ils sont que dans une telle situation, il nous est à peu près impossible de renouveler fréquemment contr'eux de grands efforts.

Ainsi, la réunion continuelle de nos troupes, dans de grands camps, est, comme on le voit,

d'une absolue nécessité. Que le génie militaire construise ces camps, ou que les soldats, comme je vais l'expliquer, soient eux-mêmes chargés de créer leur casernement, il n'en faudrait pas moins hâter par tous les moyens possibles, le moment où toutes les troupes seront ainsi établies.

Des deux grands camps de chaque province, il y en aurait toujours au moins un à portée du littoral, et par conséquent, l'autre pourrait recevoir par celui-là, dans les premiers temps, non-seulement ses approvisionnemens en vivres et en munitions, mais aussi tous les matériaux nécessaires pour son édification et que le pays ne fournirait pas. La mise en œuvre de ces matériaux et de ceux qu'ils trouveraient sur les lieux serait, pour nos soldats, un excellent moyen d'exercer et de développer leur industrie; et l'on sait que des hommes industriels sont seuls aptes à mettre au jour et à exploiter les richesses qu'une colonie naissante peut renfermer dans son sein. Aussi voudrais-je que nos soldats élevassent eux-mêmes, outre les retranchemens qui doivent les

protéger contre les attaques des ennemis, les baraques ou autres sortes de logemens qui doivent les abriter contre les intempéries des saisons; et j'expliquerai bientôt comment on pourrait leur laisser aussi le soin de se loger sans que l'Etat n'intervînt plus en cela que d'une manière tout-à-fait indirecte, c'est-à-dire en augmentant la solde des troupes employées en Afrique, de ce qu'il consacre, en temps ordinaire, à leur casernement, et qui se compose, chaque année, des intérêts du capital absorbé par la construction des bâtimens militaires, plus des frais annuels d'entretien de ces bâtimens (1).

(1) Un des officiers les plus distingués de l'arme du génie, M. le lieutenant-colonel Daigremont a bien voulu me fournir, à ce sujet les renseignemens suivans :

Casernement de l'Infanterie. En France, les casernes construites en bonne maçonnerie et voûtées à l'épreuve de la bombe, coûtent par homme 300 f. 00 c.

Les casernes non voûtées, mais également construites en bonne maçonnerie, comme celles d'Arras, coûtent par homme environ. 300 f. 00 c.

Il n'est pas tenu compte dans cette appréciation de la valeur des terrains : valeur qui ne serait pas à négliger ailleurs qu'en Afrique, mais que dans cette contrée on peut considérer comme nulle.

On suppose aussi que les hommes couchés isolément occupent l'espace qui leur est attribué dans l'état de paix; car en temps de

L'emplacement de chaque grand camp étant reconnu et adopté, les limites de la zone qu'il comprendrait seraient indiquées par une chaîne de quelques petits postes d'observation consistant en ouvrages fortifiés très-simples, tels que

guerre ou de siège, ces mêmes casernes recevraient le double de moude, soit en resserrant les lits, soit en faisant coucher les hommes sur la paille, comme au bivouac. *Dans l'état mixte de paix et de guerre permanent en Afrique, c'est la première supposition qu'il faut adopter.*

A Lyon, des baraquemens ou casernes du moment, à simple rez-de-chaussée, construites en bois, briques et plâtre et couvertes en tuiles creuses, ont coûté par homme environ. . . . 150 f. 00 c.

Mais ces casernes du moment, dont les murs d'enveloppe n'avaient que l'épaisseur d'une brique de plat (6 centimètres), offrant l'inconvénient d'être trop froides en hiver et trop chaudes en été, on substitua successivement aux minces cloisons qui les enveloppaient des murs en maçonnerie d'environ 40 centimètres d'épaisseur, ce qui éleva la dépense par homme à environ. . . 200 f. 00 c.

En Algérie, où l'on ne peut facilement se procurer des matériaux, les bois surtout, qu'en les faisant venir de France ou de l'étranger, il faut admettre que la dépense ci-dessus serait augmentée d'un quart, ce qui ferait par homme une dépense de. 250 f. 00 c.

A ce dernier prix on doit pouvoir construire en Algérie de bons baraquemens, pour ne pas dire des casernes.

L'intérêt de ce petit capital à 5 p. cent est de. . . 12 f. 00 c.

Il y faut ajouter les frais d'entretien annuel qu'on peut évaluer à un fr. soixante c. par homme, ci. . . 1 f. 60 c.

Total. 14 f. 10 c.

A Arras, en effet, le casernement peut contenir environ 5,000 hommes et les dépenses d'entretien et de réparation des casernes proprement dites, c'est-à-dire des bâtimens occupés par la troupe, s'élèvent annuel-

de petites maisons carrées ou crénelées, ou mieux encore des tours rondes dans lesquelles seraient placés trois, quatre ou cinq hommes seulement.

Un grand camp ne serait donc autre chose que l'ensemble des camps partiels que chaque

Report : 14 f. 10 c.

lement à huit mille francs ; c'est donc par homme 8000 : 5000 ou 1 fr. 60 c.

Mais à cause du déperissement toujours croissant des bâtimens dont la durée ne saurait être indéfinie, et en tenant compte, d'ailleurs, des frais d'ameublement qui sont indépendants de ceux de construction, en remarquant aussi que les casernes d'Arras, prises pour exemple, ne sont ordinairement occupées que par la moitié des troupes qu'elles peuvent contenir et que les dégradations y sont par conséquent moins considérables que si la garnison était à son complet, on peut, sans craindre de se tromper et en restant plutôt au-dessous qu'au dessus de la réalité, augmenter le chiffre ci-dessus de. 1 f. 90 c.

et le porter ainsi à seize francs. 16 f. 00 c.

En ne logeant plus le soldat d'infanterie, l'Etat lui devrait donc une indemnité annuelle de 16 fr. ou une indemnité mensuelle de 1 fr. 33 c., ou enfin une indemnité journalière de 0 fr. 044, représentant l'intérêt à 5 p. cent d'un capital de 320 fr.

Casernement de la Cavalerie. La dépense du casernement pour un cavalier et son cheval peut être établie dans le rapport de 5 à 3 comparativement à l'infanterie. En conséquence l'indemnité de logement pour le cavalier serait, par jour et par homme monté, de $5 : 3 \times 0,044 = 0$ fr. 072. Avec cette indemnité les cavaliers construiraient et leurs logemens et des écuries ou hangars pour leurs chevaux à la conservation desquels ils devraient, comme je le dirai plus tard, être eux-mêmes intéressés. — Voyez chap. VI § II.

bataillon ou chaque régiment élèverait successivement en-deçà de cette ceinture d'avant-postes. Ainsi les camps partiels seraient à peu près aux grands camps, ce que sont, chez les Arabes, les douars aux tribus; et semblables aussi à ces hameaux qui, en France, ne forment qu'une commune, ils se joindraient, se relieraient plus tard les uns aux autres par de nouvelles constructions et finiraient par se changer en grandes bourgades et en villes, si comme je l'espère, les colons rassurés par notre système, ne tardaient pas à venir les peupler.

Ces camps par bataillons ou régiments ne devraient être séparés entr'eux que par de courtes distances afin qu'ils pussent se protéger mutuellement, et pour ainsi dire se flanquer de telle sorte que les communications de l'un à l'autre ne fussent, en aucun temps, interrompues par l'ennemi.

Quelque soit, d'ailleurs, le tracé de l'enceinte de ces camps, une simple muraille en pierre et boue, de 2 à 3 mètres d'élévation, crénelée et entourée, si l'on veut, d'un petit fossé,

suffirait pour les garantir des surprises des Arabes. Quant à leur distribution intérieure, elle devrait satisfaire à cette condition essentielle que les rues principales disposées de manière à faciliter le rassemblement des compagnies, escadrons, bataillons ou régiments, aboutissent toutes à une place d'armes au milieu de laquelle s'élèverait un réduit ou petite citadelle, armée d'un ou deux canons, dominant toutes ces rues et y plongeant par ses feux. L'importance d'un tel réduit ressortira surtout lorsque pendant les expéditions on sera forcé de laisser, sous la garde d'un petit nombre de défenseurs, les camps que des partis arabes pourront alors venir attaquer.

Le gouvernement resterait chargé de faire construire dans l'intérieur des camps :

Les réduits ou petites citadelles dont je viens de parler ;

Les grands magasins de vivres et d'approvisionnement de toute espèce ;

Les infirmeries destinées à recevoir les blessés et malades en attendant leur évacuation sur

l'hôpital général de la province , hôpital qui serait établi dans le lieu reconnu le plus convenable pour une telle destination ;

Enfin tous les bâtimens affectés à des services publics et qui exigent évidemment des plans larges et bien étudiés. Il conviendrait même que ces bâtimens fussent , à l'exemple des constructions romaines dont les ruines sont là si nombreuses , faits avec des pierres de taille de grande dimension ; alors , pour les Arabes , la solidité de tels bâtimens serait un indice de notre permanence , de notre fixité dans le pays , indice qu'ils ne voient en aucune manière aujourd'hui , dans nos baraques en bois et dans nos retranchemens en terre tout nombreux qu'ils sont.

Mais le logement , proprement dit , des officiers et des soldats , ne regarderait plus le gouvernement qui laisserait aux uns et aux autres le soin d'y pourvoir au moyen d'une indemnité.

Les officiers donneraient à cet égard l'exemple aux soldats. Leur indemnité de logement , telle qu'elle est fixée aujourd'hui , est assez élevée

pour que l'État ne s'occupe même pas de leur procurer, à titre d'avances, les premiers matériaux qui leur seraient nécessaires; ils achèteraient donc eux-mêmes ces matériaux et feraient construire, à leurs frais, des baraques ou des maisons dont ils seraient, de droit et de fait, les propriétaires et qu'ils pourraient à leur gré vendre ou échanger quand ils quitteraient la colonie.

Quant aux soldats, ils seraient libres de choisir pour leur logement le mode de construction qui leur paraîtrait préférable, et ils ne seraient astreints qu'à observer le tracé général et les alignemens qu'on aurait adoptés pour le camp. Leurs baraques qui, avec le temps, devraient aussi devenir de petites maisons, pourraient être accouplées de telle sorte que l'une d'elles, suffisant à quatre soldats, pourrait être réunie à deux ou trois autres, si les colons à qui elle écherrait plus tard, avaient besoin pour leurs familles et leurs exploitations de locaux moins resserrés.

Ces maisons, contenant quatre soldats, pourraient consister en un simple rez-de-chaussée occupant sur le sol une surface d'environ 48

mètres carrés, c'est-à-dire un rectangle dont un côté serait à peu près de 8 mètres et l'autre de 6. Ce rectangle se diviserait en quatre compartimens égaux, formés par des cloisons ou par des murs de refend. Dans chacun de ces compartimens, un soldat se trouverait fort à l'aise ; il pourrait même s'y livrer, pendant ses loisirs, à quelques travaux manuels du métier qu'il exerçait avant son entrée au service et trouverait dans ces travaux quelques bénéfices.

Mais pour la construction de ces maisons, non-seulement il faudrait aux soldats une indemnité journalière, mais encore, parce que cette indemnité ne peut qu'être très minime, il leur faudrait quelques avances en matériaux tels que planches, clous, outils etc. qu'ils ne pourraient se procurer facilement sans l'intervention du gouvernement. Voici comment sans qu'il en résultât pour celui-ci un surcroît de dépenses, cette condition, négligée pour les officiers, et nécessaire pour les soldats, pourrait être remplie.

L'indemnité, qui serait dûe à chaque fantassin qui se logerait lui-même pouvant être évaluée à

environ 16 fr. par an ou à 00 fr. 044 par jour, (1)
 ce qui représente l'intérêt à 5 p. cent d'un ca-
 pital de 320 fr. 00,
 si l'Etat donnait à chaque homme,
 pour son premier établissement, des
 matériaux pour une somme de. . . 40 fr. 00,
 ce capital de 320 francs, dont l'Etat,
 dans la première hypothèse, doit
 payer la rente au soldat, serait ré-
 duit à. 280 fr. 00,
 et l'indemnité journalière de logement ne se-
 rait plus par conséquent que de 0 fr. 038.

Avec les matériaux fournis par l'Etat, et avec
 ceux que le pays offrirait, comme pierres, chaux
 et menus bois, le soldat pourrait se construire
 un premier abri qu'il améliorerait ensuite peu-
 à-peu, en prélevant de lui-même, s'il le fallait,
 quelque argent sur sa solde, ainsi déjà augmentée,
 et qui peut l'être encore de diverses manières
 qui seront indiquées dans le cours de cet écrit.

Bientôt ces premiers abris deviendraient donc

(1) Voir la note précédente.

de petites maisons, et afin que, sous la direction et la surveillance de ses chefs, le soldat songeât forcément à l'entretien et au perfectionnement de ces maisons, il ne toucherait en argent, au lieu de trois centimes et huit millimes, 0 fr. 038, que deux centimes seulement, 0 fr. 020.

La différence entre ces deux chiffres est d'un centime huit millimes. 0 fr. 018, et forme au bout d'un an une somme de 6 fr. 57 c. qui serait payée d'emblée et d'avance au soldat, au commencement de chaque année, non pas en argent, mais bien en matériaux.

Ainsi, en résumé, le soldat recevrait du gouvernement, au commencement de la première année qu'il passerait en Afrique, des matériaux pour une somme de quarante-six francs cinquante-sept centimes. 46 fr. 57 c.

Pendant chacune des années suivantes, il toucherait encore des matériaux pour une somme de six fr. cinquante-sept cent. . . . 6 fr. 57 c.

Et de plus il toucherait journellement et dans

toutes les positions régulières de présence et d'absence (1) une indemnité de 0 fr. 02 cent. pendant tout le temps de son séjour en Afrique.

Il est clair que les chiffres que je viens de prendre pour exemple ne sont qu'approximatifs, et qu'ils pourraient être modifiés de la manière que l'expérience et l'étude plus approfondie de la mesure proposée ferait juger la plus convenable. De plus longs détails à cet égard ne peuvent trouver place ici, mais ce que j'ai dit suffira, je crois, pour indiquer la marche à suivre si l'on voulait que, comme je le désire, la troupe se chargeât elle-même de son casernement.

Voici maintenant les avantages importants qui résulteraient de l'adoption d'une telle mesure, pour l'armée, pour la colonie et pour l'Etat.

1°. Pour l'armée :

Toutes les troupes seraient logées, ce qui ac-

(1) Il en devrait être ainsi, puisqu'en temps ordinaire, la place du soldat présent ou régulièrement absent existe dans les casernes construites et entretenues par l'état; seulement le rappel d'indemnité ne serait fait aux absents qu'après leur retour au corps, et l'état bénéficierait de ce qui serait dû à ceux qui, pour des motifs quelconques, ne rentreraient plus sous les drapeaux.

tuellement n'a pas lieu ; et le désir du bien-être si naturel à tous les hommes leur suggérerait, indubitablement, un emploi des fonds alloués pour leur casernement, plus économique que celui qu'on en fait aujourd'hui, tout habilement qu'il est dirigé.

Une fois logé convenablement le soldat pourrait employer, comme il l'entendrait, l'indemnité de logement qu'il continuerait à toucher avec sa solde et apporter ainsi à ses besoins divers quelque satisfaction, à sa position souvent pénible quelques adoucissements.

Ceux des soldats qui voudraient demeurer en Afrique pourraient, pendant qu'ils sont encore liés au service et avant de devenir colons, perfectionner et même embellir leurs maisons dont ils prendraient possession définitive à l'époque de leur libération, époque à laquelle ils recevraient aussi, comme les autres colons, des concessions gratuites de terrain. L'espoir de s'y voir propriétaires, retiendrait en Afrique, sans aucun doute, un assez grand nombre de soldats qui, là, trouveraient un sort plus heureux que celui qui

les attend communément lorsqu'ils rentrent dans leurs foyers. Si l'on doutait que le soldat dût trouver des avantages au mode de casernement proposé, l'expérience conduirait au sentiment contraire. Qu'à côté du baraquement élevé par le génie, pour les corps tirés de France, on fasse construire par les corps stationnaires en Afrique, comme les Zouaves, Spahis, bataillons d'infanterie légère d'Afrique et compagnies de discipline, des camps tels que je viens de les décrire, et bien certainement, après que la comparaison serait possible, tous les corps regarderaient comme une faveur qu'on leur laissât la latitude de se loger eux mêmes. J'ai eu, d'ailleurs, un exemple de ce que peut l'industrie, l'amour-propre et la bonne volonté du soldat. En 1836, avec quelques planches que je lui avais fait donner par le génie, et à l'aide des matériaux trouvés sur les lieux, un détachement du 1^{er} bataillon d'Afrique s'était bâti aux environs d'Oran, des logemens assez confortables et qui l'eussent été davantage, si mes idées à ce sujet eussent pu recevoir alors leur entière exécution.

2°. Pour la colonie :

C'est à elle surtout que serait profitable ce nouveau système de casernement, qui tend à attirer des colons en Afrique; en effet, outre des terrains qui sont les seuls biens-fonds dont le gouvernement peut aujourd'hui les doter, des maisons toutes construites pourraient encore être données aux colons dénués de toutes ressources, et qu'il ne faut pas pour cela dédaigner; car, par les motifs que j'en donnerai plus loin, (1) il ne faut pas d'ici long-temps compter sur l'arrivée de beaucoup de colons jouissant de quelque aisance et nantis de quelques capitaux. Quant aux autres, il ne faudrait que venir à leur secours et ils seraient bientôt plus nombreux qu'aujourd'hui. Or, à mesure que leur nombre s'augmenterait l'effectif de l'armée serait diminué; et, cette diminution pourrait d'abord s'opérer, en ne remplaçant pas une partie des soldats qui quitteraient les drapeaux par suite de libération, réforme, mort, condamnation, etc. Alors les maisons de ces hommes devraient être données à

(1) 2^{me} partie, Chapitre I.

des colons pauvres ; et quand le nombre de colons , hommes , femmes et enfans , admis ainsi dans les camps , serait assez considérable pour qu'on pût les réunir dans un de nos camps partiels de bataillon ou de régiment , on leur abandonnerait tout-à-fait ce camp dont ils accepteraient la possession avec ses profits , mais aussi la garde avec ses périls , et le bataillon ou régiment qui d'abord aurait occupé ce camp , irait en fonder un autre plus loin , ou bien rentrerait en France , si un commencement de pacification permettait de réduire l'armée.

Ainsi se formeraient de proche en proche , des villages défensifs dans lesquels les colons , se substituant peu-à-peu à l'armée , n'auraient plus à craindre les malheurs qui les ont déjà si souvent frappés , et qui les menaceront toujours , tant qu'ils resteront disséminés comme ils le sont aujourd'hui dans la Métidja.

3°. Enfin pour l'Etat :

La mesure proposée est économique ; elle lui conserve des capitaux que la construction de casernes ordinaires lui aurait enlevés , et qui , dé-

duction faite des frais annuels d'entretien , s'éleveraient encore, comme on l'a vu, à 250 fr. pour chaque fantassin à loger. Au lieu d'absorber ce capital de 250 francs, chaque soldat qui, d'après mon système, ne reçoit que pour 40 francs de matériaux pour se créer un logement, ne dépenserait à l'Etat, pour deux nouvelles installations, que 80 francs; et là, se borneraient probablement les sacrifices que celui-ci devrait s'imposer pour assurer des logemens aux colons. Il n'y a pas à craindre, en effet, de plus fréquens déplacemens pour l'Armée, puisqu'elle ne doit quitter ses premiers camps que pour les céder à une population de colons qui l'y remplacerait. Son effectif étant primitivement de 40,000 hommes, si donc elle allait un jour toute entière s'établir dans de seconds camps, c'est que les premiers seraient véritablement devenus des bourgades et des villes, c'est que cette armée couvrirait alors 60 ou 80,000 habitans au moins. Mais, alors aussi, par les efforts de tant de travailleurs, la colonisation aurait avancé, le pays ne tarderait pas à se pacifier, les colons finiraient

par se garder eux-mêmes , et par conséquent nos dépenses se trouveraient considérablement réduites.

§ II.

Du couchage des troupes.

Non-seulement le soin de construire leurs logemens serait laissé aux soldats, mais on devrait aussi leur laisser celui de pourvoir à leur couchage , au moyen du prix que le gouvernement paie aux adjudicataires de ce genre de fourniture et qui ne s'élève pas à moins de 16 francs environ par homme et par an. Cette somme est précisément égale à celle que nous avons déjà trouvée pour l'indemnité annuelle de logement qui serait dûe à chaque fantassin.

La solde des hommes devrait donc être augmentée de $\frac{16 \text{ fr.}}{365}$ par jour, ou de 0 fr, 044.

Avec cet argent bien employé , les lits de fougère ou de paille seraient bientôt remplacés par un matelas de bonne laine dupays, et avant la fin

de la seconde année , les soldats dont la plupart sont depuis trois ou quatre ans sans couchage , seraient tous pourvus d'un matériel de literie , meilleur que celui dont quelques-uns d'entr'eux seulement jouissent aujourd'hui ; ce matériel serait entretenu par eux , facilement et à bon marché , et resterait , en outre , définitivement leur propriété.

L'indemnité de couchage , ajoutée à la partie de l'indemnité de logement que les soldats doivent toucher en argent, formerait donc pour eux une augmentation de solde de six centimes et quatre millimes. 0 fr. 064 par jour. Cette prime journalière deviendrait réellement une haute paie , pour ceux d'entr'eux qui se seraient procuré leur logement et leur couchage ; et en présence de ces avantages , qui résultent d'ailleurs d'un nouvel emploi des fonds de l'Etat , et non pas de nouvelles dépenses qui viendraient encore gréver le trésor , le nombre des soldats qui voudraient rester dans la colonie ne pourrait qu'augmenter chaque jour.

§ III.

La population civile et militaire de nos camps s'occupera d'agriculture. — Avantages que retirera de cette mesure l'armée et la colonie. — Objection contre l'extension des cultures; Réponse.

Dans l'enceinte de nos grands camps les nouveaux colons qui surviendront, et ceux des colons actuels qui auront suivi l'armée, parcequ'ainsi que je l'ai déjà dit, l'armée seule les fait vivre, trouveront aussi place pour s'établir, et nouer ou continuer avec l'armée des relations commerciales ou de toute autre nature. Les colons agriculteurs ne tarderont pas non plus à venir s'installer au dehors et sous la protection de ces camps. Ainsi bientôt, par le triple concours du gouvernement, de l'armée et des colons, ces camps deviendront réellement des villes européennes, émules amicales des villes arabes qui en seront voisines.

La population civile et militaire resserrée d'abord dans ces camps, transformerait en champs et en jardins les terrains environnans, élèverait quelques troupeaux dans les paccages qui en

seront à proximité. Tous ces terrains seraient concédés définitivement aux colons, et seulement à titre d'usufruit à l'armée.

Lorsque celle-ci, au moyen des bestiaux qu'elle élèverait, et des blés et légumes qu'elle récolterait, pourrait subvenir, au moins en partie, aux ordinaires, il serait juste de rembourser aux soldats les denrées qu'ils percevraient en moins des magasins de l'État. Ce remboursement, fait à des taux inférieurs à ceux des tarifs ordinaires, contenterait le soldat dont la solde serait encore ainsi augmentée, et serait un premier bénéfice retiré par l'État des concessions de terrain qu'il aurait faites à l'armée.

Bientôt, confians dans la force qui résulterait de leur agglomération, les colons et les soldats donneraient à leurs premiers essais agricoles un développement tel, que peut-être avant peu de temps la colonie pourrait se passer de toutes importations de céréales et de denrées de première nécessité; alors, suffisant presque entièrement elles-mêmes aux principaux besoins de

leur subsistance, l'armée et la population civile auraient moins de chances défavorables à redouter, dans le cas d'une guerre maritime durant laquelle il ne faudrait pas, du moins tant que les Arabes ne seraient pas étroitement unis avec nous, compter sur des ressources tirées de l'intérieur.

On peut objecter, qu'en étendant nos cultures à mesure que les colons deviendront plus nombreux, nous arriverons enfin à envahir une partie du territoire des tribus auxquelles nous avons cependant, promis de respecter leurs propriétés.

Je répondrai que ces tribus, ou nous seront restées hostiles, ou se seront rangées sous notre domination.

Dans le premier cas, nous aurons le droit de confisquer et de cultiver leurs terres à notre profit.

Dans le second cas, fidèles à nos engagements, nous ne devons effectivement devenir possesseurs de ces terres qu'en vertu de contrats

de ventes ou de baux , auxquels les Arabes ne pourraient toujours qu'accéder volontiers ; car ces transactions seraient pour eux , le meilleur moyen de tirer avantageusement parti des terrains qu'ils laissent aujourd'hui forcément en friche , parceque la population des tribus est excessivement faible comparativement à l'immense étendue du territoire qu'elles occupent.

J'aurai encore occasion de parler de l'importance de ces camps ou plutôt de ces villes futures ; mais ce qui vient d'en être dit , doit suffire pour faire considérer leur établissement comme premier et indispensable élément de mon système.

En effet , ces camps ont dans l'avenir un rôle des plus importants à jouer , puisqu'ils seront les centres des populations qui se transporteront d'Europe en Afrique , et les entrepôts naturels du commerce entre ces deux parties du monde ; de plus , et dès à présent , sous le point de vue militaire , ils sont pour notre armée que l'opiniâtreté des Arabes dans leurs

hostilités forcera d'agir au-dehors, des points de départ qu'elle quittera bien approvisionnée, et des points assurés de retraite qu'elle rejoindra après chaque expédition, pour s'y reposer et y reprendre ses travaux industriels et agricoles qui doivent hâter la colonisation, de même que ses expéditions doivent assurer la soumission du pays.



CHAPITRE VI.

DE LA COMPOSITION DES COLONNES MOBILES.

§ I.

Force ordinaire des colonnes mobiles.

En principe, les troupes qui sortiront de nos camps pour quelque expédition, seront nombreuses, car elles se composeront ordinairement de la plus grande partie de la division stationnée dans chaque province, et c'est seulement par exception que des détachemens d'une moindre force seront chargés des coups de main qui, comme on le verra, seront quelquefois entrepris.

Il ne serait pas prudent, en effet, d'opérer de grands mouvemens, dans l'origine, avec moins de 6 à 8,000 hommes; et si même l'on devait agir au loin et long temps, 12 ou 14,000 hommes seraient peut-être nécessaires. Je dirai bientôt comment on pourrait facilement, et à peu de frais, réunir de telles forces sur un même point, tout en laissant les camps sur un pied respectable de défense.

§ II.

La cavalerie ne peut ni ne doit être beaucoup augmentée en Afrique.

Semblables à de petites armées, nos colonnes comprendront donc des corps de toutes armes.

Je ne veux pas ici discuter longuement la proportion la plus convenable à établir entre ces armes; mais je dirai, contrairement à l'opinion émise par quelques personnes, qu'il ne faut pas songer à augmenter beaucoup l'effectif de notre cavalerie en Afrique. Ceux qui veulent une si nombreuse cavalerie, pensent, sans doute, qu'avec elle on pourrait atteindre enfin les guerriers

arabes jusqu'à présent insaisissables; il n'en serait rien.

Ardente et valeureuse , et par cela même difficile à contenir, notre cavalerie , en s'abandonnant à la poursuite d'un ennemi toujours en fuite, mais aussi toujours prêt à profiter du moindre désordre pour reprendre l'offensive, notre cavalerie, dis-je, en agissant seule et privée de l'appui de l'infanterie, ou en s'éloignant trop de cette infanterie, par suite de sa confiance en son propre nombre , serait exposée à des revers dont les suites pourraient être incalculables. La tactique des Arabes n'a pas changé depuis bien des siècles, et si nous commettions aujourd'hui devant eux la même faute que les Croisés commirent à la bataille de la Massoure (1), nous pourrions en être aussi cruellement punis.

Il y a encore d'autres motifs qui ne permettent pas de songer à une grande augmentation de la cavalerie en Afrique.

C'est, d'abord, l'insuffisance des ressources que nos premiers établissemens pourraient offrir

(1) En l'an 1249.

pour nourrir en tout temps un si grand nombre de chevaux réunis ; et, plus que cela, c'est l'impossibilité absolue de nous procurer ce nombre considérable de chevaux dans le pays même. Je ne pense pas, en effet, qu'on veuille ni qu'on puisse continuer à envoyer en Afrique des chevaux de France ; et, d'un autre côté, la race barbe, dans l'Algérie, n'est pas tellement multipliée de nos jours qu'elle dépasse les besoins actuels de la population indigène. (1)

(1) Il y a maintenant un plus grand nombre d'Arabes montés que du temps des Turcs. Les exactions de ceux-ci pressuraient trop les tribus pour qu'elles pussent alors se procurer facilement beaucoup de chevaux. Mais depuis la chute de la domination turque, les Arabes n'ont plus payé d'impôts, ou du moins n'en paient que depuis peu de temps à Abd-el-Kader. Il en est résulté, pour les tribus, une grande aisance qui s'est encore accrue, sous le rapport de l'argent, par le commerce qu'elles ont fait avec nous ; commerce actuellement peu étendu, il est vrai, mais dans lequel notre argent est absorbé, car si les Arabes nous vendent quelques denrées, ils ne nous achètent presque rien en échange. Ils emploient de préférence leur argent à l'achat de chevaux dont la possession est chez eux un signe de distinction. Aussi des tribus qui ne comptaient autrefois que 2 ou 300 cavaliers montés, en ont-elles aujourd'hui jusqu'à 4 ou 500, malgré la guerre qu'elles nous font et qui augmente nécessairement la consommation de leurs chevaux. Je tiens cette assertion de plusieurs Arabes, et voilà pourquoi je dis que les ressources en chevaux du pays ne sont plus au-dessus des besoins de la population indigène, et ne nous permettent pas de compter d'ici à quelque temps sur de grandes remontes en Algérie.

Suivant moi , les corps à cheval réguliers et irréguliers qui existent aujourd'hui en Afrique , répartis dans nos camps et maintenus au complet de guerre en hommes et en chevaux , suffiraient pour amener tous les résultats qu'on peut attendre là de l'emploi de la cavalerie.

Encore n'est-ce pas sans peine qu'on compléterait et entretiendrait l'effectif en chevaux des régimens actuels, et avec toutes les difficultés que présente la remonte , il faudrait chercher les moyens de diminuer au moins la consommation de chevaux. L'un de ces moyens qui me paraît bon à indiquer ici , serait d'intéresser nos cavaliers français au sort de leurs chevaux , par la création de masses individuelles de remonte, qui s'amélioreraient d'autant plus au profit des cavaliers, que ceux-ci donneraient plus de soins à leurs montures et par conséquent les conserveraient plus long-temps. C'est là , d'ailleurs, ce qui a lieu dans la gendarmerie en France, dans les corps de Spahis en Algérie, et cette mesure serait facilement applicable à nos chasseurs à cheval d'Afrique, quand dans nos camps, ils de-

vraient se loger avec leurs chevaux , pour lesquels ils construiraient des écuries ou hangards à côté des baraques ou maisons qu'ils élèveraient pour eux-mêmes.

Dans la suite , quand les cavaliers indigènes se présenteraient pour nous servir, résultat qu'amènerait infailliblement notre système, nous les accepterions aussi nombreux que possible ; car, ceux-là lutteraient du moins à armes égales contre les cavaliers ennemis qui sans être généralement mieux montés , que nos cavaliers français ont mieux l'avantage d'être équipés plus légèrement, et de mieux et plus hardiment conduire leurs chevaux à travers toutes les difficultés d'un terrain dont ils ont l'habitude. Au reste les principales raisons qui s'opposent à l'augmentation de notre cavalerie en Afrique, auraient alors disparu puisque nos nouveaux auxiliaires arriveraient montés , et resteraient comme aujourd'hui chargés de pourvoir, au moyen d'une faible indemnité, à la nourriture de leurs chevaux , que nous ne saurions jamais assurer aussi facilement et aussi économiquement que les Arabes eux-mêmes.

§ III.

De l'infanterie. — Des bataillons d'Afrique et des compagnies de discipline.

Ces considérations font voir que nos colonnes, dans leurs premières expéditions surtout, ne pourraient comprendre que peu de cavalerie et que l'infanterie resterait notre arme principale.

Quelques personnes ont regardé comme des non-valeurs dans l'armée, les bataillons d'infanterie légère d'Afrique et les compagnies de discipline. « Ils ne nous gardent point, a dit l'auteur d'un ouvrage très-remarquable (1), mais il faut au contraire les garder et ils viennent s'imputer sur nos forces réelles au lieu de les accroître. » — Je ne partage pas cette opinion, et, pour mon compte, je voudrais qu'il y eût toujours un assez grand nombre de ces troupes dans les colonnes expéditionnaires. J'ai eu plus

(1) M. Genty de Bussy, intendant civil des possessions françaises dans le nord de l'Afrique, en 1832, 1833 et 1834.

d'une preuve du bon parti qu'on peut tirer, en Afrique, de ces soldats si difficiles à maintenir en France où souvent les fautes qu'ils commettent n'ont pour cause qu'un besoin d'activité non satisfait. La plupart d'entr'eux sont remplis d'intelligence, d'adresse et d'énergie, et le caractère aventureux qu'ils joignent à ces qualités les rend très propres à des coups de main. Aussi quand il s'agirait d'infliger de rudes châtimens à des tribus hostiles, on pourrait, dans ce but, les détacher des colonnes, avec la certitude qu'ils frapperaient les rebelles avec vigueur et qu'ils sauraient toujours faire à propos et habilement retraite sur ces colonnes dont ils se seraient momentanément éloignés.

Déjà, d'ailleurs, j'ai fait pressentir dans le chapitre précédent que ces troupes pourraient être les premières employées à jeter les bases d'un casernement économique pour l'Etat et qui, devant profiter aux colons, contribuerait à en attirer en Afrique. Je le répète encore, ces troupes sont, de leur nature, éminemment propres à l'exécution de toute entreprise hardie ou pé-

nible conçue dans l'intérêt de la colonisation , et sous ce point de vue, comme sous le point de vue militaire , elles ne peuvent être que très-utiles.

§ IV.

De l'artillerie. — Il ne faut pas renoncer à l'emploi des pièces de campagne.

Quant à l'artillerie , je pense qu'on doit continuer à l'employer comme on le fait aujourd'hui , et je ne voudrais pas qu'on supprimât , en Afrique , l'usage des pièces de campagne , pour se réduire uniquement à celui des pièces de montagne , bien qu'on ait quelquefois donné à entendre que cette mesure était de toute nécessité.

On a été jusqu'à dire qu'il fallait nous passer du secours de l'artillerie, puisque les Arabes n'en ont pas, ou du moins n'ont que quelques canons si mauvais et si mal montés sur affûts qu'ils leur sont presque inutiles. Ce motif est par trop chevaleresque et je ne puis m'y rendre.

On a argué aussi de la difficulté de trainer de

l'artillerie roulante dans un pays dépourvu de route et très accidenté. Mais cette difficulté peut presque toujours être vaincue, et dans toutes nos expéditions nous nous sommes fait suivre, en effet, par des pièces de campagne.

Le tir de l'artillerie transportable à dos de mulets n'est ni aussi efficace ni aussi redouté de l'ennemi que celui des canons de 8 et des obusiers de 24. Lorsque j'ai opéré le ravitaillement de Tlemsen, quatre de ces pièces m'ont été du plus grand secours pour contenir l'ennemi pendant que je faisais exécuter le passage du défilé de la Chair à ma faible colonne qui, dans ce moment difficile, était attaquée par toutes les forces d'Abd-el-Kader auxquelles s'étaient joints de nombreux fantassins Marocains.

Je conviens que s'il était, je ne dis pas facile, mais seulement possible de surprendre ou de joindre les Arabes, des canons nous deviendraient moins nécessaires. Mais puisque nos ennemis reculent ordinairement devant nous et ne se rapprochent de nos colonnes que pour les harceler quand elles sont en retraite, puisqu'alors

c'est par leur fusillade qu'ils inquiètent nos avant-gardes et arrières-gardes et qu'ils nous font éprouver des pertes presque toujours aussi considérables que celles que le feu de nos tirailleurs peut leur faire éprouver, il faut bien qu'en tête comme en queue de nos colonnes, nous plaçons des canons, qui seuls peuvent tenir les Arabes à distance et paralyser l'effet de leur mousqueterie; et dût-on, pour faciliter le passage de l'artillerie, s'arrêter quelquefois, élargir des sentiers, combler des ravins, il faudrait selon moi, exécuter tous ces travaux qu'exigeraient déjà les seules voitures de nos convois, avec lesquelles on pourrait aussi laisser les pièces de campagne, quand le terrain deviendrait pour elle trop difficile à parcourir.

Enfin, en cas d'échec ou de confusion, des pièces semblables, sont plus que celles de montagne, susceptibles de relever le moral du soldat; et dans ces immenses plaines où souvent n'apparaît aucun objet saillant et immobile, tels qu'un arbre, une maison, etc., elles peuvent devenir, par leur fixité, d'excellens points de

ralliement pour les troupes et les sauver des désastres dont elles seraient menacées , dès que l'ordre n'existerait plus dans les colonnes.

Je terminerais ce chapitre en parlant des convois , si je n'avais l'intention d'entrer, sur leur organisation et leur conduite qui présentent de grandes difficultés, dans des développemens assez étendus pour que je les renvoie à un chapitre spécial qu'on trouvera dans la seconde partie de cet ouvrage.

CHAPITRE VII.

DES EXPÉDITIONS.

§ I.

Quand et comment devraient opérer nos colonnes expéditionnaires.

Ce n'est qu'après avoir donné des caractères de vie et de stabilité à nos premiers établissements, après nous y être rendus invulnérables, que nos troupes campées devront se mobiliser pour atteindre et punir les tribus rebelles ; résultat auquel il faudra que nous arrivions par les moyens qu'alors la guerre nous autorisera à employer, puisque nos mesures conciliatrices n'auront pas eu un effet immédiat sur les Arabes.

Parmi ces moyens, quels sont les meilleurs ? ou bien, en d'autres termes, de quelle manière nos colonnes mobiles doivent-elles opérer, pour amener le plus tôt possible nos ennemis à composition ?

Jusqu'à présent les grandes expéditions que nous avons entreprises n'ont pas atteint leur but ; chacune d'elles devait trancher le nœud gordien qui cependant n'est point encore dénoué. Est-ce parcequ'elles ont été mal combinées , mal conduites ? Est-ce parce qu'exigeant de longs préparatifs et le plus souvent même des renforts tirés de France , elles ont toujours laissé le temps aux Arabes d'abandonner à l'avance les points sur lesquels elles étaient dirigées et de s'organiser pour la résistance ? Toujours est-il que ces expéditions loin d'avoir amené quelques résultats décisifs, n'ont jamais, pour ainsi dire, que frappé dans le vide, et que renouvelées de loin en loin et à grands frais, elles n'ont jamais assuré, momentanément même, la sécurité des colons.

Mais il n'en sera plus ainsi quand nos troupes

réunies dans des camps, et toujours disponibles, pourront au premier ordre se mettre en mouvement, et ne perdront plus les avantages que la promptitude de leurs opérations ajouterait à leur force.

Lorsque la division sortirait presque en totalité de ses camps, les garnisons des villes indigènes qui doivent toujours, du reste, se tenir renfermées dans les forts, redoubleraient de précautions et de vigilance, aussi bien que les habitants de ces villes.

Les camps seraient alors couverts par un ou deux bataillons bivouaqués en avant de leur enceinte et qui se porteraient partout où leur présence deviendrait nécessaire ; ils seraient, en outre, gardés intérieurement, par des piquets de chaque corps composés en partie des soldats qui momentanément ne seraient pas disponibles, et par les colons admis dans ces camps.

Ceux des colons qui seraient établis au dehors et à proximité des camps, y rentreraient, si, comme cela pourra arriver, des partis arabes venaient les menacer pendant l'absence de la

colonne, et ils feraient parquer leurs bestiaux, sur la place d'armes au milieu de laquelle se trouve le réduit dont j'ai déjà parlé et qui doit devenir pour tous un palladium de salut, quelles que vigoureuses que puissent être les attaques de l'ennemi (1).

Les camps de nos bases d'opération se trouvant ainsi toujours en sûreté, nous pourrions alors agir avec vigueur au dehors.

Il devrait y avoir quelque chose du rôle des milices turques dans celui que notre armée adopterait dans ses expéditions futures; c'est-à-dire, qu'agissant à l'improviste, sachant temporer pour mieux et plus sûrement punir, elle userait désormais envers les Arabes de ce système mêlé de prudence et d'audace, au moyen duquel les Turcs savaient, sans grands dangers pour eux, semer parmi les tribus et la terreur et la discorde.

Toujours prêtes à s'élancer du littoral dans

(1) La belle défense de Mazagran a tout récemment prouvé, (et j'en étais convaincu depuis long-temps), que les plus faibles réduits sont susceptibles d'une forte et longue résistance contre des Arabes.

toutes les directions, nos troupes laisseraient l'ennemi dans une incertitude continuelle sur le temps et le lieu des attaques qu'il aurait à repousser. Tout en conservant les avantages de notre tactique, nous réglerions à peu près notre mode d'opérer contre les Arabes sur leur mode d'opérer contre nous, et nous chercherions moins à combattre les tribus hostiles qu'à les inquiéter et à les fatiguer en les harcelant sans cesse sur leur territoire même.

Ainsi, quand nos colonnes sortiraient de nos camps elles ne s'engageraient avec les Arabes qu'elles trouveraient réunis, qu'autant que d'immenses avantages devraient certainement résulter pour nous d'un combat. Dans le cas contraire, elles chercheraient à éviter un ennemi nombreux ou qui occuperait de fortes positions; elles se replieraient ou pour rentrer dans leurs camps, ou pour s'en rapprocher; mais ce serait pour marcher en avant de nouveau, dès que le rassemblement des tribus se serait dispersé, et pour tomber inopinément sur quelques-unes de ces tribus réduites à leurs propres forces. On

doit voir que le temps des semailles et celui des moissons , pendant lesquels chaque tribu rentre forcément dans son territoire , sont des époques particulièrement favorables pour des opérations ainsi conduites.

Nostroupes réunies dans des camps pourraient toujours être mises instantanément en marche au premier ordre qui leur en parviendrait ; le général commandant une province pourrait donc, lorsqu'il devrait entreprendre une expédition , garder, sur ses projets , jusqu'au moment même du départ , le plus profond secret. Ces projets transpirent trop facilement , quand les troupes sont réunies dans des villes , et l'ennemi , qui compte toujours des partisans et conserve des intelligences dans ces villes , en est ordinairement prévenu. Cette discrétion , bonne à observer dans toutes les guerres, est surtout nécessaire dans celle que nous ferions aux Arabes , puisque comme je l'ai dit , ce ne seraient pas des engagements sérieux que nous chercherions désormais , mais bien des attaques faites à l'improviste que nous dirigerions contr'eux. Il faudrait

qu'à l'avenir ils craignent sans cesse notre apparition subite sur tous les points et dans toutes les directions partant de nos camps, et que leurs appréhensions rendissent notre présence en quelque sorte permanente partout, parceque là où nous ne serions pas aujourd'hui, ils pourraient nous voir arriver le lendemain.

Je ne veux pas dire qu'en cherchant à n'opérer, pour ainsi dire, que par surprises, nos colonnes n'aient plus à soutenir quelques attaques vigoureuses et même à prendre quelquefois l'offensive contre de grands rassemblemens; mais c'est précisément dans la prévision de rencontres possibles avec un ennemi nombreux et rempli d'ardeur, que nous ne ferions agir que des colonnes assez fortes pour lutter toujours avec avantage contre les efforts les plus désespérés de cet ennemi. C'est au commandant en chef de ces colonnes à prendre les dispositions les plus convenables en de telles occasions, et à combiner les diverses armes composant ces colonnes, de manière à ce qu'elles se prêtent sans cesse un secours mutuel et efficace; mais c'est là le talent

de l'homme de guerre et ce serait inutilement , qu'à cet égard on tracerait des règles à ceux qui ne sont pas doués des qualités et surtout du coup-d'œil militaires , qui sont indispensables à quiconque est revêtu d'un commandement de quelque importance.

Au reste , un long séjour en Afrique est nécessaire pour bien juger de la nature et des caractères tout particuliers de la guerre dans ce pays ; et l'expérience qu'on en acquerra pourra seule suggérer certains soins , certaines précautions , utiles à observer dans les marches à l'ennemi et dans les retraites , et dont je vais indiquer quelques-unes.

§ II.

De quelques précautions à observer dans les marches et dans les retraites.

Puisque notre cavalerie ne peut , comme je l'ai dit , qu'être , maintenant surtout , peu nombreuse , le commandant des troupes devra s'appliquer à la ménager , pour qu'au moment de

s'en servir il la trouve toujours fraîche et prête à s'élancer rapidement sur l'ennemi.

Dans les marches on ne devra donc employer comme *éclaireurs* que quelques cavaliers isolés, poussant le plus loin possible en avant des *tirailleurs* de l'infanterie ; et ces éclaireurs, véritables enfans perdus , seraient autant que possible des cavaliers indigènes , afin que nos chasseurs à cheval d'Afrique, qui ordinairement ne combattraient qu'en ligne contre les Arabes, formassent une troupe de réserve tenue constamment en masse et destinée à agir seulement aux instans opportuns pour décider la victoire.

La cavalerie devrait toujours cheminer presque entièrement réunie sur un des flancs et à hauteur de la tête ou de la queue de la colonne principale, suivant que les circonstances l'exigeraient ; elle ne devrait jamais subordonner complètement sa marche à celle de l'infanterie, afin de pouvoir, du moins tant que l'ennemi ne serait pas à proximité , employer le temps où la différence des allures lui ferait devancer l'infanterie , à faire des haltes partout où elle trouverait sur la route des

herbages ou des moissons à faire manger aux chevaux qui, alors, toujours frais et repus, seraient à même de mieux supporter les fatigues, et de fournir, quand il en serait besoin, des charges vigoureuses.

Dans les retraites, si nos colonnes étaient suivies par de nombreux cavaliers et devaient traverser un mauvais passage, un défilé par exemple, et si on appréhendait d'être attaqué en queue par ces cavaliers, il faudrait d'abord faire passer notre convoi et notre cavalerie; puis on pourrait arrêter l'ennemi en semant des chausses-trapes dont nos fantassins en Afrique pourraient être facilement munis, à raison d'au moins une par homme et sans qu'il en résultât pour eux aucun embarras. J'ai moi-même, en ramenant de Tlemsen à Oran une colonne d'environ 3,000 combattans, fait emploi de chausses-trapes, pour arrêter la nombreuse cavalerie d'Abd-el-Kader à l'entrée du défilé de la *Chair*, et j'en ai obtenu le résultat que je désirais. Je ne parle, au reste, de ce moyen très secondaire que parce que la chausse-trape très connue comme propre à couvrir les abords

des ouvrages retranchés, n'a pas souvent reçu l'application que j'en ai faite et que j'ai trouvée très efficace contre des cavaliers arabes, qui ne redoutent rien tant que de voir leurs chevaux hors de combat, et que la crainte des chausse-trapes rend par conséquent moins audacieux.

Je viens de recommander de n'employer jamais que très peu de cavaliers comme éclaireurs ; mais les tirailleurs d'infanterie devraient au contraire être déployés en grand nombre aussitôt que l'ennemi tenterait sur nos colonnes quelque attaque sérieuse. C'est à tort qu'on tient ordinairement massée la plus grande partie de l'infanterie en de telles circonstances ; on la rend ainsi inactive contre un ennemi qui , cependant ne combat point en masse et se borne toujours à nous faire une guerre de chicane.

Pour moi je n'hésiterais pas , pendant un engagement , à mettre la moitié de mon infanterie en tirailleurs. A la rigueur, deux ou trois compagnies seulement suffiraient pour former la réserve d'un bataillon. Les tirailleurs, en se voyant nom-

breux auraient, sans aucun doute, plus de sang-froid et de confiance en eux-mêmes, et leur feu ferait alors bientôt taire celui des cavaliers ennemis sur lesquels nos fantassins auraient toujours l'avantage d'un tir plus juste et plus certain.

§ III.

Durée des expéditions. -- Des coups de main.

Dans l'état actuel du pays, la durée des expéditions est forcément limitée par plusieurs causes et surtout par la quantité de vivres qu'il est possible de transporter à la suite des colonnes expéditionnaires (1).

Tant qu'on opérerait à proximité de quelques points sur lesquels on pourrait se ravitailler et évacuer les malades et les blessés, rien n'empêcherait de séjourner aussi long-temps qu'on le voudrait dans des positions d'où l'on mena-

(1) En Afrique, chaque soldat porte indépendamment de sa charge ordinaire un petit sac contenant seulement pour quatre jours de vivres en riz et biscuits; si une colonne doit rester dehors de ses camps au-delà de ce temps, un convoi de vivres lui devient donc indispensable.

cerait l'ennemi et dans lesquelles on serait en sûreté. Mais dès qu'on s'éloignerait des points qui réunissent de telles conditions, alors il serait très-difficile de tenir la campagne plus de quinze ou vingt jours. Après ce temps, les vivres du convoi se trouvant épuisés, et l'inclémence d'un climat meurtrier, plus encore que le feu de l'ennemi, nous occasionnant de grandes pertes en hommes par suite des maladies qui séviraient toujours quels que fussent les soins qu'on prendrait de la santé du soldat; après ce temps, dis-je, on serait obligé de faire rentrer les troupes expéditionnaires dans leurs camps, pour y trouver un repos qui préviendrait ou arrêterait les fâcheuses conséquences des fatigues qu'elles auraient essuyées.

Quinze ou vingt jours, du reste, sont un laps de temps suffisant pour obtenir, dans une expédition, des résultats immenses; car ils nous permettraient de nous porter facilement à 20 ou 30 lieues en avant de nos camps et au milieu de tribus riches et nombreuses; de stationner, agir et circuler en force sur le territoire de ces

tribus ; et de revenir ensuite à nos points de départ, c'est-à-dire dans nos camps. Or, les tribus que nous atteindrions dans ces courses, ne se voyant pas et ne pouvant être, en effet, toujours efficacement protégées, contre nos attaques incessantes, par les chefs indigènes qui les détournent de notre alliance, cesseraient bientôt d'obéir à ces chefs et ne tarderaient pas à les abandonner pour se rapprocher de nous. Pour arriver le plus promptement possible à cet important résultat, nous ne devrions pas nous borner à diriger nos coups sur les tribus rebelles les plus rapprochées de nos établissemens ; nous devrions aussi, au début même de nos opérations, faire sentir l'action de nos armes à celles qui se tiennent à quatre, cinq ou six journées de marche loin de nous, soit parce que leurs territoires ordinaires se trouvent à de telles distances de nos camps, soit parceque, comme dans la province d'Oran, Abd-el-Kader les a forcées de reculer jusque-là, afin de mettre pour barrière entre nous et les populations arabes une espèce de désert.

Quant aux tribus les plus éloignées de nous , lorsque nous aurons un assez grand nombre d'alliés et que nous nous serons créé quelques points d'appui dans l'intérieur des terres, il sera temps seulement enfin d'en venir aux prises avec elles. Mais déjà notre armée acclimatée se sera préparée peu à peu par ses premières expéditions à de longues marches et à de pénibles privations, et alors , nos opérations pourront s'étendre et se prolonger avec plus de chances de succès que nous n'en avons en notre faveur aujourd'hui.

C'est pour n'avoir en aucun cas rien à redouter de la supériorité numérique d'un ennemi qui peut, quoiqu'on en dise, réunir dans les provinces d'Oran et d'Alger 20 ou 30,000 combattans , que nos colonnes doivent elles-mêmes être toujours d'une force de 6, ou 8,000 hommes environ et quelquefois plus considérables encore.

Je ne me dissimule pas que de telles colonnes, traînant à leur suite et canons et convois , ne peuvent pas jouir d'une excessive mobilité. Mais

pourquoi sacrifier des conditions de sûreté à une mobilité inutile ? On se tromperait en croyant que si nos colonnes étaient douées de cette mobilité, elles parviendraient plus facilement qu'aujourd'hui à surprendre nos ennemis ; il faudrait pour cela qu'elles pussent arriver comme d'un seul bond sur eux , et c'est là ce qui nous sera toujours impossible à l'égard des tribus éloignées de plus d'un ou deux jours de marche des points que nous occupons. Des coureurs et des signaux rapides les instruiront toujours de nos mouvements. A notre approche, les tentes seront pliées ; hommes, femmes, enfans, troupeaux, tout fuira, tout disparaîtra ; nous arriverons sur les lieux ; nous quitterons le lendemain une contrée qui nous paraîtra déserte , et dont quelques heures après les Arabes reprendront tranquillement possession. N'est-ce pas là le tableau fidèle de presque toutes nos expéditions en Afrique ?

Y a-t-il donc impossibilité d'obtenir plus de fruits de ces expéditions ? Faut-il donc renoncer à contraindre nos ennemis à l'obéissance. — Non ! mais évidemment il faut opérer autrement qu'on

ne l'a fait jusqu'ici ; il faut nuire plus sûrement aux tribus et nous faire craindre d'elles , non plus par de courtes apparitions qui les forcent à peine à se déplacer , mais bien par un séjour assez prolongé sur leur territoire pour les en bannir, ou plutôt les obliger, de guerre lasse, à implorer merci et à se mettre à notre discrétion.

A voir ce qui s'est fait et ce qu'on fait encore, on semble avoir cru jusqu'à présent qu'on pourrait par un développement momentané de forces considérables et par quelques grandes et rapides opérations, obtenir la fin de la guerre et la soumission des populations ; mais il faut se persuader au contraire que ces résultats ne peuvent provenir que d'opérations conduites avec persévérance , et entreprises par des troupes installées et organisées de manière à agir non seulement avec vigueur, mais aussi sans relâche , conditions à l'accomplissement desquelles ce que je propose me paraît satisfaire.

Il faut en un mot, rechercher désormais dans nos opérations militaires une série d'heureux coups de main plutôt que des victoires qui ne

profitent qu'à notre amour-propre, mais nullement à nos intérêts (1), et voici comment je conçois que ces coups de main pourraient s'exécuter.

Supposons qu'une de nos colonnes se soit trans-

(1) Mes convictions à cet égard sont arrêtées depuis longtemps. Lorsque je remplaçai, en 1836, M. le général Bugeaud dans le commandement de la province et de la division d'Oran, il venait d'avoir à l'affaire de la Sickak un succès remarquable sur Abd-el-Kader. Quelques personnes espéraient de ce succès la prompte soumission des chefs arabes qui obéissaient à l'émir; les troupes de la division d'Oran pouvaient, en partageant cette illusion, croire leurs fatigues et leurs travaux terminés; je pensai devoir les désabuser par l'ordre du jour suivant, en date du 31 juillet 1836:

« Soldats de la division d'Oran,

- Malgré vos succès ne croyez pas à la soumission des Arabes.
- Préparez-vous à combattre; les ordres du gouvernement veulent que nous dominions ici.
- Pas de bagages inutiles; du pain, du fer, votre valeur et votre persévérance; nous vaincrons toujours l'ennemi. »

Quelques jours après, la division se dirigeait sur le Sig et l'Habrah; je renouvelai plus tard encore sur ces points et sur le Mabtah ainsi que sur Mascara des expéditions durant lesquelles je cherchai à mettre à exécution les idées émises dans ce chapitre. Je pris des positions que je pus occuper pendant plusieurs jours en me ravitaillant sur Mostaganem, et pour indiquer ces positions comme stations ou points de repère dans l'avenir, j'y fis construire par les troupes quelques ouvrages en terre et pierres sèches. Enfin, j'avais commencé à agir de la même manière dans la vallée du Chélif, quoiqu'Abd-el-Kader y eût rassemblé toutes ses forces, lorsqu'eut lieu la première expédition de Constantine; plusieurs régimens furent alors retirés de la division d'Oran qui se trouva trop affaiblie pour que je pusse songer à d'autres expéditions qu'à celle du ravitaillement de Tlemcen, qu'il était devenu urgent d'opérer, malgré le peu de troupes laissées à ma disposition.

portée à une distance de 20, 30 ou 40 lieues de nos camps, et se soit établie dans une position sûre qui offrirait, pour plusieurs jours, de l'eau, du bois, des fourrages ou au moins des herbages pour nos chevaux, et qui nous tiendrait ainsi lieu momentanément d'un des camps de notre base d'opération. Alors le chef de la colonne pourrait faire rayonner autour de cette position des détachemens parfaitement mobiles; car les hommes qui composeraient ces détachemens n'emporteraient avec eux que des cartouches et leurs petits sacs de vivres, et n'auraient pas besoin de s'embarrasser d'autres bagages, attendu la proximité de leur point naturel de retraite, c'est-à-dire de la position occupée par le convoi et le reste de la colonne.

Le commandant des troupes pourrait même combiner les mouvemens de plusieurs détachemens, de manière à envelopper, non pas les Arabes combattants qui nous échapperaient toujours, mais leurs familles et leurs troupeaux, dont les lieux de retraite ne sont jamais aussi éloignés de leur gîte ordinaire, qu'on le pense

communément. C'est toujours, en effet, dans quelques vallées écartées de leurs territoires que les non-combattans des tribus se réfugient, et ces vallées sont nécessairement celles où se trouvent de l'eau et des pâturages. Au moyen de cet indice certain, et malgré que les guerriers arabes, pour nous tromper et nous éloigner de ces points où se trouve caché tout ce qu'ils ont de plus cher, se fassent souvent poursuivre dans une direction opposée, il serait cependant facile de découvrir ces refuges. On pourrait, au reste, s'en rapporter pour cela comme pour la découverte des silos contenant le blé de nos ennemis, à l'instinct admirable de nos auxiliaires indigènes, dont les recherches seraient encouragées, par l'assurance qu'ils auraient de participer aux prises que nous pourrions faire.

Sans aucun doute, en opérant ainsi nous parviendrions enfin à nous faire craindre des Arabes, et il n'y aurait plus loin de leur crainte à leur soumission et à la pacification du pays.

§ IV.

Nos colonnes expéditionnaires ne devront pas seulement rayonner autour de nos camps. — Elles peuvent aussi opérer, sur des points du littoral éloignés de ces camps, des débarquemens qui seront facilités par l'établissement de fortins ou de simples tours sur ces points. — Détails sur ces fortins et ces tours.

Ainsi que nous l'avons déjà dit précédemment, nos colonnes expéditionnaires se porteraient facilement dans toutes les directions jusqu'à trente et quarante lieues de nos camps. Cependant, pour éviter aux troupes les fatigues de marches longues et pénibles, et pour surprendre plus sûrement les tribus voisines des côtes, on pourrait quelquefois transporter des détachemens par mer sur des points du littoral éloignés des camps, et les faire rayonner autour de ces points qui formeraient comme le prolongement de nos premières bases d'opération ou bien en détermineraient de nouvelles. A cet effet, il serait établi sur ces points, des fortins ou au moins des tours en pierre pouvant, au besoin, contenir les approvisionnemens de munitions et de vivres nécessaires pendant quelques jours aux troupes

débarquées. Cette dernière condition remplie obvierait aux graves inconvéniens qui pourraient survenir, si la flotille qui aurait amené les troupes se trouvait obligée par des vents contraires de s'éloigner momentanément de la côte. (1)

Ces fortins et ces forts seraient pour nous des espèces de têtes de ponts propres à favoriser le débarquement des colonnes qu'on enverrait de temps en temps parcourir le territoire des tribus voisines de ces postes, tant que ces tribus ne nous auraient pas donné des gages de leur soumission en nous payant volontairement l'impôt. Mais de tels ouvrages nous seraient surtout de

(1) Dans cette prévision, il serait convenable d'installer les tours dont je propose l'établissement, de telle sorte qu'elles pussent contenir un jeu de meules et remplir l'office de moulins à vent, ce qui serait, il me semble, d'une facile exécution. S'il fallait, au retour d'une expédition, que les troupes attendissent que les bâtimens se rapprochassent de la côte, on ferait moudre alors par ces moulins, soit les blés trouvés dans les silos des ennemis et rapportés par la colonne expéditionnaire, soit les blés placés comme approvisionnement de réserve dans ces tours.

Plus tard même, après la pacification du pays, ces tours dont l'importance comme postes de guerre aurait diminué, seraient toujours utiles comme moulins et continueraient à pourvoir l'armée des farines nécessaires à sa subsistance.

la plus grande utilité lorsque nos colonnes devraient se rembarquer en présence des nombreux ennemis qui les suivraient infailliblement, et que le feu de ces fortins ou de ces tours forcerait au moins à ne pas s'approcher assez du rivage pour inquiéter l'opération du rembarquement.

Le concours de la marine devient ici, comme on le voit, indispensable ; aussi en parlerai-je dans le chapitre suivant, et à cette occasion j'entrerai dans quelques développemens relatifs à ces débarquemens et rembarquemens de nos colonnes, auxquelles, du reste, est applicable tout ce que j'ai dit précédemment sur la marche et la conduite des expéditions.

Pour le moment, fixons donc seulement notre attention sur les fortins et les forts dont je propose l'établissement.

De même qu'en rendant aux indigènes les villes dont nous sommes maîtres aujourd'hui nous ne conserverions de garnisons que dans les forts, nous devrions aussi, au lieu de nous emparer

des autres villes du littoral que nous ne possédons pas encore, comme Dellys et Tenez, nous borner à occuper de petits forts que nous construirions à portée de ces villes, si déjà il n'y en existe pas quelques-uns, et ne laisser dans ces forts que des garnisons très peu nombreuses et seulement suffisantes pour nous permettre d'entrer sans coup férir dans ces villes lorsque nous le voudrions.

Quant aux autres points de la côte, qui, bien qu'éloignés des villes, sont la clef de quelques contrées riches et peuplées, ou servent de débouchés au commerce des Arabes, c'est là qu'il conviendrait d'établir, non plus des fortins, mais seulement de simples tours en pierres, semblables à celles qu'on voit sur plusieurs points des côtes de l'Espagne et même de l'Afrique.

Placées dans des positions hors d'insulte, ces tours auraient, suivant l'importance de ces positions, des garnisons de dix à vingt hommes au plus, à qui, toutefois, on pourrait adjoindre, à titre de gens de peine, quelques-uns des condamnés dont notre colonie, ainsi qu'on le

verra dans la deuxième partie de cet écrit , devrait devenir le séjour.

Ces petites garnisons en se gardant avec vigilance ne seraient point trop exposées ; elles seraient , d'ailleurs , fréquemment visitées par les petits bâtimens côtiers dont il sera question au chapitre de la marine.

Ces tours devraient être circulaires ; leur diamètre de 6 à 8 mètres environ ; leur hauteur , de 7^m, 50 à 8 mètres et leur épaisseur moyenne de 0^m, 60 à 0^m, 70.

La porte d'entrée, placée au premier étage , ne serait abordable qu'au moyen d'une échelle ; ou bien si on établissait la porte au rez-de-chaussée , il faudrait la couvrir d'un petit redan et la flanquer par des créneaux percés dans des murs de retour.

Le rez-de-chaussée servirait de magasins et serait défendu par des créneaux élevés de 2^m 50 environ au-dessus du sol extérieur.

Le premier étage, également crénelés, servirait de logement à la garnison.

La terrasse construite en béton reposerait sur

de forts madriers, faisant saillie sur la tour au pied de laquelle plongeraient des machicoulis. La terrasse serait enveloppée d'un mur percé d'embrasures pour le tir d'un canon ou d'un obusier de petit calibre.

Une tour à peu près semblable, mais pouvant contenir 45 ou 50 hommes a été construite en 1836 dans les environs d'Oran sous la direction de M. Jacquin, capitaine au 2^me régiment du génie, qui m'a assuré que le prix de construction de cette tour ne s'était pas élevé à 5,000 fr.

Ainsi, tout en donnant à nos tours une solidité convenable, leur construction ne reviendrait pas à plus de 2 ou 3,000 francs; d'un autre côté, chacune de ces tours n'exigeant que très peu de monde pour sa garde, il s'en suit que leur nombre pourrait être assez considérable pour que tous les points de quelque importance sur la côte fussent occupés (1). Ainsi nous

(1) Il n'y a pas beaucoup plus d'une vingtaine de points, sur toute l'étendue du littoral de la régence, qui soient favorables à des débarquements et où puissent mouiller les bâtiments marchands qui viennent commercer clandestinement avec les Arabes.

enleverions aux Arabes la possibilité de commercer avec d'autres qu'avec nous, et nous nous donnerions les moyens d'aborder partout, et de nous faire craindre des tribus qui auraient vainement compté sur leur éloignement pour conserver leur indépendance.

L'établissement de nos fortins et de nos tours ne pourrait évidemment avoir lieu que successivement et à mesure que nous pourrions porter des forces considérables sur les points où ces ouvrages doivent être élevés; car il faudra s'attendre pendant leur construction à de vives attaques de la part des Arabes. Mais on pourra hâter cette construction en apportant les principales pierres toutes taillées, comme on le fait pour les pièces d'un blockaus. Quelles que soient, au reste, les difficultés qui se présenteraient dans l'exécution, il faudrait s'appliquer à les vaincre, puisque l'élévation de ces fortins et de ces tours est, je le dis encore, le seul moyen de fermer l'accès de la côte aux Arabes, de compléter notre premier réseau d'occupation et d'arriver enfin avec certitude à une occupation plus étendue.



CHAPITRE VIII.

DE LA MARINE.

§ 1.

Notre établissement sur le littoral de la Régence est d'une haute importance pour nos bâtimens de guerre et de commerce. — Corsaires français en temps de guerre.

Des côtes d'une étendue de plus de deux cents lieues, offrant plusieurs bons abris à nos vaisseaux, situées à trois journées de Marseille et de Toulon et précisément entre Gibraltar et Malte qu'occupent les Anglais, donnant accès dans une contrée dont les richesses mieux exploitées qu'aujourd'hui promettent à notre commerce de pré-

cieux échanges; voilà pour notre marine militaire et marchande des avantages dont on ne saurait nier l'importance et que lui présente l'occupation du littoral algérien.

Toutes les autres espérances qu'a fait naître la colonie s'évanouiraient un jour, que l'utilité de ce littoral serait encore évidente pour tous ceux qui veulent voir la France se maintenir au rang qui lui convient parmi les nations, puisque pour conserver la haute influence qu'elle est appelée à exercer sur les destinées de l'Europe, une sage politique lui ordonne de ne pas plus négliger ses forces maritimes que son armée de terre. Or, renoncer aux ports et aux rades de l'Algérie, ce serait porter un coup des plus funestes à notre marine; ce serait vouloir arrêter l'essor qu'elle a pris, les progrès qu'elle a faits et dont elle est en grande partie redevable à notre présence sur la plage africaine.

Les relations continuelles de la métropole et de sa nouvelle colonie et les communications entre les divers ports de cette colonie, communications qui dans l'état actuel des choses n'ont

lieu que par mer, ont ouvert à nos marins une excellente école de navigation.

Il y a plus, lorsque le pays se pacifiera, les équipages de nos bâtimens pourront se recruter de bons matelots parmi les indigènes dont l'aptitude à la profession de marin n'a été que trop prouvée par leurs pirateries ; et la solde peu élevée qu'exigeraient ces matelots, en diminuant les frais de navigation qui dépassent chez nous ceux de presque toutes les autres nations, rendrait moins coûteux les transports de notre commerce.

Cette nouvelle pépinière de marins serait aussi pour nous du plus grand secours en cas de guerre ; car alors, on le sait, nous manquerions moins de vaisseaux que de marins pour les monter. Ce moyen de suppléer à l'insuffisance actuelle de nos hommes de mer, est un avantage à ajouter à tous ceux qui résulteraient déjà pour nous de la seule possession des côtes de la régence et de leur heureuse position.

On a contesté que ces côtes offrissent de bons mouillages à nos navires de guerre ; comme si

depuis dix ans ces navires n'y jetaient pas l'ancre, sans qu'on ait eu à déplorer, là, plus de sinistres que dans tout autre parage.

Pour moi, je pense que presque tous les ports que nous occupons aujourd'hui peuvent être rendus excellens par des travaux faciles, peu dispendieux et qu'on pourrait n'exécuter, du reste, qu'au fur et à mesure que les fonds nécessaires seraient accordés. (1) J'admettrai cependant, si l'on veut, que nos gros bâtimens ne peuvent trouver, par tous les temps, des refuges assurés dans les ports ou les rades de l'Algérie; mais il n'en résulterait pas que ces points fussent sans aucun avantage pour notre prépondérance maritime. Une fois, en effet, que nous serions maîtres du pays, et tel est le but de tous nos efforts, la côte, bonne ou mauvaise, ne serait-elle pas toujours hospitalière pour nos bâti-

(1) Tous ces ports sont maintenant parfaitement reconnus et ont été étudiés avec soin; Oran, par exemple, qui ne donne accès qu'à des barques, recevrait facilement des bâtimens d'assez grande dimension, si comme l'a proposé M. l'ingénieur civil Pezerai, on donnait suite aux travaux que les Espagnols avaient commencé pour y faire un port.

mens? Qu'une guerre maritime éclate, et les dangers de mer que cette côte peut offrir ne seraient-ils pas égaux pour nos bâtimens et pour ceux de nos ennemis qui se tiendraient dans les mêmes eaux? et ceux-ci n'auraient-ils pas à craindre encore, outre ces dangers, de voir en cas de naufrage leurs équipages faits prisonniers.

Mais que cette guerre éclate, et que nos courageux corsaires de Dunkerque, de St-Mâlo et des autres ports de l'Océan, viennent dans la Méditerranée, montés sur leurs navires fins-voiliers, renouveler les courses et les exploits de leurs devanciers dans une carrière remplie de périls, mais aussi de profits! Alors, des ports de l'Algérie ils s'élanceraient sur leurs proies, et non-seulement dans ces ports et sous la protection de nos forts et batteries, mais encore dans quelques anses ou baies où ils pourraient se retirer, ils trouveraient des abris inaccessibles aux gros bâtimens ennemis qui leur donneraient la chasse. Les pirates algériens ont ainsi bravé longtemps les flottes des plus grandes puissances maritimes, et ce n'est qu'en les attaquant par terre

et dans leur capitale même , que la France a purgé les mers de ces forbans. Nos corsaires pourraient évidemment devenir aussi redoutables dans ces parages , aussi inexpugnables dans ces ports , que l'étaient autrefois ceux du dey d'Alger.

Enfin , toujours dans l'hypothèse d'une guerre maritime , c'est l'occupation du littoral de l'Algérie , qui seule suffirait peut-être , pour fermer aux Anglais la nouvelle route qu'ils cherchent à établir pour se rendre aux Indes orientales.

§ II.

La marine doit concourir avec l'armée de terre à l'affermissement de notre puissance en Afrique. — Bâtimens légers spécialement affectés au service des côtes. — Des bateaux à vapeur. — Débarquemens faits à l'improviste sur les points de la côte que nous n'occupons pas encore. — Epoque favorable pour opérer ces débarquemens.

Mais si notre marine doit retirer de tels avantages de la colonie , elle doit par réciprocité , concourir aussi bien que l'armée de terre à l'af-

fermissement de notre puissance en Afrique, et les services qu'elle peut rendre dans ce but sont immenses.

Non-seulement elle doit , par ses croisières , fermer la côte à tout commerce interlope , enlever aux Arabes tout débouché clandestin pour leurs ventes et pour leurs achats, concentrer par conséquent toutes les importations et les exportations dans nos ports et augmenter ainsi les bénéfices de notre commerce et les revenus de notre fisc, mais dans nos opérations militaires elle devient pour nous , d'après mon système, un auxiliaire important et souvent même indispensable; soit, par exemple, qu'il faille transporter sur des points que nous n'occupons pas encore, les troupes qui devraient quelquefois y être débarquées; soit qu'il faille apporter des vivres et des munitions à des colonnes expéditionnaires, qui, devant tenir longtemps la campagne, pourraient venir se ravitailler sur le littoral, après avoir épuisé leurs premiers approvisionnements.

Pour le service des côtes, il faudrait, d'ail-

leurs , moins de gros que de petits bâtimens très légers, armés en guerre, et tirant assez peu d'eau pour pouvoir visiter jusqu'aux moindres criques et montrer fréquemment, sur tous les points du littoral, le drapeau, signe de notre puissance. Lorsqu'il serait nécessaire d'employer pour de grands transports, les vaisseaux, frégates, corvettes, etc. de la marine royale, ces bâtimens légers les suivraient, leur serviraient de *mouches* ou *éclaireurs*, et s'approcheraient des côtes quand elles seraient inabordables pour ces grands navires.

Ce serait aussi ces bâtimens légers qui ravitailleraient ordinairement les petits détachemens laissés dans ces tours, de l'érection desquelles j'ai parlé dans le précédent chapitre (1) ; ils devaient même s'aboucher le plus souvent possible avec ces détachemens, afin de recevoir les rapports que ceux-ci devraient faire parvenir aux

(1) Ces tours devraient, autant que possible, être à proximité de quelque cours d'eau. Si cette condition ne pouvait être remplie, il faudrait, ou construire des citernes, ou faire renouveler par les bâtimens côtiers les provisions d'eau douce, comme on le fait pour la garnison de l'île d'Harsgoune.

commandans des provinces , avec les avis et renseignemens que leur position les mettrait à même de recueillir sur le pays et sur les dispositions plus ou moins hostiles ou amicales des tribus qui seraient à proximité d'eux. Ces communications fréquentes serviraient en même temps à diminuer l'ennui qui résulterait indubitablement, pour les hommes détachés dans ces tours, de leur isolement momentané et d'un manque trop prolongé de nouvelles.

Les tartanes ou balancelles du commerce, les sandales maures et surtout les barques de corailleurs peuvent donner une idée à peu près exacte des petits bâtimens dont je parle; on pourrait même, au besoin, louer ces barques à ces pêcheurs, qui plusieurs fois les ont mises sans difficulté à ma disposition, pendant mon séjour à Oran.

On sent facilement, d'après cela, que la création et l'entretien d'une petite flotille, composée de semblables bâtimens, n'occasionneraient que de faibles dépenses à l'Etat, bien qu'on puisse en attendre d'utiles et nombreux

services. Enfin , le commandement de ces bâtimens légers, confié à nos jeunes officiers de marine et même à de simples aspirans, ferait bientôt d'eux, des hommes de mer d'autant plus habiles qu'ils seraient continuellement en course sur une mer difficile et dans le voisinage d'une côte dangereuse.

Nos bateaux à vapeur employés seulement jusqu'ici pour la correspondance et pour le transport de quelques passagers et de quelques colis, devraient souvent porter aussi, comme les autres petits bâtimens, des détachemens qui, débarquant à l'improviste comme des pirates, semeraient la terreur parmi les tribus insoumises voisines du littoral, et se rembarqueraient aussitôt.

Chacun des trois généraux commandant les provinces devrait toujours avoir à sa disposition au moins deux bateaux à vapeur, indépendamment de celui qui serait consacré, comme je le dirai dans la seconde partie de cet ouvrage, aux promptes évacuations des malades sur les hôpi-

taux et dépôts de convalescence établis en France ou dans les Baléares.

A l'aide de ces divers moyens de transports maritimes, on pourrait composer les troupes de débarquement d'au moins 1,000 à 1,500 hommes, et elles ne devraient jamais être moins nombreuses, par ce motif, exposé dans les chapitres précédents, qu'elles peuvent rencontrer l'ennemi en force et qu'elles doivent pouvoir se retirer devant lui sans avoir jamais à craindre un échec, qui serait trop probable pour des détachemens de quelques centaines d'hommes seulement.

Après quelques démonstrations réelles de cette nature, on pourrait quelquefois se borner à simuler seulement des débarquemens, sur des points de la côte plus ou moins distans des points où les grandes colonnes, parties de nos camps, devraient effectivement opérer. Ces utiles diversions inquiéteraient les Arabes, et la seule apparition de nos bâtimens, même non chargés de troupes, suffirait bientôt pour retenir chez elles les tribus du voisinage de la côte,

qui, sans l'appréhension de ces débarquemens, iraient, dès que nos colonnes se mettraient en mouvement, se joindre aux tribus de l'intérieur, et les aider à résister à nos attaques.

Il est bien évident que s'il était besoin de renforcer un des points occupés par nous, si l'une des provinces devait devenir le théâtre de quelque grande expédition qui exigerait une augmentation de troupes, s'il fallait opérer un grand et sérieux débarquement, les bâtimens affectés au service des autres provinces, pourraient, sur un ordre du gouverneur, être réunis en totalité ou en partie seulement, suivant le besoin, à ceux de la province où devraient se passer ces diverses opérations, et y amener des troupes momentanément tirées de leurs résidences habituelles. Mais ces troupes, aussitôt qu'elles ne seraient plus nécessaires, devraient regagner leurs camps respectifs où elles ont, comme on sait, à soigner des intérêts qui souffriraient de leur trop longue absence.

Nos troupes rendues susceptibles d'être aussi facilement mobilisées pourraient ne point borner leurs opérations au seul littoral de la Ré-

gence d'Alger, et si les Arabes du Maroc ou de Tunis, en n'observant pas une stricte neutralité, nous donnaient encore lieu de nous plaindre, nous pourrions débarquer des troupes sur quelques points de leur territoire, voisins de nos établissemens. Quand les tribus du littoral de ces États nous sauront en mesure d'agir ainsi, alors elles resteront tranquilles ou du moins se joindront plus rarement à nos ennemis, résultat auquel ne peuvent nous amener des communications diplomatiques comme celles que nous avons eues avec l'empereur de Maroc; car ce prince, eût-il la volonté d'interdire à ses sujets tout acte hostile contre nous, ne parviendrait lui-même à se faire obéir qu'en marchant avec son armée contre les tribus rebelles à ses ordres.

Tous ces débarquemens, mais surtout les débarquemens sont des opérations difficiles, délicates, et que nous ne devrions entreprendre que par de beaux temps dont la durée serait probable. Pour l'appréciation des époques les plus favorables à ces opérations, on peut s'en rapporter à l'instruction et à l'expérience de nos

officiers de marine ; mais peut-être n'est-il pas inutile de rappeler à cette occasion les paroles du plus grand homme de mer du seizième siècle :
« Sire , disait André Doria à Charles-Quint , les meilleurs amiraux sur la Méditerranée sont Juin et Juillet. »

CHAPITRE IX.

DE L'EXTENSION DE NOTRE DOMINATION SUR LES ARABES,
AU MOYEN DES ARABES EUX-MÊMES EMPLOYÉS
COMME TROUPES AUXILIAIRES.

§ 1.

Comment les villes de l'intérieur de la Régence doivent être occupées. — De la présence des Européens dans ces villes. — Pourquoi jusqu'à présent les indigènes alliés n'ont pas osé occuper, en notre nom, les villes de l'intérieur. — Quand accepteront-ils cette mission. — Objection et réponse.

Lorsqu'au moyen de nos propres forces employées comme je viens de l'expliquer, nous nous serons établis et consolidés dans de premières positions qui presque toutes seront encore peu éloignées du littoral, lorsqu'une partie de la population indigène nous aura fait sa soumission et que les colons commenceront à

devenir nombreux , il sera temps de conduire nos opérations à leur dernier terme , et d'occuper définitivement, dans l'intérieur des terres, toutes les positions de quelque importance et que les villes arabes actuelles, qui ne sont pour la plupart que les vestiges d'anciennes villes romaines, nous indiquent à l'avance.

Mais y aura-t-il besoin, pour cela, d'agir par nous-mêmes d'une manière immédiate ; ou bien devons-nous amener la soumission des tribus les plus éloignées et qui nous resteront le plus long-temps hostiles, en déléguant notre autorité aux tribus déjà soumises et qui nous seront désormais dévouées parce qu'elles auront reconnu tous les avantages de leur alliance avec nous ? Je penche pour ce second parti, car il serait plus économique pour nos finances, et tout aussi prompt, et plus efficace que le premier, si nos alliés pouvaient toutefois compter, à juste titre, sur notre aide et notre protection pour accomplir la tâche que nous leur confierions.

Il faudrait donc, suivant moi, pour arriver à

une domination complète, faire occuper les villes éloignées de nos bases d'opération par des indigènes alliés et les charger d'agir, à l'égard des tribus récalcitrantes, de la même manière que nous aurions d'abord agi à leur propre égard.

Les chefs de ces Arabes auxiliaires leveraient les impôts et nous en tiendraient compte.

Dans les villes où ces chefs établiraient leurs résidences, se transporteraient bientôt quelques Européens qui se livreraient au commerce, et commenceraient à donner aux Arabes de l'intérieur l'habitude de notre présence au milieu d'eux. Ces Européens, de la vie et de la sécurité desquels nos alliés répondraient, ne seraient pas, d'ailleurs, privés d'une protection émanant directement de nous ; car dans la Casaubah ou dans l'un des forts de ces villes, il serait laissé une garnison française, peu nombreuse il est vrai, mais pourvue d'un approvisionnement, en munitions et en vivres, suffisant pour attendre des secours, dans le cas d'attaque de la part de l'ennemi ou dans celui de défection de la part de nos alliés.

Il est à remarquer que ce mode d'occupation des villes de l'intérieur rentre dans l'idée générale que j'ai émise dans le chapitre deuxième de cette I^{re} partie, au sujet de l'occupation des villes du littoral, et que ce que j'ai dit alors des garnisons et de la nature des rapports entre les Européens et les Musulmans, est applicable aux unes comme aux autres de ces villes.

M. le maréchal Clausel avait abordé ces idées. Pendant son gouvernement, on parlait d'investir Youssouf du beylicat de Constantine, et j'avais moi-même reçu du Maréchal, en 1836, des ordres pour préparer l'installation du bey Ibrahim à Mascara.

Mais quelles troupes indigènes eussent suivi ces délégués de l'autorité française, alors que rien ne leur permettait de s'attendre avec raison à une assistance que, malgré toute notre volonté, nous ne pouvions leur assurer? Alors, nos établissemens tous provisoires et précaires, au lieu d'inspirer aux indigènes quelque foi dans notre force et dans nos intentions, laissaient à

nos ennemis l'espoir, à nos amis la crainte de nous voir abandonner un pays où tous nos actes portaient un caractère d'indécision. Pour les Arabes, cette indécision se traduisait en faiblesse, et les faisait naturellement hésiter eux-mêmes à seconder nos vues d'extension si peu en harmonie avec notre position du moment.

Ce n'est que lorsqu'ils nous verront suivre imperturbablement un système arrêté que les Arabes comprendront que nous ne voulons pas quitter leur pays.

Créons donc, et consolidons nos créations; prouvons par nos expéditions que nos troupes peuvent en sortant de leurs camps se porter facilement et promptement dans toutes les directions; alors les Arabes alliés entreverront que nous arriverons toujours, au besoin, jusqu'à eux, et que notre appui ne leur manquera jamais; alors ni les chefs ni les simples indigènes ne nous feront défaut comme auxiliaires; alors enfin il sera possible de faire occuper par ces alliés les villes de l'intérieur, parcequ'ils seront

sûrs que nul obstacle ne nous empêchera désormais d'aller les secourir et les ravitailler ; et c'est ainsi qu'au moyen des Arabes eux-mêmes, nous parviendrons à établir notre domination sur tout le pays que nous pourrions alors gouverner du littoral, comme autrefois le dey d'Alger gouvernait la Régence, et comme encore aujourd'hui s'exerce la puissance turque à Tunis , à Tripoli et même en Égypte.

Si l'on dit qu'agir ainsi n'est point exercer une action directe , une autorité immédiate sur tous les Arabes, je ferai observer que, d'après mon système et mes idées de fusion qui en sont une des plus importantes conditions, les Arabes soumis et franchement réunis à notre cause seraient pour nous plus que des alliés. Si nous importons chez eux notre nationalité exclusive , puisque de fait nous dénions la leur, il faut bien que nous les admettions à participer , pour ainsi dire , de la nôtre. Ce serait donc vraiment au nom de la France , et même sous la direction des chefs français placés à la tête des garnisons laissées

dans les forts, que nos auxiliaires régiraient les tribus éloignées. Notre souveraineté ne pourrait donc être niée par celles-ci. Il faudrait, au reste, pour qu'elles ne doutassent pas de notre force, la leur montrer quelque fois; mais rien ne nous empêcherait plus d'entreprendre dans ce but quelques expéditions lointaines, puisque dans les villes occupées par nos alliés, nous aurions désormais de nouvelles bases d'opération, ou des points de ravitaillement qui nous manquent aujourd'hui et sans l'appui desquels, cependant, il sera toujours impossible à nos troupes de tenir long-temps la campagne.

§ II.

De l'occupation des villes de l'intérieur par des troupes françaises seulement; Inconvéniens de ce mode d'occupation. — L'emploi des troupes indigènes est préférable, et ce n'est, d'ailleurs, que lorsque les Arabes consentiront à nous servir ainsi, que notre domination sera sûrement établie. Indice auquel nous pourrions reconnaître que nous serons enfin parvenus à ce but de tous nos efforts.

Nous avons bien senti tout d'abord l'importance

d'avoir au centre de la Régence des points d'appui ou de ravitaillement ; mais comme nous n'avons pas su jusqu'ici créer de solides alliances avec les indigènes (1), nous avons été réduits à laisser dans quelques villes de l'intérieur de fortes garnisons.

Dans la province de Constantine , cette mesure a amené quelques résultats heureux ; mais ces résultats seront-ils durables ? Est-il prouvé, d'ailleurs, qu'on en obtiendrait de semblables dans les autres provinces ? Et n'est-il pas à craindre, à moins de conserver à l'armée d'Afrique un effectif immodéré, que ce morcellement de nos troupes ne nous rende incapables d'agir en masse comme il est important de le faire, ainsi que je l'ai

(1) Les Douairs et les Smelas, sont les tribus qui nous paraissent le plus attachées ; et cependant ce n'est pas sur cette alliance qu'il faudrait modeler celles que nous pourrions former plus tard avec d'autres tribus ; car l'espèce de monopole du commerce arabe que ces deux tribus exercent à Oran , est le motif le plus puissant qui les retient près de nous , et loin de vouloir voir d'autres tribus se rattacher à notre cause, tous leurs efforts tendent à les éloigner de nous , afin de conserver ce monopole qui les aurait en effet enrichies , si en même temps elles n'avaient pas perdu la plus grande partie de leurs troupeaux enlevés par l'ennemi. Divers faits que j'ai observés à Oran, ne me laissent aucun doute à cet égard.

prouvé. Enfin, a-t-on calculé les dépenses énormes auxquelles nous entraîne une telle situation? En comparant ces dépenses aux résultats obtenus, peut-être ceux-ci seraient-ils réduits à bien peu de valeur, et, sans entrer dans de grands détails à ce sujet, je pense que la note ci-dessous suffira pour prouver l'exactitude de cette dernière assertion (1).

(1) *Causes pour lesquelles le quintal métrique de blé, valant à Oran 19 fr. 50 c, est revenu rendu à Tlemsen à 490 fr. 37 c.*

En novembre 1836, une colonne expéditionnaire a transporté à Tlemsen pour l'approvisionnement de cette place 248 quintaux de denrées diverses; soient 250 quintaux. Dans l'évaluation du prix total du transport, il faut faire entrer comme élémens de calcul, savoir :

1°. Le loyer payé aux Arabes alliés pour les chameaux et autres bêtes de somme portant ces 250 quintaux et l'approvisionnement en vivres et munitions de la colonne expéditionnaire. — Cette dépense pour notre expédition, faite en moins de 15 jours, (tandis que suivant toute probabilité les expéditions sur Tlemsen seront toujours d'une plus longue durée), s'est élevée d'après les états vérifiés par l'intendance militaire, à. 87,540 50

2°. Le remboursement des bêtes de somme louées et qui sont mortes de fatigue, de privations, ou ont été tuées par le feu de l'ennemi, pendant le trajet. Cette dépense a été de. 9,500 »

3°. Les indemnités allouées aux Arabes combattant avec nous comme auxiliaires, pour leurs chevaux blessés ou morts par le feu de l'ennemi dans l'expédition. 1,200 »

A reporter. . . . 68,240 50

L'emploi des troupes indigènes pour l'occupation des villes de l'intérieur me paraît donc ,

	Report.	68,840 50
4°. La solde des Arabes auxiliaires de Mustapha. — 500 cavaliers à un franc par jour et pendant 15 jours.		7, 500 »
5°. La perte des chevaux de notre cavalerie, tués par l'ennemi, ou morts de fatigue pendant l'expédition, — soient 28 chevaux à 260 francs, ci		7, 280 »
6°. La perte éprouvée sur les chevaux forcément réformés; accroissement de dépenses aux infirmeries des régimens pour les chevaux malades. — Approximativement.		1, 800 »
7°. L'entretien des blessés et des malades qui entrent aux hôpitaux à la suite de toute expédition. — soient 200 hommes restant 20 jours aux hôpitaux; 4,000 journées à 1 fr. 50 c.		6, 000 »
8°. Les distributions extraordinaires faites aux troupes expéditionnaires à la suite de chaque combat; — soient 15,000 rations d'eau-de-vie à 0 fr. 05 c. . .		450 »
9°. Les pertes et déchets en route des denrées transportées; pertes égales à la différence des états de situation au départ d'Oran avec les états de livraison à Tlemcen; — 30 quintaux environ de diverses denrées évaluées à.		500 »
10°. La consommation des munitions pour fusils et bouches à feu, égale à un tiers de l'approvisionnement ordinaire pour 5,000 hommes et 10 bouches à feu, canons et obusiers, ci. (a)	13, 148 »	
(a) Ce chiffre est calculé d'après les données suivantes : 100,000 cartouches coûtent. 5,532 fr. 00 c.		
Un coup de canon de 8 coûte. . .	12	05
id. d'obusier de 24 id. . .	22	20
id. id. de 12 id. . .	12	01
11°. Le montant des états de perte d'habillement, d'équipement, d'armement, présentés par les corps au		
A reporter.	104,218 50	

sans contredit, préférable à celui de nos propres troupes; il nous évite surtout ces ravitaillements

Report. . . . 104,218 50
retour de l'expédition; — approximativement. . . . 1,500 .

12°. La détérioration du matériel d'artillerie et du train, des chevaux de selle et de trait, du harnachement, des effets d'habillement, équipement, armement de tout le corps expéditionnaire. Tous ces objets éprouvent une perte de valeur qui, sans être immédiatement constatée, n'exige pas moins plus tard qu'on leur accorde une moindre durée; — soit 12,000 .

13°. Enfin, nous n'inscrivons ici que pour mémoire une foule d'autres dépenses qui échappent à l'appréciation, mais qui n'en sont pas moins considérables; telles que les pertes en hommes tués, la substitution, dans certains cas, de biscuit à l'avoine pour les chevaux, (substitution qui peut et doit se faire, lorsque l'approvisionnement de fourrage étant épuisé, celui de biscuits dépasse les besoins prévus pour la troupe), etc., etc. Tout ce dont nous ne tenons pas compte ici compenserait certes et au-delà ce que les chiffres ci-dessus pourraient présenter d'exagéré à certaines personnes, bien que dans notre conviction ils n'expriment que la limite inférieure des dépenses de même nature qui se renouvelleraient à chaque expédition. .

TOTAL. . . . 117,718 50

La 250^{me} partie de cette somme est de 470 fr. 87 c. et donne le prix du transport d'un quintal métrique.

Ainsi le quintal métrique de blé coûtant d'achat. .	19 »
Et pour frais de magasinage.	» 30
Revenait à Oran à.	19 50
A ajouter pour le transport à Tlemcen.	470 87

TOTAL. . . . 490 37

Ainsi le prix du quintal métrique de blé transporté à Tlemcen s'est élevé à quatre cent quatre vingt dix fr trente sept centimes.

onéreux , toujours difficiles à exécuter et qui même pourraient devenir impossibles , si une guerre maritime, éclatant avant la soumission complète des Arabes, nous obligeait à rester dans nos établissemens du littoral menacés à la fois et par terre et par mer, et à laisser très compromises les troupes qui occuperaient les villes de l'intérieur.

Les Arabes déplacés pour notre service reviendraient sur leur territoire, aussitôt après la soumission assurée des tribus récalcitrantes; pendant tout le temps de leur absence, une solde leur aurait été payée, et après leur retour, on leur accorderait l'exemption de l'impôt, à la condition qu'ils reprendraient les armes et marcheraient encore, quand et partout où nous le voudrions.

Ainsi se reformeraient les anciens *Magzens*, dont les Turcs savaient faire si utilement emploi. Ainsi enfin nous dominerions définitivement le pays, tout en y conservant peu de troupes; et peut-être même dans l'avenir ces milices arabes, s'unissant aux gardes nationales composées des

colons que la pacification aurait attirés en Algérie, pourraient défendre notre colonie, contre les attaques des puissances européennes nos rivales, qui nous laissent tranquillement épuiser aujourd'hui nos forces, pour mettre à exécution de vains et faux systèmes, mais dont l'inquiète jalousie nous susciterait bientôt des embarras, si nous entrions dans une voie qui semblerait nous conduire au succès.

Pour moi, je n'en doute pas, le commencement de leurs chicanes serait l'indice certain de nos progrès. Mais quand nous en serons là, le théâtre de la guerre variera, nous aurons besoin de nos soldats en Europe. Cette considération motiverait seule une organisation militaire des indigènes, car il serait d'autant plus urgent de procéder à cette organisation, qu'elle serait non seulement utile dans le présent, mais qu'elle peut le devenir encore davantage, dans un avenir auquel la prudence nous ordonne de songer.



CHAPITRE X.

APPLICATION DU SYSTÈME PROPOSÉ AUX DIVERSES PROVINCES DE L'ALGÉRIE ET PARTICULIÈREMENT A CELLE D'ORAN.

§ I.

La province d'Oran est celle qu'il importe le plus de soumettre. — Arzeuw et Mostaganem seraient les extrémités de notre base d'opération. — Occupation des camps, — villes, — postes et tours de cette province. — Tableau sommaire de la répartition des troupes dans ces divers points.

Pour mieux fixer les idées sur le mode d'exécution du système proposé, je ferai, dans ce chapitre, l'application de ses principales dispositions aux provinces de l'Algérie et notamment à celle d'Oran, non seulement parce que j'ai long-temps séjourné et commandé dans cette province, mais encore parce qu'elle offre réunies

toutes les difficultés qu'on peut avoir à surmonter dans les autres.

C'est là que se trouvent , en effet , les tribus les plus nombreuses , les plus riches , les plus belliqueuses ; ce sont ces tribus qui les premières se sont groupées pour nous résister ; ce sont ces tribus qui maintenant viennent nous combattre dans la province d'Alger ; c'est parmi elles , enfin , que sont apparus les nouveaux germes d'une nationalité , dont l'habileté d'Abd-el-Kader a su raviver , chez les Arabes , le sentiment éteint. C'est donc là qu'il faut frapper des coups vigoureux et décisifs.

Voyons comment , sur ce point , nous pourrions parvenir à substituer notre influence à celle du chef intelligent qui , depuis sept ans environ , tantôt par les armes et tantôt par la ruse , a lutté contre nous avec tant d'avantages.

La division employée dans la province d'Oran devrait être de 14 à 15,000 hommes répartis comme il sera détaillé dans le tableau dressé dans ce chapitre.

Notre base d'opération, longeant le littoral, aurait ses extrémités à Arzeuw et à Mostaganem, c'est-à-dire que près de ces villes seraient placés nos grands camps.

Le quartier général de la division et la plupart de nos principaux établissemens seraient à Arzeuw qui, par sa position au fond d'une bonne rade, est appelé à devenir une ville aussi florissante que le fut, du temps des Romains, l'ancienne Arsenaria dont les ruines jonchent encore le terrain et fourniraient d'utiles et nombreux matériaux pour la construction de nos nouveaux camps.

Dans le voisinage de ces ruines, et non loin du fort actuel d'Arzeuw, s'élèverait un camp de 2,500 à 3,000 hommes; un autre camp annexe du premier serait établi à quelques kilomètres de celui-là, sur le beau territoire du nouvel Arzeuw; il contiendrait également de 2,500 à 3,000 hommes environ.

Sur l'emplacement même ou à proximité des deux anciennes villes mauresques voisines de Mostaganem et dont on pourrait utiliser les pier-

res dans nos nouvelles constructions, il serait aussi bâti deux camps contenant chacun 4,000 hommes et qui n'en formeraient en quelque sorte qu'un seul, tenant en respect les nombreuses tribus du Chélif, et menaçant sans cesse le territoire de Mascara.

Ainsi établie, la division d'Oran, toujours prête à sortir de ses camps et mobile au dernier degré, serait alors pour les tribus de cette province, comme une flèche placée sur un arc dont la mer serait la corde, et qui pourrait, sur toutes les directions, atteindre ces tribus jusques dans un rayon de 30 ou 40 lieues.

Suivant les points sur lesquels le Commandant de la province voudrait agir, il donnerait à ses troupes un rendez-vous général convenable à ses projets : sur le Sig ou sur l'Habrah, par exemple, s'il voulait prendre la direction de Mascara. Ce rendez-vous, ce point de jonction des troupes serait indiqué à une distance plus ou moins éloignée des camps, suivant qu'on serait certain de l'isolement des tribus sur leurs territoires, ou qu'on aurait lieu d'appréhender de les

trouver rassemblées et disposées à la résistance ; car, on ne saurait trop le répéter, il faudrait toujours éviter des engagements dont le succès pourrait être douteux ou qui seulement nous forceraient à battre précipitamment en retraite sur des points dont nous serions trop éloignés.

Les troupes placées dans les grands camps d'Arzeuw et de Mostaganem fourniraient les détachemens nécessaires pour l'occupation des villes et des postes qui, par leur rapprochement de ces camps, en seraient naturellement des dépendances (1).

Oran, le nouvel Arzeuw, Mostaganem, Mazagran seraient rendus aux indigènes, à l'exception des forts et des quartiers francs de ces villes. Plus tard de petites garnisons françaises seraient placées dans les forts de Mascara, Callah, Tlemcen, etc., tandis que l'intérieur de ces villes serait occupé en notre nom, par les Douairs et Smélas aujourd'hui nos seuls alliés, ou par des

(1) Voir la carte du littoral et de la province d'Oran.

guerriers d'autres tribus qui viendraient se mettre à notre solde.

En attendant le moment de faire occuper ces villes de l'intérieur par nos alliés, on donnerait à ceux-ci, des terrains non revendiqués par leurs anciens possesseurs, et qui seraient voisins de nos établissements. On établirait, par exemple, les Douairs et les Smélas entre Arzeuw et Oran sur le beau territoire de Kéristel, ou bien dans les champs fertiles qui entourent Mazagran; et ils resteraient là jusqu'à ce qu'ils demandassent eux-mêmes à aller replanter leurs tentes sur leur ancien territoire au-delà du grand lac Sebgha, ce qui ne serait possible, du reste, qu'après que nos efforts auraient été couronnés de succès : car lorsque nos alliés se croiront en sûreté sur ce territoire et demanderont à y revenir, ce retour à l'ancien ordre des choses sera le signe le plus évident de la parfaite pacification du pays.

De toutes les tours élevées sur le littoral de la province d'Oran, deux seulement, savoir : l'une dans les environs de Gozouana d'où l'on peut se

diriger sur Madroma, et l'autre à la Tafna, seraient spécialement destinées à faciliter les débarquemens qu'il pourrait être nécessaire d'opérer sur ces points.

Les autres tours aussi placées hors d'insulte, seraient pour nous de simples postes d'observation, aidant notre flotille à fermer plus sûrement la côte au commerce étranger, et servant de points de repère, et même en certain cas de refuge, à ceux de nos détachemens qui opéreraient à proximité.

Enfin, pour les Arabes, ces tours seraient aussi comme des témoignages permanens, de notre prise de possession du pays, et de notre inébranlable intention d'en venir peu à peu, mais avec certitude, à l'occupation de la province entière.

Voir le tableau ci-contre.

TABLEAU

Indiquant l'emplacement de nos troupes et de nos principaux établissemens dans la province d'Oran (1).

1°. De la Frontière de Maroc à Arzeuw.

Près de Gouzouana.	{ Une tour avec une garnison d'une vingtaine d'hommes.	20 hommes.
	{ Cl.	
A l'embouchure de la Tafna et dans l'île d'Hargoune.	{ L'ancienne tour espagnole ou mauresque placée à l'embouchure de la rivière, serait rétablie et gardée par une vingtaine d'hommes. — Dans le réduit de l'île d'Hargoune, un petit détachement de 10 à 15 hommes garderait les magasins qui existent, et dans lesquels on pourrait déposer des approvisionnemens pour les colonnes qui opéreraient des débarquemens dans l'ouest de la province. — Dans l'anse de cette île, une petite barque servant à communiquer avec la tour de la Tafna. — Cl.	35
	{ Une garnison de 180 hommes ; — Les principaux magasins d'approvisionnement de toute la division ; les vivres, munitions, etc., y seront en sûreté et pourront aussi de là être facilement transportés par mer sur les camps et tous les autres points occupés par nous dans la province. — Un atelier de condamnés, etc., etc. — Cl.	
Au fort de Mers-Ei-Kébir.	{ Une garnison de 4 à 800 hommes. (2) — L'hôpital général de la province dans le quartier franc où il est déjà établi.	150
	{ Cl.	
A Oran.	{	500
	{	

<i>A Kéristel.</i>	Une tour au bord de la mer gardée par 5 hommes. — Le territoire de Kéristel, donné provisoirement pour la culture aux Douairs et Smélas. — Ci.	5
	Une garnison d'une quarantaine d'hommes dans le fort. Ci.	40
<i>Au fort du port d'Arzeuw.</i>	Un camp on grande bourgade, contenant 2,500 on 3,000 hommes. — Magasins. — Succursale de l'hôpital général. — Port. — Arsenal. — Haras; Élevé de chevaux; Éducation de bestiaux; Ferme-Modèle, etc. — Ci.	3,000
	Un camp ou grande bourgade contenant aussi 2,500 on 3,000 hommes. — Quelques tours ou maisons crénelées, pour couvrir l'établissement des troupes, et servant de vigies pour annoncer par des signaux l'approche de l'ennemi; il faudrait à peu près huit de ces tours et dans chacune d'elles de 3 à 5 hommes de garde seulement. — Le nouvel Arzeuw serait rendin aux indigènes, mais on construirait dans cette ville un fort pouvant renfermer environ 60 hommes de garnison fournis par la troupe du camp. — Ci.	3,000
<i>Au nouvel Arzeuw.</i>		

Le total des troupes occupant le grand camp d'Arzeuw et ses dépendances serait donc au plus de 6,750 hommes. Nota. Ce total serait réduit à 5,650 hommes si au lieu de placer 500 hommes, à Oran et 3,000 dans les camps du vieux et du nouvel Arzeuw, on ne laissait que 400 hommes dans le premier de ces points, et 2,500 dans chacun des deux derniers.

(4) Voir la planche à la fin du volume.

(2) Voir aussi la planche pour la répartition de cette garnison.

2°. D'Arzew au cap Ivi ou aux confins de la province d'Oran et de celle d'Alger.

A l'embouchure de la Macta, près du port aux Poulés.

{ Une tour avec une dizaine d'hommes. Non loin de cette tour il faudrait, aussitôt que le permettront nos ressources, établir un pont sur la Macta ; ce pont serait suspendu et en fil de fer, afin qu'il ne fût pas exposé à être brûlé par l'ennemi. — Ci. 10 hommes.

A l'entrée de la forêt de la Macta

{ Une tour contenant une dizaine d'hommes et placée de manière à pouvoir correspondre avec celle de la Macta par des feux ou de la fumée. — Ci. 10

A la fontaine de Sidiia.

{ Une tour près de la source avec 10 hommes de garnison. — Ci. 10
Une garnison de 30 hommes dans le fort ou réduit de cette ville. — Ci. 50

A Mazagan.

{ La ville serait rendue à ses anciens habitants, et on y accueillerait aussi les autres indigènes qui voudraient s'y fixer ; on y réserverait un quartier pour les chefs des Douairs et Smélas, et ces tribus transporteraient leurs tentes aux environs, et principalement dans le territoire qui s'étend de la ville à la mer. Ces alliés resteraient là jusqu'à ce que nous pussions les envoyer occuper en notre nom des villes de l'intérieur, et enfin les réintégrer dans leur propre territoire près du lac Sebgha.

Dans les deux camps élevés au tour de Mostaganem, sur l'emplacement ou dans les environs des deux anciennes villes mauréques qui en sont voisines.

{ Dans chacun de ces camps, 4,000 hommes menaçant sans cesse les populations nombreuses du Chélif, de la Mina, etc. Autour de ces camps, quelques tours comme autour de ceux d'Arzew. — Ci. 8,000

30 hommes de garnison dans le fort dît des Cigognes, et 20 hommes au poste de la porte principale. — ci. . . .

La ville laissée aux indigènes qui l'occupent maintenant et à ceux qui viendraient s'y fixer plus tard. Seulement le local qui sert aujourd'hui d'hôpital, nous resterait comme succursale de l'hôpital général de la province, jusqu'à ce que dans les camps il eût été construit un bâtiment affecté à cette destination; mais il vaudrait mieux transporter immédiatement cet établissement à Matamore où seraient réunis les Européens.

Aux alentours de la ville, Haras, Elève de chevaux, Education de bestiaux, Ferme-Modèle, etc., etc.

60

Une garnison de 60 hommes. — Ci.

Matamore devient le quartier franc de Mostaganem; — des gardes journalières suffiront pour la sûreté de nos grands magasins de vivres, qui y seront placés pour l'approvisionnement des camps et celui des colonies expéditionnaires.

20

Il faudrait rétablir l'ancienne tour espagnole et y mettre une garnison d'une vingtaine d'hommes. — Ci.

TOTAL des troupes occupant le grand camp de Mostaganem et ses dépendances. . . . 8,210 hommes.

En ajoutant successivement ce chiffre à ceux qui expriment d'autre part la force variable des troupes placées à Arzew, on aurait donc pour le total général des troupes employées dans la province d'Oran 14,960 au plus et au moins 13,860 hommes.

A Mostaganem.

Au fort de l'Est qui domine Mostaganem et Matamore.

A Matamore.

Enfin à l'embouchure du Chétiff.

§ II.

De l'occupation des provinces de Constantine et d'Alger. —

Tableaux sommaires des forces employées dans chacune de ces provinces. — Récapitulation générale des forces à entretenir en Algérie, pour la mise à exécution du système proposé.

Sans connaître les provinces de Constantine et d'Alger aussi bien que celle d'Oran, je ne doute pas cependant qu'on ne puisse y répartir nos forces et y opérer d'une manière analogue à celle qui vient d'être exposée dans le § I^{er} de ce chapitre.

Il faudrait également se créer dans ces provinces des bases d'opération, qui, sans être parallèles au littoral, comme celle que nous avons choisie entre Arzeuw et Mostaganem, pourraient avoir l'une de leurs extrémités appuyée à des points de l'intérieur que nous occupons déjà, mais dont l'autre extrémité devrait toujours être à proximité du littoral pour rendre faciles les approvisionnemens et assurer contre tout événement un refuge à nos troupes les plus avancées.

Dans la province de Constantine , notre base d'opération serait comprise entre Philippeville et Constantine ; deux ou trois postes et quelques tours ou fortins , faciliteraient les communications entre ces deux points. 2,000 hommes à Philippeville et 5 à 6,000 hommes dans un grand camp voisin de Constantine , rendraient bientôt tout le pays tributaire.

Philippeville, créée par nous , resterait ville française et serait le premier exemple de la transformation des camps en bourgades et cités.

Constantine , dont on conserverait les forts , serait rendue aux indigènes. Bone redeviendrait ville arabe avec un quartier pour les Francs ; ses forts seuls seraient occupés.

Dans cette province , au reste , si nous paraissions aujourd'hui mieux établis que dans les autres, il faut attribuer cet état des choses, moins à nos efforts qu'à la situation toute particulière des tribus , qui , plus récemment délivrées du despotisme turc, se sont trouvées à notre égard dans une disposition d'esprit qui leur a fait , immédiatement après la chute d'Achmet,

supporter plus facilement notre domination.

Dans la province d'Alger, près des villes d'Alger et de Belida nous établirions deux grands camps, le premier de 2,000 et le deuxième de 11 à 12,000 hommes; ces camps seraient les extrémités de la base d'opération de nos troupes; on conserverait deux ou trois des postes déjà établis entre ces deux points, tels que les camps de Bouffarick et de Douera qui deviendraient comme les réduits des grandes bourgades qui s'établiraient par la suite autour d'eux. Belida, Coleah, resteraient des villes entièrement musulmanes. On pourrait y laisser dans des forts de petites garnisons pour assurer la sécurité des habitants indigènes qui auraient à redouter quelques attaques des Arabes insoumis, et pour faciliter aussi, au besoin, l'entrée de nos colonnes dans ces villes.

Etablis fortement comme nous le serions, près d'Alger et surtout dans les environs de Belida, rien ne pourrait nous empêcher de ravitailler facilement les garnisons de Medeah et de Miliana que nous occuperions aussi plus tard. Bientôt

quelques tribus des environs de ces villes nous offriraient leurs services et nous ne serions alors pas loin d'arriver définitivement à notre but , c'est-à-dire à l'entière domination de l'Algérie.

Dans les villes du littoral autres qu'Alger, c'est-à-dire, à Tenez, Cherchell, Dellyset Bougie, il ne faudrait pas laisser, comme maintenant à Cherchell et à Bougie, des garnisons à la fois trop faibles pour opérer au-dehors et trop fortes pour rester enfermées entre des murailles ; il suffirait d'une cinquantaine d'hommes occupant des fortins ou grosses tours placés hors d'insulte et de manière à favoriser les débarquemens quand on jugerait nécessaire d'en opérer. Ces villes repeuplées d'indigènes deviendraient alors sans aucun doute, des points aussi importans pour notre commerce qu'ils sont onéreux aujourd'hui à nos finances par suite du système qu'on a adopté de les faire occuper par de trop fortes garnisons.

Voici comment pourraient être réparties nos troupes dans les deux provinces d'Alger et de Constantine.

Province de Constantine.

A la Calle.	50 hommes
A Boue, dans la Casaubah et les autres forts.	400
A Stora.	200
Au camp de Philippeville.	2000
Dans les forts établis entre Philippeville et Constantine.	500
A Constantine, dans les forts, 400 ou.	500
Dans le grand camp, près de Cousta- tine, 5,000 ou.	6000
A Bougie, dans la Casanbah.	100
A Gîgelli.	50

TOTAL. 8,700 hommes au moins, ou 9800 hommes au plus.

Quelques tours sur les points du littoral favorables à des débarquemens ; les villes de l'intérieur comme Sétif, etc., occupées par la suite par les indigènes alliés avec une petite garnison française dans les forts.

Province d'Alger.

A Alger, dans la Casaubah.	500 hommes.
Dans le grand camp, près d'Alger. . .	2000
A Douera.	200
A Bouffarick.	300
Quelques tours sur la route d'Alger à Belida.	100
Dans le grand camp, près de Bélida, 11,000 ou.	12000
A Coléah.	100
A Dellys.	40

TOTAL. 14,240 hommes au moins, ou 15,240 hommes au plus.

Quelques tours sur le littoral. Les villes de Médéah, Milianah occupées par des indigènes et leurs forts par de petites garnisons françaises.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES TROUPES EMPLOYÉES
DANS LES TROIS PROVINCES.

Province d'Oran ,	au moins , 13,860	—	au plus , 14,960 h.
Province de Constantine ,	id. 8,700	—	id. 9,800
Province d'Alger ,	id. 14,240	—	id. 15,240
TOTAUX. .	36,800	—	40,000

On peut dès à présent, et bien que plusieurs de ses parties ne soient esquissées qu'à grands traits, juger de l'ensemble du système proposé, en déduire les conséquences, en apprécier les résultats probables. Je viens de présenter les caractères généraux et les principaux moyens d'exécution de ce système ; il me reste encore à parler de diverses mesures destinées à en hâter le

développement et la réussite. Parmi ces mesures, quelques-unes ne sont, jusqu'à un certain point que subsidiaires ou transitoires, mais toutes ont un cachet d'importance et d'utilité qui m'en fait réclamer vivement l'adoption. Elles émaneraient, d'ailleurs, soit du gouvernement, soit des autorités locales, suivant qu'elles auraient besoin d'une sanction législative ou administrative, et leur origine légale devant suffisamment ressortir de leur exposé, je ne m'arrêterai pas, en les indiquant, à rechercher et discuter à quel pouvoir appartiendrait le droit de les rendre exécutoires.



CHAPITRE I^{er}.

MOYENS D'ACCROITRE LA POPULATION DE LA COLONIE.

§ 1.

Une population civile est indispensable pour assurer dans l'avenir, la prospérité de la colonie. — Motifs de la rareté actuelle des colons.

Les difficultés que soulève la question d'Alger seraient en grande partie résolues par la présence de nombreux colons dans ce pays. Il faut donc étudier tous les moyens d'augmenter la population de nos possessions en Afrique et je ne saurais commencer la seconde partie de cet ouvrage par un chapitre à la fois plus utile et plus intéressant.

En déclarant que l'armée et les indigènes sont à mes yeux les principes essentiels de la colonisation, parce qu'ils sont les seuls dont on puisse en ce moment disposer, je n'ai pas renoncé à l'espoir de voir plus tard dans la colonie, une population Européenne s'implanter comme nouvel et puissant élément de succès. Il est même de la plus haute importance que cette population arrive et s'accroisse le plus promptement possible. En effet, pour qu'un pays produise, et par conséquent, pour que sa richesse augmente, non seulement il faut dans ce pays des terres cultivables, des matières premières à exploiter, à mettre en œuvre, etc. ; il faut aussi des travailleurs, surtout des agriculteurs et des industriels.

L'Algérie réunit-elle ces conditions de prospérité? Les terres y sont d'une fécondité qui promet au travail une ample récompense; mais chez les Arabes, l'agriculture est peu avancée, l'industrie presque nulle. L'armée pourrait, il est vrai, leur donner l'exemple de ces arts et les leur inculquer; mais l'armée, même secondée par les Arabes, ne suffirait pas pour extraire du sol de la

Régence tout ce qu'il peut produire. Comparativement à l'étendue de ce sol, la population indigène est peu considérable; l'effectif de l'armée est aussi forcément assez borné. D'ailleurs cet effectif, dans l'intérêt bien entendu de la métropole, doit diminuer d'année en année. Ce n'est pas, au reste, une colonie purement militaire que nous voulons voir former en Afrique; mais, afin d'y utiliser doublement la présence de notre armée il faut faire ouvrir par elle la carrière aux colons qui voudront s'y lancer pour achever la tâche ainsi commencée par nos soldats. Or, la diminution des troupes employées en Afrique sera possible d'autant plus tôt que la population civile s'accroîtra plus rapidement; donc, des colons qui apporteraient d'Europe leurs arts, leur industrie, sont indispensables pour la réalisation de nos vues.

Cependant, il faut bien l'avouer, quelque avantage qu'ils aient à y espérer, les colons Européens n'arriveront de long-temps en Afrique.

D'abord, pour qu'il y ait de grandes migra-

tions , pour que des familles se décident à des déplacements, à des séparations pénibles, et courent chercher au loin une existence plus facile , il faut que les ressources du sol natal ne suffisent plus aux populations, et je ne connais pas aujourd'hui , en Europe , un pays où ce manque de ressources soit évidemment constaté.

Ensuite, en admettant, que quelques contrées soient dans une telle pénurie, les émigrants de ces contrées préféreront toujours se rendre là où il y a sécurité et bien-être assuré pour eux, là où ils croiront avoir moins d'avaries à essuyer de la part des populations indigènes, qu'ils n'ont lieu d'en redouter d'un peuple aussi fier, aussi belliqueux que le peuple Arabe. Ce n'est point ici une répétition qui m'échappe ; c'est à dessein que je reviens sur cette idée que j'ai déjà présentée et que je reproduirai encore parce qu'elle exprime l'une des principales difficultés, la seule même peut-être, qu'il faille vaincre pour arriver à coloniser.

Certes, lorsque ces craintes que les Arabes, comme je l'ai dit dans la première partie, ont

actuellement tant d'intérêt à faire naître et à maintenir, seront dissipées, l'Algérie deviendra, à cause de sa proximité de l'Europe, le rendez-vous de tous ces colons qui se dirigent vers les Indes occidentales, et qui, dans ce long trajet, dépensent en frais de voyage une grande partie de leurs capitaux. Mais qui sait combien d'années peuvent encore s'écouler avant que ne s'opère ce revirement des émigrations européennes vers le littoral du nord de l'Afrique.

Il y a pourtant urgence démontrée, à ce que dans nos établissemens se forme au moins un noyau de population civile. Cette population devrait aider l'armée et concourir avec elle à fertiliser les terres incultes aujourd'hui, à élever les maisons, les monumens des bourgs et des villes qui doivent devenir les centres de notre puissance, les marchés et les entrepôts de notre commerce.

§ II.

Emploi des forçats et des autres condamnés à des peines infamantes aux travaux de colonisation.

De quels élémens composer cette population

dont je regarde la présence immédiate comme nécessaire au prompt développement de notre colonie?

Entre tous ceux que l'on peut employer, je parlerai d'abord de celui qui, je le sais, peut soulever quelque controverse et rencontrer quelques objections fondées sur des motifs qui tiennent de plus ou moins près à la morale publique. Sans répondre à toutes ces objections, je propose purement et simplement un moyen contre lequel je n'ai jusqu'à présent entendu opposer que des impossibilités sentimentales, plutôt que des difficultés réelles d'exécution.

Notre code pénal définit les peines par lesquelles certains crimes doivent être expiés ; mais il pourrait aussi préciser les lieux où ces peines doivent être subies. Qu'on le complète sous ce rapport. Qu'une loi transporte en Afrique nos bagnes et une partie des maisons de correction qui renferment des détenus de tout âge, de tout sexe et de capacités diverses. Là, le travail, base de tout bon système pénitentiaire ne manquerait pas aux condamnés, et les occasions de tirer

parti de ces travailleurs se présenteraient en foule à l'administration. Que les femmes continuent, si l'on veut, leurs travaux à l'aiguille ; mais que les hommes aux bras vigoureux , manient tous et la pelle et la pioche, et dépensent désormais plus utilement leurs forces qu'à fabriquer des bas, ou tresser des nattes de paille, seules occupations actuelles de presque tous les détenus de nos maisons d'arrêt en France.

Les Espagnols avaient et ils ont encore , en Afrique (1), leurs *présides* ; les travaux immenses de fortification qu'on admire à Oran sont l'œuvre de leurs déportés. Pourquoi , suivant cet exemple, n'emploierions-nous pas nos forçats à la construction des magasins, des hôpitaux et des autres édifices publics , qui doivent s'élever dans nos nouvelles villes par les soins du gouvernement ; pourquoi ne les chargerions-nous pas de dessécher des marais, de creuser des canaux, de percer des routes (2), etc. ?

(1) A Ceuta.

(2) Déjà des condamnés militaires sont employés à de semblables travaux. Des ateliers de travaux publics et de boulet sont établis à Alger et à Mers-el-Kébir et entre ce dernier point et Oran

Nous ménagerions ainsi la santé et la vie de nos soldats, et une partie du temps que ceux-ci donnent aujourd'hui aux travaux de ce genre, pourrait être consacrée au perfectionnement de leurs logemens, à l'extension de leurs cultures, en un mot à l'amélioration de leur bien-être.

Quant à la surveillance qu'exigeraient ces condamnés, la présence de l'armée et sa répartition dans des camps où les troupes doivent, on le sait, être toujours en grand nombre, la rendraient plus facile qu'ailleurs.

Que quelques condamnés, cependant, réussissent à s'échapper ?

Où iraient-ils ?

Chez les Arabes ? Mais ils ne seraient pas reçus par les tribus ralliées ou disposées à se rallier à nous. Dans les tribus hostiles, un sort heureux ne serait pas leur partage, ou s'ils y étaient ac-

ces condamnés ont coopéré à la construction d'une fort belle route, longeant la mer, et qui lors de mon départ d'Oran était assez avancée pour qu'elle doive être aujourd'hui complètement terminée. J'ai vu aussi les condamnés de l'atelier d'Alger fournir des détachemens de travailleurs pour l'établissement du môle de ce port.

cueillis, leur fuite pourrait alors tourner à notre avantage; car, en important parmi ces tribus, en échange de l'hospitalité qu'ils en recevraient, leurs besoins et leurs vices, ces hommes propageraient une espèce de civilisation, bien impure, j'en conviens, mais qui ne tarderait pas, pour profiter de nos arts et de notre commerce qui seuls pourraient satisfaire les nouvelles passions qu'elle aurait développées, à se rapprocher de notre propre civilisation, à en subir l'influence, enfin à s'épurer à son contact. Ainsi tomberaient plus facilement encore sous notre dépendance, des tribus jusque là rebelles et dont la soumission se serait fait plus long-temps attendre, si elles avaient conservé plus long-temps intactes cette simplicité de mœurs et d'habitudes et surtout cette sobriété qui semblent inhérentes à leur état social actuel.

Ces condamnés rentreraient-ils en Europe, en France? Mais qui les y transporterait? Croit-on que des bâtimens mouillés dans nos ports et surveillés, d'ailleurs, par ceux de notre marine, admettraient volontiers de tels hôtes à leur bord?

Une idée semblable tombe devant sa propre absurdité.

Au reste ces évasions, ces ruptures de bans, qui ne pourraient être que très rares, le deviendraient encore davantage, si on laissait entrevoir aux condamnés une récompense assurée de leur amélioration morale. En France, après qu'ils ont subi leur condamnation, et malgré cette expiation légale de leur conduite passée, ces condamnés sont encore repoussés par la société qui les méprise et les redoute. Cette réprobation qui les poursuit partout, a même plus d'une fois fait retomber dans le crime des hommes qui voulaient s'amender. Répudiés par leur mère-patrie, ils trouveraient dans la colonie plus de moyens de se régénérer en s'y créant de nouveaux intérêts, en y formant de nouveaux liens qui les rattacheraient à une société nouvelle, moins scrupuleuse et moins craintive que la nôtre qui les a rejetés à jamais de son sein.

Il faudrait, dans ce but, leur concéder, après l'expiration de leur peine, une partie des terrains qu'ils auraient d'abord mis en rapport au

profit de l'Etat. Quoique nécessairement très minimes, les retenues qu'on opérerait sur les faibles gratifications qui leur sont, en certains cas, accordées à titre de salaire pour leurs travaux (1), pourraient former un fonds de réserve qui leur serait remis après leur libération, à la condition de l'employer immédiatement à l'achat d'instrumens aratoires. Ce fonds serait pour eux le capital reconnu, en économie politique, comme indispensable à tout nouveau colon pour que son établissement puisse prospérer. A mesure que leurs entreprises prendraient du développement, ils sentiraient le besoin d'une compagne pour les aider dans l'exploitation de leurs terres, et par suite le désir de s'entourer d'une famille. Alors, des ménages se formeraient, et les filles sorties du régime pénitenciaire, trouvant ainsi des époux, échapperaient au libertinage qui les réclame presque toutes aujourd'hui comme une proie qui lui appartient.

(1) « Le produit de ces travaux peut être en partie appliqué au profit des condamnés à la réclusion, suivant que le règle le gouvernement. » (Voir code pénal, article 21.)

La perspective d'un tel avenir fixerait en Afrique beaucoup de ces forçats et reclus libérés, si malheureux et le plus souvent si nuisibles en France, et qui, là, pourraient devenir utiles et meilleurs. La philanthropie serait donc satisfaite, et le gouvernement lui-même, verrait bientôt, j'en suis convaincu, diminuer les dépenses excessives que lui occasionnent aujourd'hui les bagnes et les maisons de force qu'il entretient dans la métropole.

Mais, pourra-t-on me dire, vous faites de l'Afrique l'égoût des impuretés de la France, et vous en éloignez ainsi les honnêtes colons qui voudraient y transporter et leurs personnes et leurs capitaux. — Il n'y a maintenant en Algérie ni bagnes, ni forçats, et ces colons dont on parle n'y sont pas, pour cela, plus nombreux. J'ai déjà indiqué le véritable motif qui tient ces colons éloignés; c'est le défaut de sécurité. Mais j'ajouterai encore ici que les honnêtes gens qui ont quelques capitaux à risquer, auront toujours besoin, pour que ces capitaux ne chôment pas et soient immédiatement mis en œuvre, de trou-

ver, quand ils se décideront à venir en Afrique, une population ouvrière déjà toute établie sur les lieux. Cette population n'existe pas aujourd'hui ; il faut donc d'abord et à tout prix la créer ; et puis si , de sa nature , elle est indocile au joug de nos lois , difficile et dangereuse à conduire , le temps et l'expérience nous viendront en aide pour la discipliner et la moraliser. Quand a-t-on vu , demanderai-je , des colonies naissantes se peupler tout-à-coup de gens purs et sans taches ? La stagnation , la grandeur , ou la décadence des empires tiennent moins à l'origine première des peuples qui les composent , qu'aux institutions qui les régissent , et il en est de même pour les colonies. Rome à son berceau n'était qu'un repaire de brigands et devint ensuite la maîtresse du monde. Botany-Bey, de nos jours , offre l'exemple d'un établissement anglais florissant , quoique sa population soit formée de condamnés à la déportation (1). Enfin la milice

* (1) En 1813, Botany-Bey contenait déjà 13,000 Anglais à demeure, bien habillés et bien nourris.

* En 1818 on y comptait 22,000 personnes et en outre :

turque qui domina si long-temps l'Algérie, se recrutait parmi les mauvais sujets et les malfaiteurs de Constantinople et de Smyrne.

Mais, dira-t-on encore, c'est un mauvais moyen pour gagner les Arabes à la civilisation que d'étaler à leurs yeux le triste spectacle de nos bagnes. — Toutes les sociétés, à quelque degré desplendeur et de civilisation qu'elles soient arrivées, ont leurs plaies et renferment toujours des élémens malfaisants. La répression des crimes ou délits est donc pour toutes un besoin, un moyen d'ordre et de conservation. Les Arabes compren-

» 40 mille bêtes à cornes.

» 72 mille bêtes à laine.

» 22 mille cochons.

» Et 33 mille chevaux.

» Je n'examine pas, dit Jean-Baptiste Say, comment cette population s'est formée; je sais qu'elle se compose en partie de » condamnés à la déportation; mais cela ne fait rien à ma thèse. » Ces hommes, tant ceux qui ont été apportés que ceux qui y sont » nés, connaissent les arts de l'Europe, suivent ses institutions et » sont probablement en cet instant (1829) au nombre de 50,000 » sur un territoire, etc. »

La thèse dont s'occupait cet auteur, en prononçant ces paroles, était relative à l'influence de la civilisation sur la population. (Cours d'économie politique. VI^e partie, chap. V.) Cette thèse n'est point ici la mienne; seulement, des faits cités plus haut on peut conclure, il me semble, que des condamnés ne sont point impropres à la colonisation.

nent et subissent eux-mêmes cette nécessité ; leur système de pénalité envers les coupables diffère du nôtre, il est vrai ; mais je ne pense pas qu'ils nient ou apprécient moins notre civilisation, parceque nous punirons devant eux, et à notre manière, ceux-là mêmes qui portent par leurs crimes, une atteinte grave à cette civilisation. Peut-être même, au contraire, la vue des châtimens infligés à des Français ou des Européens serait pour eux la preuve que notre justice est ferme, vigoureuse, inflexible pour tous, et s'ils en concevaient une telle opinion, ils ne tarderaient pas, non seulement à la craindre, mais encore à la respecter et à s'y soumettre.

§ III.

Des colons provenant de l'armée. — Des soldats mariés. — Admission dans des bataillons coloniaux des individus qui voudraient servir et dont la loi actuelle de recrutement repousse les engagements.

A côté de cette population tarée dans l'opinion publique et dont il vient d'être question, une autre population peut s'élever et donner

aux Arabes , par ses mœurs et par ses travaux , une idée plus exacte de notre civilisation.

L'Armée , avec son admirable discipline et ses puissans moyens d'action , serait toujours là pour donner le bon exemple , et de son sein pourrait sortir une classe de colons offrant plus de garanties de moralité et d'honneur.

Il faudrait, à cet effet, concéder à tous les militaires congédiés qui resteraient en Afrique des portions du terrain qu'ils auraient d'abord cultivé en commun avec leurs camarades pendant qu'ils étaient liés au service.

Il y a déjà en Afrique des militaires mariés ; il faudrait y transporter aussi ceux qui sont mariés en France, et qui voudraient se rendre dans cette colonie avec leurs femmes et leurs enfans.

L'Etat devrait faire à toutes ces familles de soldats des concessions de terrains , et faciliter leur premier établissement en augmentant les prestations ordinaires du soldat père de famille, proportionnellement au nombre de ses enfans

qui, en grandissant doivent aussi devenir utiles à la colonie ; il encouragerait ainsi les mariages dans les corps stationnés en Afrique, et il devrait en être de même dans les corps qui sont en France, mais à condition que dans ceux-ci, tous les militaires qui obtiendraient l'autorisation de se marier iraient finir leur temps de service et emmèneraient leurs femmes en Afrique, où probablement la plupart se fixeraient ensuite avec leurs familles.

L'union des militaires avec des Européennes, et plus tard même avec des filles d'indigènes, ferait disparaître une des causes qui font prendre en dégoût le séjour de l'Algérie à beaucoup de soldats jeunes, robustes, et qui manquent de femmes.

Pour les progrès de la colonisation, de telles unions seraient d'une utilité trop évidente pour avoir besoin d'être démontrée.

Sous le point de vue militaire, elles n'offriraient, quoiqu'on en dise, aucun inconvénient ; nos soldats vivraient avec leurs ménages dans les camps au milieu de leurs camarades, comme

vivent entr'eux , casernés dans l'intérieur de la France, beaucoup de gendarmes mariés , et de même que ceux-ci, ils n'en feraient pas moins bien leur service.

L'installation de l'armée d'Afrique dans nos camps ou grandes bourgades, telle que je l'ai décrite dans la première partie de cet ouvrage , rendant chaque soldat et même chaque officier propriétaire d'une baraque susceptible d'être à la longue, transformée en maison , les nouveaux ménages auraient tout d'abord un premier abri, qu'ils perfectionneraient et agrandiraient dans la suite.

Enfin , tout militaire marié , au lieu de ne jouir comme les autres militaires de son corps que de l'usufruit des terrains cultivés par eux en commun , entrerait , à dater du jour où il contracterait mariage , en possession d'une portion de ces terrains et en resterait propriétaire même après sa sortie du service , s'il demeurait dans la colonie.

On pourrait aussi organiser une espèce de

troupe coloniale dans laquelle on admettrait, par exception à la loi de recrutement qui régit l'armée, tous les individus qui veulent servir et dont cette loi repousse les engagemens volontaires ou les rengagemens.

On réunirait par exemple en compagnies ou bataillons, les individus qui n'ont pas la taille; ceux atteints de certaines infirmités qui les rendent impropres à un service actif, mais qui ne les empêcheraient pas de se livrer à la culture; les anciens militaires privés de certificats de bonne conduite et qui ne peuvent être, en France, réadmis au service ni comme rengagés, ni comme remplaçans; les hommes mariés; les veufs avec enfans; etc.

Ces bataillons, dont la partie la plus virile pourrait défendre l'autre partie qui se consacrerait plus spécialement à la production, recevraient une solde et des prestations en nature, mais l'État ne serait pas tenu d'accorder des retraites, à ces hommes admis à servir par suite d'une mesure touteexceptionnelle en leur faveur, et qui déjà se trouveraient eux-mêmes assez

récompensés par les concessions de terrain auxquelles ils participeraient, comme les soldats de l'armée, après l'expiration de leurs engagemens.

§ IV.

Des autres colons français et européens. — Des secours à leur accorder. — Objections et réponses. — De l'installation des colons dans des villages défensifs.

Puisque j'ai exprimé le désir de voir admettre dans la colonie des gens de mœurs et de réputation plus qu'équivoques, à plus forte raison je voudrais y voir accueillir tous ceux qui présenteraient quelque garantie d'honnêteté, et j'approuverais qu'il fût fait un appel, non seulement à tous les Français, mais aussi à tous les Européens, que la misère, ou la fougue des passions, ou des dissensions politiques, exilent loin de leur patrie.

L'Afrique deviendrait un sûr et noble asile pour ces émigrés, dont l'affluence ne pourrait que hâter la grandeur et la prospérité de notre colonie. Que pour les attirer, le gouvernement leur donne

donc des terrains à cultiver ; qu'il les aide même durant les premiers temps de leur établissement, c'est-à-dire pendant une ou deux années au plus ; la générosité dont il ferait ainsi preuve , ne lui serait que profitable, parce qu'en définitive , il faut des colons dans une colonie et que si l'Algérie ne se colonise pas un jour, notre argent et notre sang se seront répandus en pure perte.

Si l'on objectait que dans le cas où les colons arriveraient nombreux , les terrains à concéder pourraient manquer en Algérie, et qu'il faudrait en venir à déposséder les indigènes , je répondrais que cette objection est mal fondée ; car les terres du domaine sont considérables et peuvent donner du travail à plus de colons qu'il n'en surviendra d'ici long-temps dans la Régence.

Mais ces terres ne sont aujourd'hui d'aucune utilité pour le gouvernement , et le meilleur parti qu'il peut en tirer dans l'avenir, c'est de les faire cultiver par l'armée ou de les concéder à des colons.

Supposons, cependant, que ces terres du domaine soient toutes distribuées ; mais c'est qu'il y aurait alors assez de colons en Afrique pour que la pacification du pays fût presque complète, car je pense avoir suffisamment prouvé par tout ce qui précède, que ces deux choses, colonisation et pacification, sont dépendantes l'une de l'autre. Or, j'ai déjà dit aussi dans la première partie de cet écrit (1), que le territoire de chaque tribu était immense relativement à la population qui l'habite, et que le pays étant pacifié, les Arabes eux-mêmes consentiraient volontiers à vendre ou à louer les portions de leur territoire qu'ils ne cultivent point ; dès-lors ces sortes de transactions avantageuses aux deux parties contractantes seraient aussi nombreuses que faciles, et cela seul fait disparaître la difficulté soulevée.

On peut encore objecter qu'en nous imposant le devoir d'aider, de nourrir même au besoin pendant un ou deux ans tous les colons dont

(1) Voir chapitre V de la 1^{re} partie, page 97.

notre appel encouragerait si positivement la migration, nous ajoutons une nouvelle et forte dépense à toutes celles que nous avons déjà faites et qu'il convient de restreindre. — Restreignez, répondrai-je, ou plutôt supprimez les dépenses inutiles, mais ne reculez pas devant celles qui peuvent vous donner des résultats fructueux. D'ailleurs la dépense qu'occasionnerait la mesure proposée, ne serait réellement ni considérable, ni de longue durée. En effet, elle serait compensée par la diminution de l'armée à entretenir en Afrique, diminution que rendrait possible l'arrivée de nombreux colons; d'un autre côté, ces secours cesseraient d'être accordés à ces colons aussitôt qu'eux et leurs familles seraient à même de suffire à leurs principaux besoins; or, ce n'est que du strict nécessaire que je veux les voir gratifier dans les commencemens de leur installation; leur bien-être et leur aisance devront naître plus tard de leurs travaux et de leur industrie.

Il n'est que trop probable, au reste, que malgré nos encouragemens, les colons ne revien-

dront pas immédiatement de la défiance ou de la terreur que les désastres de leurs devanciers ont dû leur inspirer, et qu'ils n'arriveront que successivement et peu à peu en Afrique. Lorsqu'ils y seront nombreux, les populations attireront les populations, et les avantages qu'offrira la colonie aux émigrants d'Europe, seront alors assez notoires pour que désormais nous n'ayons plus besoin d'encourager ces émigrations, par des sacrifices qui ne seraient donc pas, comme on le craint, exorbitans ou illimités.

Terminons ce chapitre par une observation des plus importantes sur la manière dont les colons doivent procéder à leur installation.

Je ne reviendrai pas sur l'établissement des colons à qui des concessions seraient faites; les soldats libérés, les colons pauvres, etsurtout les condamnés ayant subi leur peine, restent évidemment à cet égard sous la complète dépendance du gouvernement qui en leur concédant des terrains peut grouper, à son gré et dans les lieux le plus à sa convenance, ces diverses sortes de colons.

Quant aux colons pourvus de quelques ressources et qui, sous prétexte qu'ils ne demandent aucun secours au gouvernement, voudraient se livrer à des exploitations hasardeuses hors de la portée de nos camps, il serait sage de les en empêcher pour qu'ils n'exigeassent pas plus tard une protection qui ne pourrait leur être accordée sans sortir du système que nous nous sommes tracé. Si cependant on ne voulait pas autant entraver leur liberté d'action, il faudrait exiger au moins qu'ils ne se disséminassent pas, afin de leur éviter les tristes leçons qu'ont déjà reçues ceux qui dans leur confiance prématurée, ou dans leur trop grande avidité à s'enrichir, se sont trop pressés de s'établir dans des fermes isolées.

On ne saurait trop le dire, l'agglomération des colons sur les points favorables à la culture, est pour eux le seul moyen d'arrêter ou du moins de rendre moins fréquentes les dégradations des Arabes, que des troupes, telles nombreuses qu'elles soient, ne seraient pas toujours en mesure de prévenir.

Les Arabes eux-mêmes ne dressent jamais leurs tentes sans les entourer de haies défensives, et tiennent pendant la nuit leurs chevaux et leurs troupeaux renfermés dans le cercle que forment ces tentes.

Qu'à leur exemple donc, les colons, partout où ils s'établiront, élèvent des villages couverts d'obstacles, tels que murs, fossés, chevaux de frise etc. ; villages dont les camps de nos bataillons seraient le modèle.

Qu'ils s'organisent aussi en garde nationale rurale, pour que chacun veille à son tour sur les propriétés de tous.

Ces deux précautions leur sont, au reste, dictées par la raison elle-même, car elles ne sont que l'application de ces deux vieilles maximes : l'Union fait la Force ; Prudence est mère de Sécurité.

CHAPITRE II.

QUELQUES REFLÉXIONS SUR L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE.

§ I.

Du concours de l'armée aux travaux agricoles et industriels.

L'armée devant à la fois coloniser et combattre, les généraux employés en Afrique, et subséquemment tous les chefs de corps et même tous les autres officiers, auraient non-seulement à s'acquitter des devoirs du commandement, mais ils auraient aussi pour les intérêts des soldats considérés comme participant à la colonisation, les mêmes soins, la même sollicitude

que les administrateurs civils pour les intérêts des colons proprement dit ; ils devraient en un mot , surveiller et encourager les travaux de la paix comme ceux de la guerre.

Sans doute la guerre et tous ses préparatifs les occuperont long-temps encore ; mais tous les instants qu'ils n'y consacreront pas devront être employés à la création et au développement d'établissements agricoles et industriels profitables tout à la fois à l'armée, à la colonie et à la métropole.

L'agriculture, l'industrie et le commerce sont les organes vitaux de toute société organisée, soit en corps de nation , soit en colonie dépendante ou indépendante d'une mère patrie, et le gouverneur qui oublierait ce principe incontestable deviendrait coupable ; car de ce principe seul peut résulter la prospérité de la colonie , et en perdant un seul instant de vue les moyens d'assurer cette prospérité, celui qui serait chargé du commandement suprême en Afrique travaillerait non pas pour la France, mais uniquement pour lui.

Mais si au contraire, un gouverneur veut entrer et rester dans la seule voie de succès qui nous soit encore ouverte, s'il veut se persuader de cette vérité, que *la colonisation sans la domination est impossible en Afrique*, que *la domination sans la colonisation est non-seulement onéreuse mais encore sans but* et que par conséquent *il faut que la domination et la colonisation se suivent pas à pas*, alors quel immense parti ne pourra-t-il pas tirer, ainsi que je l'ai déjà fait pressentir, de nos braves, laborieux et intelligents soldats.

§ II.

Agriculture : Fermes modèles ; Haras ; Elève de chevaux ;
Education de bestiaux.

Les terrains concédés à chaque corps pourraient former autant de grandes fermes modèles, où plus tard les Arabes puiseraient des exemples, dont ils profiteraient pour rendre leurs terres plus productives.

Le système de grande culture serait appliqué

dans l'exploitation de ces fermes dont les revenus se partageraient entre tous ceux qui les auraient cultivées, en suivant la proportion indiquée pour le partage des prises entre les militaires de divers grades. (1)

Grâce à ce système de grande culture qui produit plus à moins de frais, on pourrait défricher plus promptement d'immenses terrains, qui, lorsque l'usufruit en deviendrait vacant par la diminution progressive de l'armée, seraient livrés par lots à de petits cultivateurs colons, à qui leurs faibles ressources n'auraient pas permis d'entreprendre sur une grande échelle tous ces défrichemens.

L'Afrique est généralement peu boisée ; on commencerait à remédier à cet inconvénient par de nombreuses plantations autour de nos camps dont ces plantations feraient l'ornement en même temps qu'elles contribueraient à leur salubrité.

A proximité de ces camps, on chercherait des localités convenables à l'établissement de haras.

(1) Voir chapitre VI.

On ne croira qu'avec peine qu'il n'a été tenté jusqu'à présent aucun essai de ce genre dans un pays où nous avons tant de peine à nous procurer des chevaux. Je pense que c'est moins à cause de la rareté des jumens, que par suite d'un défaut de confiance dans l'avenir, qu'on a reculé devant l'établissement de haras et que les particuliers même n'ont point fait d'élèves; mais il faudrait sans tarder davantage s'occuper en Afrique de l'industrie chevaline. On devrait se procurer le plus possible de jumens du pays, et comme au début cela serait difficile, parce que les Arabes ne se défont point de celles qu'ils possèdent, il faudrait en acheter à tout prix en Espagne et même en France, afin que dans les haras de chaque province de l'Algérie, il y eût assez de cavales, non seulement pour fournir, avec les étalons indigènes, de bonnes remotes à notre cavalerie légère, mais encore au moyen d'autres croisemens convenables, des chevaux plus forts et propres au trait, sinon en grand nombre, au moins en suffisance pour nos besoins dans ce pays.

Indépendamment des haras qu'il établirait , le gouvernement devrait encore encourager la reproduction , en encourageant les colons et même les officiers de cavalerie à se livrer à l'élevage des chevaux.

Enfin , à proximité de nos camps , dans les vallées, sur les versans des montagnes, dans tous les terrains couverts de broussailles et trop difficiles à défricher , et qui cependant, peuvent offrir d'excellens pâturages , les soldats aussi bien que les colons s'occuperaient de l'éducation de bestiaux dont la vente serait pour eux une source de profits, et dont l'achat par l'Etat serait pour celui-ci un moyen facile et économique d'assurer la subsistance de l'armée à laquelle il ne pourvoit aujourd'hui qu'à grands frais.

§ III.

Industrie et Commerce : L'industrie doit être encouragée parmi les soldats et parmi les indigènes. — Les travaux industriels et agricoles de l'armée seront utiles même au commerce dont la prospérité dépend de celle de l'agriculture et de l'industrie.

Relativement à l'industrie , j'ai déjà dit que

dans les petites maisons où désormais le soldat est comme isolé, il pourrait dans ses loisirs, se livrer à l'exercice de l'art ou du métier qu'il pratiquait avant son entrée au service. Ces premiers produits industriels devraient, pour être encouragés, trouver à l'aide des diverses administrations, de faciles écoulements.

Il faudrait également encourager, chez les indigènes, l'industrie qui ne pouvait que végéter et disparaître sous le régime oppressif des Turcs, et c'est à nous qui sommes venus en Afrique avec des notions plus exactes des rapports à établir entre les richesses d'un pays et les impôts qu'il doit supporter, à faire renaître cette source féconde de prospérité.

Qu'on ne croie pas que l'Arabe soit inhabile ; ni l'intelligence ni l'adresse ne lui manquent ; et si de grandes fabriques s'élevaient en Algérie, j'ai pu me convaincre que la population indigène leur fournirait bientôt d'excellens ouvriers. A l'appui de cette opinion, je citerai les belles broderies, les tapis, les burnouss et autres tissus de laine, et même jusqu'aux armes, qui sont en-

core aujourd'hui confectionnés dans quelques villes ou dans les montagnes habitées par les Kabiles.

Je ne dirai rien du commerce dont l'extension résulte naturellement de l'état prospère de l'agriculture et de l'industrie, et auquel nos soldats deviendront également quoiqu'indirectement utiles, puisqu'ils ne seront plus seulement consommateurs mais qu'ils seront aussi producteurs. Je n'ai parlé aussi que très brièvement de l'agriculture et de l'industrie, parce que des ouvrages plus étendus que celui que j'ai entrepris, sont entrés à cet égard, dans des détails techniques très complets, mais que je ne puis reproduire ici sans dépasser les bornes que je me suis tracées, ou sans répéter ce que connaissent déjà tous ceux qui se sont occupés du parti qu'on pourrait, après la pacification, tirer d'une colonie si belle et si féconde.

Dans les chapitres suivans, je ne traiterai plus que de ce qui touche immédiatement aux intérêts de l'armée et à l'organisation de quelques parties importantes des services militaires en Afrique.

CHAPITRE III.

DES CONVOIS.

Importance de leur organisation. — Difficultés qu'elle présente. — Moyens de remédier à l'insuffisance des modes de transport actuellement en usage. Voitures légères à quatre roues et à un collier ; emploi des bœufs et des ânes pour les transports.

Le maréchal de Saxe a dit : « L'art de la guerre est dans les jambes du soldat » ; on peut dire , avec non moins de vérité , que cet art , en Afrique , est dans les convois. Là , sans convois bien organisés point d'expéditions possibles , ou point de succès à espérer de celles qu'on entreprendrait.

Mais les moyens de transport ne peuvent, dans ce pays, être tout-à-fait semblables à ceux qui sont employés en Europe. A l'exemple des indigènes qui connaissent combien en certaines saisons, il est rare de trouver, pendant les marches, des herbages propres à la pâture, il faudrait préférer les chameaux à toutes autres bêtes de somme, à cause de leur sobriété et de leur résistance aux fatigues ; mais nos diverses expéditions, et surtout celles entreprises dans la province d'Oran, ont épuisé le peu de ressources de cette nature que les Arabes alliés auraient pu mettre à notre disposition (1), et jusqu'à ce que de nouvelles tribus, en se rattachant à nous, nous fournissent un nombre suffisant de ces utiles animaux, il faut nous occuper d'assurer autrement nos transports.

On a tenté depuis que j'ai quitté le commandement de la province d'Oran, l'emploi presque exclusif des mulets tirés de France. Plusieurs

(1) Dans les premiers temps de leur alliance avec nous, les tribus des Douairs et Smélas possédaient au moins 1,000 à 1,200 bêtes de somme; à la fin de 1836 elles ne pouvaient plus en mettre que 4 ou 500 à notre disposition.

expéditions ont prouvé que cette mesure, très onéreuse d'ailleurs, ne remplissait pas complètement son but. Ces mulets, en effet, n'ont pas rendu en Afrique, tous les services qu'on en attendait ; c'est ainsi qu'on a été obligé de renvoyer par mer, du camp de la Tafna à Oran, les bâts d'un grand nombre de mulet récemment importés dans cette province, et qui, presque tous blessés au point de ne pouvoir plus rien porter, étaient alors devenus aussi embarrassans qu'ils devaient être utiles.

Je n'attribue un tel mécompte qu'à la précipitation avec laquelle on fut forcé de mettre, dès leur arrivée, ces mulets en service ; mais il en sera toujours ainsi, et la mortalité sera toujours très grande parmi ces animaux, tant qu'ils seront transportés brusquement en Afrique, pour y éprouver, tout-à-coup et avant d'être acclimatés, des fatigues extraordinaires ; et surtout, tant qu'on ne mettra pas à ajuster convenablement leurs bâts et à leur en donner l'habitude, des soins minutieux qu'on a trop ordinairement le tort de négliger.

L'espèce des mulets est d'ailleurs assez peu nombreuse en France. A chacune des catastrophes qui nous arrivent en Afrique et dont nous cherchons à tirer vengeance par de grandes expéditions, des remontes de plus en plus coûteuses deviennent nécessaires. Aujourd'hui déjà ces remontes ne se font que si lentement et si difficilement, qu'elles seraient, dans le cas malheureusement trop probable où la campagne qui s'ouvre contre Abd-el-Kader ne mettrait pas fin à nos embarras en Afrique, l'un des principaux obstacles qui arrêteraient, ou au moins retarderaient long-temps l'entreprise d'expéditions ultérieures; car alors, tels nombreux que soient les moyens de transports maintenant réunis en Algérie, il faudrait sans aucun doute songer à les renouveler encore.

D'un côté, la nécessité de traîner à la suite de nos colonnes, dans un pays aujourd'hui dénué de toutes ressources, des approvisionnements de toute nature; de l'autre, la rareté des bêtes de somme et la difficulté de nous en pro-

curer ; tout nous prescrit de rechercher des modes de transport plus simples et plus économiques que ceux qui sont actuellement en usage.

Pour moi , après avoir expérimenté tous ces derniers, j'ai réfléchi souvent aux moyens d'obvier à leur insuffisance , et je n'en connais aucun de préférable à l'emploi de ces petites voitures de rouliers à quatre roues et à un seul collier, semblables à celles que l'on voit, dans nos provinces méridionales , traînées par un seul cheval ou mulet ; aussi , désirerais-je vivement que de telles voitures fussent adoptées en Afrique (1).

En temps ordinaire , les ateliers des charrons

(1) M. l'intendant militaire baron Denniée, frappé aussi des inconvéniens qu'offre le peu de légèreté et le prix excessif de nos fourgons actuels , a cherché à y remédier et a imaginé dans ce but , des voitures moins lourdes, plus faciles à conduire et dont il a bien voulu me communiquer le dessin. Une seule de ces voitures peut contenir les rations de pain d'un bataillon pour un jour ; mais toute utile que me paraisse devoir être leur adoption , comme elles exigent un attelage de deux chevaux , qu'elles ne peuvent être construites et raccommodées que par des ouvriers assez habiles et que le prix en est encore élevé , je crois que c'est plutôt en Europe qu'en Afrique qu'elles devraient être mises à l'essai , et que les voitures que je propose d'adopter sont préférables à cause de la simplicité et de l'économie de leur construction, et des autres usages auxquels elles peuvent être avantageusement employées.

du midi de la France pourraient être l'arsenal de construction de ces petites voitures, qui bien qu'elles ne manquent pas de solidité, sont d'une construction si simple que nos ouvriers militaires pourraient, non seulement les réparer facilement en cas d'accidens, mais encore les confectionner au besoin sur les lieux mêmes, et avec des bois qu'on trouverait dans le pays; c'est là déjà un de leurs avantages sur les voitures actuelles du train des équipages, qui sont toutes construites en France, dans des parcs et arsenaux d'où il faut les faire venir à grands frais en Afrique.

Nous avons fait souvent, à travers les terrains les plus accidentés, des marches longues et difficiles, et dans ces marches notre artillerie de campagne, nos caissons et nos prolonges ont presque toujours pu nous suivre. S'il en a été ainsi de ces lourdes voitures, ne peut-on pas affirmer que les voitures légères dont je propose l'emploi, nous suivraient plus facilement encore et passeraient partout? Supposons cependant qu'arrivés sur un terrain impraticable à ces voi-

tures, nous devons continuer à marcher encore, pour compléter les résultats d'une expédition. Dans un tel cas, il ne faudrait pas hésiter à laisser sur place, dans une position favorable, ces voitures avec leur chargement sous la garde d'un détachement qu'on pourrait composer en partie de tout ce qu'il y aurait de moins disponible dans nos colonnes. Ce détachement trouverait dans ces voitures convenablement parquées, le moyen d'augmenter la force de la position qu'il occuperait, et sur laquelle, comme sur une base secondaire, les colonnes, tant qu'elles opéreraient à proximité, viendraient se ravitailler. Quelque fois même, les attelages des voitures seraient momentanément mis, comme bêtes de somme, à la disposition des colonnes, qui emporteraient alors plus de vivres et de munitions et pourraient ainsi pousser plus loin leurs excursions et en prolonger la durée.

Les vivres chargés sur les voitures s'épuisant nécessairement à mesure qu'une expédition se prolonge, les voitures vides, pourraient servir à transporter les blessés et malades dont le nom-

bre doit au contraire s'augmenter en raison du temps plus ou moins long qu'on tient la campagne. On supprimerait ainsi presque entièrement les cacolets en usage aujourd'hui, qui, lorsqu'ils ne sont pas occupés n'en exigent pas moins des mulets dont l'utilité n'est alors que préventive, et qui sont si mal disposés, si peu appropriés à leur destination qu'ils ne servent souvent qu'à aggraver les souffrances des hommes qui y sont placés. Ces cacolets, donnés aux ambulances des colonnes qui agiraient hors de portée du convoi, ne serviraient plus qu'à amener les blessés du champ de bataille jusqu'aux voitures.

Les parois latérales du corps de ces voitures seraient de simples voliges, faciles à démonter et pourraient servir de tabliers aux ponts de chevallet qu'il faut toujours être à même de construire, quand on est surpris, comme cela arrive souvent en Afrique, par une crue subite des ruisseaux ou rivières.

Enfin on pourrait ramener dans nos établissemens, sur les voitures vides, les grains qu'on trouve dans les silos, et qu'on laisse ou qu'on

gaspille sur place aujourd'hui, parce qu'on ne peut les charger facilement sur les bêtes de somme.

A ces conditions d'utilité, ces voitures en réunissent d'autres d'économie non moins importantes. En effet, leur fabrication est simple et facile, leur prix est si minime, qu'un seul des fourgons en usage aujourd'hui, coûte autant que trois ou quatre d'entr'elles; et cependant, sur une seule de ces voitures, avec un seul cheval ou mulet, on pourrait transporter la charge de quatre à six bêtes de somme; et sur deux, le poids que porte l'une de nos lourdes prolonges. Chacune de ces prolonges exige au moins quatre chevaux et deux conducteurs, tandis qu'il ne faudrait, pour conduire ces deux voitures, que deux hommes et deux chevaux et, dans certains cas, même un seul conducteur suffirait pour deux voitures en le faisant aider par les soldats les plus valides entre ceux qui seraient obligés de recourir aux transports (1).

(1) Je me suis assuré :

1°. Qu'en France de telles voitures ne reviennent pas aux entre-

Ainsi, économie de temps et d'argent sous le rapport de la construction et du prix des voitures; économie sous le rapport du nombre des conducteurs, des chevaux et des mulets; tels seraient encore les résultats avantageux qu'amènerait l'adoption des voitures légères qu'on pourrait facilement substituer à une partie de

preneurs de roulage à plus de 450 francs, et à 500 francs environ avec le harnais du cheval. La main-d'œuvre et les matériaux étant à meilleur marché pour le gouvernement, ces voitures lui coûteraient donc encore un prix moins élevé;

2°. Que le chargement ordinaire de ces voitures est de 1,000 kil. en bonne route, et qu'en mauvaise, on ne le réduit qu'à 750 kil. Par conséquent, en Afrique il pourrait être toujours au moins de 500 kil.;

3°. Qu'en France et en bonne route ces voitures parcourent de 9 à 10 lieues en 12 heures, les haltes étant comprises dans ce temps. Ainsi en diminuant cette vitesse de moitié, elle serait encore suffisante en Afrique, où, dans nos expéditions, nos marches sont, terme moyen, de 5 à 6 lieues par jour;

4°. Qu'enfin, la conduite de ces voitures est si facile, que, si les réglemens de police le permettaient en France, on n'attacherait qu'un seul conducteur à trois voitures.

D'un autre côté :

Le prix de nos prolonges et caissons, construits dans nos arsenaux, ne doit pas être évalué à moins de 1,500 à 1,600 fr. et ces prolonges ne transportent jamais plus de 1,000 kil.

Quant aux mulets de bât, on ne peut leur faire porter plus de 100 kil., et les chameaux ne peuvent guère porter que moitié en sus de ce poids.

Qu'on compare ces diverses données et l'on se convaincra que je n'ai pas exagéré les avantages des voitures dont je propose l'emploi.

celles qui sont actuellement employées en Afrique.

Chaque régiment devrait avoir à sa disposition un certain nombre de ces voitures au moins suffisant pour transporter les vivres qui leur seraient nécessaires pendant une expédition de quinze jours. Les corps eux-mêmes, et non pas l'administration qui n'aurait plus à s'occuper que des transports généraux, seraient chargés de l'entretien de ces voitures qu'à chaque instant, d'ailleurs, ils auraient l'occasion d'employer utilement. En effet, elles ne leur serviraient pas seulement durant les expéditions; mais dans les camps, pour le transport des pierres, des bois et autres matériaux de construction, pour l'exploitation des terres que nos soldats doivent mettre en culture, enfin pour toutes les corvées pénibles qu'on voudrait épargner à la troupe, ces voitures seraient encore d'une utilité incontestable. L'emploi fréquent qu'on en ferait, aurait en outre cet avantage, qu'il maintiendrait les chevaux ou mulets d'attelage continuellement en haleine, et les rendrait ainsi plus propres à sup-

porter les fatigues d'une longue expédition quand il faudrait l'entreprendre.

En recommandant de faire travailler ces attelages tous les jours, (et ma recommandation est applicable aussi aux chevaux de notre cavalerie), je ne saurais, après que j'ai reconnu toute la difficulté des remontes, vouloir dire qu'on ne doit pas ménager ces attelages. Il faudrait, au contraire, pour les conserver disponibles, ne négliger aucun soin, observer autant que possible toutes les précautions hygiéniques, et, précisément parce que les ressources sont rares dans le pays, utiliser jusqu'aux moindres qu'on aurait sous la main. Par exemple, les bœufs que nos colonnes emmènent sur pied dans les expéditions pourraient être, au départ, attelés comme renforts, aux voitures dont le chargement serait d'abord complet. Ces bœufs, il est vrai, doivent être abattus pour la subsistance des troupes; mais le chargement des voitures diminuant chaque jour, leur tirage serait d'autant plus facile pour les chevaux ou mulets, qu'on les aurait

ainsi ménagés dès les premiers jours de marche.

Ces mêmes bœufs pourraient également être employés par les troupes à la culture des terres jusqu'à l'époque de leur abattage.

Il est encore d'autres bêtes de somme dont on s'est trop peu servi jusqu'à présent dans nos expéditions ; je veux parler des ânes ou baudets.

Appliqués au service des convois, ces animaux si faciles à nourrir, et qu'on se procurerait aisément à des prix modérés en France ou en Espagne, jusqu'à ce qu'on pût s'en procurer même en Afrique, ces animaux, dis-je, rendraient les plus grands services.

J'ai dit précédemment que les cacolets destinés aux transports des blessés étaient bien loin d'être propres à leur usage ; placés sur des chevaux ou mulets, les cahos ou secousses qu'ils impriment aux blessés deviennent souvent intolérables. Les ânes, aux allures plus douces, à la taille moins élevée que celle des autres bêtes de somme, seraient bien plus convenables dans de telles circonstances.

Les ânes pourraient également servir au transport de tout autre fardeau ; déjà nos officiers d'infanterie chargent le plus souvent sur des ânes, leurs provisions et leurs bagages pendant les expéditions, et en faisant un usage plus étendu de ces animaux, on ne renouvellerait que ce que j'ai vu faire souvent pendant les premières guerres de la Péninsule. En Andalousie, dans l'armée de M. le maréchal Soult, des bandes de deux ou trois cents ânes, portant nos vivres et nos blessés, étaient conduites avec facilité par quelques hommes seulement ; il en peut être de même en Afrique.

Enfin, l'on pourrait encore utiliser ces animaux pour le transport des détachemens d'infanterie destinés à soutenir la cavalerie dans ses coups de main, ou à en entreprendre eux-mêmes ; cette infanterie montée sur ces bêtes de somme, arriverait plus fraîche sur le point où elle devrait agir, et au retour, les ânes serviraient encore pour rapporter plus facilement le butin fait sur les tribus qu'on aurait attaquées.

Les moyens divers que je viens d'indiquer,

combinés d'ailleurs dans de justes proportions avec ceux dont nous nous servons déjà, faciliteraient beaucoup l'organisation des convois en Afrique, où, je le répète, il n'est point d'expéditions possibles sans convois bien organisés.

§ II.

De la conduite des convois. — Instructions à ce sujet.

La conduite des convois n'exige pas moins de soins que leur organisation.

En prenant le commandement de la division d'Oran, j'ai donné à cet égard dans un ordre du jour, des instructions aux troupes qui composaient cette division, et je n'ai rien à ajouter aujourd'hui à ces instructions dont plusieurs expéditions m'ont fait reconnaître l'efficacité. Je me borne donc à reproduire ici cet ordre du jour.

Oran, le 11 août 1836.

Le commandement des convois, pendant chaque expédition, de quelque durée qu'elle soit, sera confié à l'avenir à un lieutenant-colonel pris à tour de rôle, dans les régiments de

la division, et qui aura à sa disposition une espèce de bataillon provisoire. Chaque régiment fournira pour former ce bataillon une compagnie qui restera ainsi détachée pendant tout le temps de l'expédition.

En marche comme au bivouac, le lieutenant-colonel, qui ne recevra d'ordres que du général, prendra les précautions nécessaires à la sûreté du convoi; comme il en est responsable il exigera de la part de chaque commandant de compagnie une surveillance continuelle sur les chameaux et mulets portant les vivres du régiment auquel appartient cette compagnie (1).

En marche, il veillera à ce que les mulets de chaque régiment soient séparés et escortés uniquement par les hommes de la compagnie du régiment dont ces bêtes de somme portent les vivres. Une distance de cinquante pas environ

(1) Dans toutes les expéditions que j'ai faites dans la province d'Oran, les vivres étaient transportés sur des chameaux et mulets loués aux Arabes auxiliaires qui eux-mêmes en étaient les conducteurs. Une partie des munitions de réserve était portée sur des mulets aussi loués aux Arabes, et les chevaux et mulets du train des équipages étaient plus spécialement affectés au transport des blessés sur les caçolets.

devra séparer, dans la colonne du convoi, les chameaux et mulets d'un régiment, de ceux d'un autre régiment.

Bivouaqués ou arrêtés pour paître, les chameaux de chaque régiment resteront séparés et seront entourés par des factionnaires du régiment dont ils portent les vivres. Chaque capitaine aura la note des bêtes de somme qui lui sont confiées et la liste nominative de leurs conducteurs arabes. Un sergent de chaque compagnie et un Arabe allié désigné par l'aga Mustapha seront chargés de faire chaque jour l'appel des muletiers et chameliers à l'arrivée et au départ du convoi.

Un brigadier et trois gendarmes à cheval seront à la disposition du lieutenant-colonel pour porter ses ordres dans tout le convoi.

On voit d'après ces dispositions que chaque régiment surveille ses vivres lui-même pendant tout le temps de l'expédition. Ainsi, s'il arrivait que des Arabes conducteurs volassent des denrées (1) en route, ou bien que pendant

(1) Il n'est pas rare que, profitant de quelques instans de désordre, des indigènes conduisant les chevaux ou mulets disparaissent.

la nuit au bivouac , il se perdit des mulets ou chameaux par le défaut de surveillance d'un des capitaines attachés au convoi , ce capitaine serait cause que son régiment n'aurait plus que les trois quarts ou la moitié de la ration, suivant les pertes qui auraient été faites, tandis que les autres corps toucheraient encore la ration complète.

Au milieu du convoi et entre les chameaux et mulets appartenant à chaque brigade , seront placés le troupeau de bœufs, l'ambulance et ses cacolets, les voitures, les chameaux et mulets portant des vivres et des munitions aux lieux qu'on veut ravitailler. Cette partie du convoi devra être particulièrement surveillée, par le sous-intendant militaire et par la gendarmerie; Le lieutenant-colonel ne veillera qu'à sa sûreté, et les troupes mises à sa disposition seront, à cet effet , augmentées pendant la marche seulement et par les soins du chef de l'état-major de

sent avec les vivres dont ils sont chargés, ou bien en soustraient une partie. L'adoption des voitures dont j'ai parlé plus haut, pour le transport des vivres , rendrait de tels abus plus difficiles et moins fréquens.

la division, d'une compagnie d'élite qui sera portée partout où besoin sera.

Avec une escorte ainsi composée, le commandant du convoi pourra être séparé de la colonne expéditionnaire; car la troupe dont il dispose sera suffisante pour repousser une attaque, ou prendre une position et attendre des renforts, si cette attaque devenait sérieuse.

Pendant la marche, le groupe des mulets et chameaux de chaque régiment, ne sera flanqué que par quelques hommes seulement; la compagnie marchant en bataille ou en colonne, soit en tête, soit en queue, soit sur un des flancs de ce groupe, sera plus à même ainsi de protéger au besoin les vivres de son régiment.

Au moment du départ pour une expédition, chaque capitaine, afin d'être sûr de la bonne qualité des vivres qu'il emporte, les fera encaisser devant lui aussitôt après les avoir touchés au magasin. Ainsi, c'est avec les chameaux destinés à porter les vivres de son régiment que le commandant de la compagnie chargée de la surveillance de ces vivres, ira à la distribution,

et c'est à la porte de la manutention même que les chargemens seront faits ; après quoi, chaque capitaine devenu responsable des vivres qu'il aura reçus, ira prendre sa place dans le grand convoi, sous les ordres du lieutenant-colonel (1).

Le lieutenant-colonel commandant le convoi ne laissera monter sur les chameaux et mulets, après l'épuisement des vivres qu'ils portent, que les hommes absolument incapables de se traîner.

En tête des chameaux de la deuxième brigade marcheront, autant en ordre que possible, afin de produire sur l'ennemi l'effet d'un détachement disponible, les hommes et les chevaux blessés de la cavalerie.

Toutes les fois que le terrain le permettra, le convoi marchera sur deux ou trois colonnes, pour diminuer sa profondeur.

(1) Si les troupes étaient installées dans les camps, comme je le désire, et si elles étaient munies, comme je l'ai aussi proposé, de moyens de transports qui resteraient sans cesse à leur disposition, on pourrait distribuer à chaque corps et à l'avance, les vivres qu'il devrait emporter dans chaque expédition. Cette distribution aurait lieu aussitôt après la rentrée d'une expédition et l'on pourrait ainsi au premier ordre faire partir les hommes et les convois sans aucun retard, quand on en entreprendrait une seconde.

Entre les colonnes composées des chameaux et mulets appartenant à chaque brigade, marchera le plus ordinairement celle comprenant la réserve en munitions, les voitures et prolonges, l'ambulance, etc., etc.

Après les mauvais pas, à la sortie des défilés, chaque capitaine fera arrêter la tête de sa colonne pour attendre la queue, et il ne se remettra en marche que lorsque toute la portion du convoi appartenant à son régiment sera passée et qu'il l'aura comptée de nouveau.

Il est clair, d'après ce qui précède, que les moyens de transport de chaque régiment formeront toujours un tout compact.

La cavalerie fournira un demi-escadron commandé par un capitaine en second, pour l'escorte des chameaux et mulets portant ses vivres.

Il en sera de même des armes de l'artillerie et du génie qui fourniront au convoi des détachements pour escorter les vivres que les troupes de ces armes emporteront avec elles.

Il n'est pas besoin de dire :

Que c'est entre la première brigade commandée par M. le colonel Combe, et la deuxième commandée par M. le colonel de Resseimback (1) que marchera habituellement le convoi;

Que si un régiment était détaché de la colonne expéditionnaire, pour occuper une position ou pour tout autre motif, pendant plus de quatre jours (temps pour lequel chaque soldat porte des rations dans son sac), la compagnie d'es-

(1) La division d'Oran, à la date du 1^{er} août 1836, formait deux brigades que j'avais ainsi organisées :

1^{re} brigade, commandée par M. le colonel Combe ; 17^{me} léger, 47^{me} de ligne, 3^{me} bataillon du 66^{me} de ligne, 1^{er} bataillon d'infanterie légère d'Afrique, — 2^{me} régiment de chasseurs à cheval d'Afrique, Spahis réguliers d'Oran, — une batterie de montagne, — deux compagnies de sapeurs du génie, — 1^{re} compagnie de fusiliers et 1^{re} compagnie de pionniers de discipline.

Cette brigade comptait : 6,846 hommes — 906 chevaux ou mulets — 6 obusiers de 12.

2^{me} brigade, commandée par M. le colonel de Resseimback ; 23^{me}, 24^{me} et 62^{me} de ligne, — $\frac{1}{4}$ batterie de campagne servie par des détachemens des 3^{me} et 5^{me} compagnie de canonniers garde-côtes, — détachement du train des parcs, — 2^{me} compagnie du train des équipages, — 1^{re} compagnie d'ouvriers d'administration, — un détachement d'infirmiers, — gendarmerie.

Cette brigade comptait 4,637 hommes, 348 chevaux et mulets, 2 pièces de 8 et 2 obusiers de 24.

Ces 11,483 hommes se trouvaient réunis à Oran, moins 180 hommes formant la garnison de Mers-el-Kébir. De plus 2,737 hommes détachés des corps ci-dessus cités étaient répartis ainsi qu'il suit :

corte au convoi rejoindrait son régiment et le suivrait avec ses vivres.

Les 17^e léger, 23^e, 24^e, 47^e et 62^e de ligne et le 2^e de chasseurs à cheval d'Afrique devant former la prochaine colonne expéditionnaire, voici la composition du bataillon provisoire qui sera sous les ordres du lieutenant-colonel commandant le convoi.

A Mostaganem	879 hommes.
A Arzeuw	222
A l'île d'Hargoune	102
A la Tafna	1002
A Tlemcen	532

L'effectif des troupes françaises dans la province d'Oran était donc de 14,220 hommes et 1,254 chevaux et mulets.

En ajoutant :

1^o. Pour les Arabes auxiliaires commandés } 1388 hommes et 737
par l'aga Mustapha à Oran, et El-Mezary à } chevaux et mulets;
Mostaganem ,

2^o. Pour les Turcs ou Coulouglis auxiliai- }
res commandés à Mostaganem par le bey } 1339 hommes et 90
Ibrahim, et à Tlemcen par le bey de cette } chevaux ;
province ,

On aura pour la division un total général de 16,947 hommes et 2,081 chevaux et mulets.

Quatre mois après le 1^{er} août, on avait retiré de la division d'Oran plusieurs régiments qui prirent part à la première expédition de Constantine. Je ne pus alors réunir que 3,500 combattants pour exécuter le ravitaillement de Tlemcen, et c'est dans cette circonstance que m'est apparue plus évidente que jamais toute l'importance du bon ordre à établir dans les convois.

Le plus ancien capitaine des compagnies détachées au convoi faisant fonction de chef de bataillon.

Un officier de ces compagnies faisant fonction d'adjutant-major.

Un sergent-major faisant fonction d'adjutant sous-officier.

Une compagnie d'infanterie légère.

Quatre compagnies d'infanterie de ligne.

Un demi-escadron de cavalerie.

Un détachement d'artillerie.

Un détachement du génie.

Enfin une compagnie d'élite renouvelée chaque jour.

Le Maréchal-de-camp commandant
la division d'Oran,

Signé LÉTANG.

CHAPITRE IV.

DES HOPITAUX.

§ 1.

Des soins que réclament nos soldats malades en Afrique.

En Afrique plus qu'ailleurs, l'état sanitaire des troupes appelle toute la sollicitude des généraux. Les dangers de la guerre ne sont pas les seuls que nos soldats ont à affronter dans ce pays ; des privations, de longues marches, un climat sous lequel, à un soleil brûlant pendant le jour succèdent, pendant la nuit, d'humides et froids brouillards, des marais non desséchés encore et sans cesse exhalant des miasmes délétères, toutes ces causes concourent à faire sévir dans les rangs de l'armée une mortalité extraordinaire. Qu'on compte, en effet, les pertes que

nous avons éprouvées depuis dix ans dans les hôpitaux d'Afrique, et l'on restera effrayé.

Mais aux causes que nous venons de donner d'une telle mortalité, faut-il encore ajouter la négligence, l'incurie de l'administration ? Cela semblerait découler des révélations de M. Blanqui. Cependant si ce reproche n'est pas fondé, si l'insuffisance des ressources mises à la disposition des administrateurs les absout de toute responsabilité, il ne faut plus que de telles accusations se reproduisent contre eux, il faut qu'ils réclament près qui de droit tout ce qui peut leur être nécessaire pour améliorer cette partie si importante du service, enfin il faut que ces réclamations de l'administration soient appuyées de celles du commandement.

Les généraux devront donc veiller scrupuleusement au bon entretien des hôpitaux, et à ce que les soldats malades soient traités avec les plus grands soins. Non seulement l'humanité leur impose ce devoir, mais le bien du service le leur dicte aussi ; car en l'accomplissant, ils rendront plus prompte la rentrée sous les drapeaux des

hommes qui en ont été éloignés par suite de blessures ou de maladies, et ils maintiendront ainsi plus au complet l'effectif des troupes placées sous leurs ordres.

Le rapport de M. Blanqui, si remarquable par la netteté de ses vues, par sa courageuse franchise, par la vérité saisissante dont il est empreint, a frappé si douloureusement tout le monde, que force a été d'augmenter aussitôt le personnel des officiers de santé et des infirmiers, et que les hôpitaux trop long-temps négligés ont enfin sérieusement fixé l'attention du gouvernement jusque-là mal éclairé sur ce point. Mais il reste encore beaucoup à faire; il faut désormais, tout en assurant le bien-être de nos soldats en santé, diminuer pour eux les chances de maladie, et les mettre à même de lutter contre les rigueurs du climat d'Afrique; et quand, malgré ces précautions, les maladies les atteindront, rien ne devra coûter pour leur prodiguer tous les soins qu'exigera alors leur position; car ce n'est qu'ainsi qu'on fera disparaître les terreurs que les tableaux déchirans et malheureusement

trop véridiques du savant économiste que j'ai déjà nommé, ont inspirées aux familles dont les fils sont déjà en Algérie, ou peuvent un jour y être appelés.

§ II.

Nécessité de la prompte évacuation des malades sur des hôpitaux situés en France ou dans les îles Baléares. — Bateaux à vapeur spécialement affectés à cet usage.

C'est un heureux acheminement vers les améliorations que je réclame, que l'autorisation que nous avons obtenue du gouvernement espagnol; d'établir un hôpital sur un point des îles Baléares; car il y a souvent urgence, pour sauver les malades, de les placer sous la salubre influence d'un ciel moins inclément que celui de l'Afrique.

A défaut de cet hôpital, c'est en France même qu'il faudrait évacuer tous les militaires sérieusement malades en Afrique; dans ce cas, l'hôpital Saint-Mandrier, près Toulon, offrirait pour recevoir ces militaires, pendant la durée de leur maladie et de leur convalescence, un local parfaitement convenable, et qui, en raison de sa

position , permettrait de les diriger de nouveau et sans perte de temps sur leurs corps, aussitôt après leur rétablissement.

Mais comme complément de telles mesures, il me paraît indispensable d'affecter au transport des malades dans les hôpitaux situés hors de l'Algérie, au moins un bateau à vapeur convenablement emménagé.

Les évacuations ainsi plus promptement opérées assureraient et hâteraient souvent la guérison de tant de militaires qui languissent et succombent dans les hôpitaux d'Afrique, ou dans des traversées trop pénibles pour eux sur des bâtimens ordinaires où souvent ils sont gisant entassés sur le pont et sans aucun abri.

Est-il besoin d'ajouter que sur les bateaux à vapeur destinés à cet usage , les places les plus commodes ne seraient pas données aux passagers en raison de leur grade, mais bien en raison de la gravité de leurs blessures ou de leur maladie. La justice et l'humanité n'exigeraient-elles pas qu'il n'en fût jamais autrement.

CHAPITRE V.

DE QUELQUES PRÉCAUTIONS A OBSERVER POUR PRÉPARER LES TROUPES AU CLIMAT DE LA COLONIE ET AU SERVICE QU'ELLES DOIVENT Y FAIRE.

§ 1.

Du renouvellement périodique de l'armée d'Afrique.

Puisque l'armée est notre premier et indispensable moyen d'action pour la colonisation de nos possessions dans le nord de l'Afrique, il importe de s'occuper de l'organisation la plus convenable à lui donner dans ce pays, et de la préparer de longue main à bien servir sur ce théâtre qui est aujourd'hui le seul où elle soit

appelée à jouer un rôle actif et glorieux. Les résultats qu'on attend de ses efforts seront ainsi plus certains et plus promptement obtenus.

La vie du soldat est rude et laborieuse en Afrique; c'est un fait avéré, même pour ceux qui ont passé par les épreuves des grandes guerres de l'Empire; mais c'est pour cela même que non seulement il faut chercher à rendre cette vie moins pénible, mais qu'il faut aussi faire faire une espèce de noviciat aux troupes chargées de la double et difficile mission de soumettre nos ennemis, et d'exploiter, du moins en partie, notre nouvelle colonie. En France même, l'armée devrait donc déjà préluder aux opérations qu'elle doit accomplir en Afrique.

La règle qu'on semblait s'être tracée, de relever tous les quatre ans les troupes du corps d'occupation, était convenable et sage. Ce renouvellement périodique de l'armée offrait l'avantage d'aguerrir successivement les soldats, ou pour parler plus exactement les cadres de nos régimens; il n'était pas assez fréquent pour

que le transport des troupes occasionnât de grandes dépenses à l'Etat ; enfin l'on n'avait pas non plus à redouter de voir se multiplier les indemnités et les allocations de toute nature que comporte l'entrée des corps en campagne.

Cependant cette règle n'a pas été toujours exactement observée. Il y a encore aujourd'hui en Afrique des régimens qui y sont depuis plus de quatre ans et qu'on a fait courir de la province d'Oran, dans celles de Constantine et d'Alger, ou réciproquement ; d'autres régimens, au contraire, n'ont séjourné que deux ans à peine en Afrique.

On peut dire que la force des choses a justifié ces exceptions à la règle ; que des positions critiques ou de grandes expéditions ont souvent exigé l'envoi, dans une province, de renforts tirés des autres provinces et de la métropole ; qu'après le danger passé ou l'expédition terminée, il fallait bien, quelque fût le temps qu'ils avaient passé en Afrique, renvoyer en France les régimens que l'effectif ordinaire de l'armée ne permettait pas d'y conserver ; enfin qu'en d'autres

circonstances, des régimens plus rudement éprouvés par le climat, ont dû, pour ne point être plus que décimés, être soustraits plus tôt aux funestes influences de ce climat.

Oui ! les choses se sont ainsi passées ; mais elles étaient les conséquences forcées des systèmes d'occupation suivis jusqu'à présent, et dont ces reviremens continuels de troupes révèlent précisément l'impuissance et les vices. On a voulu, comme je l'ai dit dans l'introduction de cet ouvrage, frapper partout de grands coups, sans avoir cependant de plans bien arrêtés, et, substituant des considérations secondaires à des motifs d'une importance réelle, on a successivement concentré nos forces dans les trois provinces de l'Algérie, non pas dans le but unique d'assurer notre domination, mais plutôt pour venger des affronts ou des revers. Ces concentrations de forces ont été le plus souvent amenées par le hasard des événemens, et n'ont eu que rarement pour cause la volonté d'un chef imprimant aux affaires une direction ferme et régulière. Mais, si au lieu de se laisser surpren-

dre par ces événemens, on avait étudié le pays et la marche à suivre pour le pacifier sans augmenter immodérément l'armée, si de cette étude on avait conclu un mode de répartition convenable des troupes qu'on avait sous la main, ces agglomérations momentanées de presque toutes ces troupes dans une seule des provinces de l'Algérie, ces demandes de renforts eussent été sans aucun doute moins fréquentes, et rien ne se fut alors opposé à ce qu'on renouvelât les corps détachés en Afrique à des époques fixes et déterminées à l'avance.

Quant à la prétendue nécessité de soustraire à l'influence du climat des régimens à qui les maladies ont fait éprouver de grandes pertes, elle est plus contestable encore que les autres motifs donnés pour justifier les dérogations à la règle qu'on avait établie pour le renouvellement des troupes de l'armée d'Afrique. En effet, en renvoyant ces régimens de la colonie, ne les remplace-t-on pas par d'autres qui se trouvent au début dans des conditions identiques à celles dans lesquelles les corps qui rentrent en France se sont trouvés

placés? Ces nouveaux corps n'ont-ils pas à payer également un tribut à ce redoutable climat? Ne se prive-t-on pas de soldats qui ont résisté aux maladies, ou qui en ayant été atteints sont revenus à la santé et se sont ensuite acclimatés? Enfin, n'augmente-t-on pas ainsi la consommation d'hommes au lieu de la diminuer?

Au reste, le motif qu'on invoque ici, si tant est qu'il ait quelque valeur, n'en aurait plus lorsque les régimens transportés en Afrique se seraient préparés au séjour de cette colonie et au service qu'ils doivent y faire, par des travaux auxquels ils se livreraient dans les camps établis sur le littoral de la Méditerranée et dont je vais parler dans le paragraphe suivant; car ces régimens auraient laissé en France, en s'embarquant, tous leurs hommes faibles et débiles et n'en compteraient plus que de forts et de robustes. J'ajouterai que d'après mon système, les soldats doivent finir par trouver en Afrique un bien-être qu'ils n'y ont jamais goûté jusqu'à présent, et que c'est là le meilleur moyen de combattre et de prévenir les maladies qui sévissent contre eux.

D'après ces considérations , je pense qu'on devrait établir en principe :

1°. Que les corps stationnés en Afrique , y accompliront toujours quatre années de service.

2°. Que l'ordre dans lequel les régimens seront appelés en Algérie , sera déterminé par un tirage au sort ;

3°. Et que dans aucun cas , on ne devra se départir de ces règles , tant qu'on n'aura pas réussi à fixer en Algérie assez de colons pour que la milice coloniale n'ait plus besoin, pour la tranquillité et la défense de nos possessions dans le nord de l'Afrique, que du concours d'un petit nombre de troupes qui alors se composeraient seulement de quelques régiments spécialement affectés au service de la colonie.

§ II.

Des camps préparatoires à établir en France, pour les troupes destinées à se rendre en Afrique.

Avant d'embarquer les régiments pour les transporter de France en Afrique , on devrait à

l'avance pour ainsi dire, les acclimater par un séjour de quelque durée sous le ciel du midi de la France qui n'est pas sans analogie avec celui de l'Afrique.

Les points du littoral de la Méditerranée d'où les troupes peuvent être facilement embarquées, comme Toulon, Marseille, Port-Vendres, devraient devenir des garnisons transitoires pour tous les régiments destinés à relever ceux de l'armée d'occupation.

A proximité de ces villes, seraient établis des camps dans lesquels les régiments s'accoutumeraient et s'endurciraient aux fatigues de la guerre qu'ils devraient bientôt faire ; de telle sorte que le soldat transporté en Afrique n'aurait plus que des dangers à braver, mais que déjà tout le service de guerre et toutes les précautions observées en campagne lui seraient aussi familiers que le service des gardes en garnison.

Les troupes dresseraient elles-mêmes leurs tentes ou baraques dans ces vastes bruyères qui se rencontrent fréquemment sur les côtes du Midi de la France. Près de Toulon, par exemple,

les monticules qui se rattachent au cap Sicié seraient occupés militairement par une brigade ou un régiment; si le temps devenait trop mauvais, les vastes bâtimens de St-Mandrier, les villes et bourgs voisins tels que la Seyne, St-Nazaire, ou les casernes de Toulon même, offriraient des abris dont les troupes profiteraient, comme plus tard en Afrique elles profiteraient, tant que leur installation dans les camps ne serait pas complète, des forts et des quartiers francs des villes arabes pour se soustraire aux intempéries des saisons.

Le service des troupes dans ces camps préparatoires serait basé sur des hypothèses qui deviendraient des réalités en Afrique et que la similitude des terrains et même de la température rendrait en quelque sorte vraisemblables. Par la pluie comme par les fortes chaleurs, les troupes seraient assujéties à des marches fréquentes, longues et difficiles, pendant lesquelles chaque homme porterait sur lui tous les effets dont il se chargerait en Afrique en partant pour une expédition qu'il saurait de longue durée. Les colon-

nes mises en route pourraient ne rentrer qu'après deux, trois ou quatre jours dans les camps. Pendant ces routes, le soldat se substantierait avec les vivres qu'il porterait dans son sac ; il apprendrait ainsi à ménager ces vivres, et à surmonter mille petites difficultés qu'il rencontrera souvent en Afrique, pour la préparation de ses aliments.

Pendant leurs bivouacs, les troupes exécuteraient des travaux de fortification passagère; elles combleraient des ravins, répareraient des chemins et les rendraient praticables aux voitures (1); elles passeraient des ruisseaux, des torrents, soit à gué, soit sur des ponts de chevalets, etc., etc.

(1) En Afrique, les troupes auront souvent à exécuter de semblables réparations qui suffiront, quoiqu'on en puisse dire, pour rendre praticables à nos convois et à notre artillerie les chemins et sentiers ordinairement suivis par les Arabes dont le simple instinct a déterminé pour ces chemins d'excellens tracés. C'est pour cela que, suivant moi, il ne faudrait pas dès à présent employer l'armée à percer des routes tout-à-fait semblables à celles d'Europe. C'est, jusqu'à un certain point, de l'argent et du temps sinon perdus, du moins trop prématurément employés, car de telles routes ne peuvent être utiles que lorsque les colons devenus nombreux auront besoin de communications faciles pour l'écoulement de leurs produits ; or, quand les colons seront nombreux, ils entreprendront eux-mêmes ces travaux que leur commanderont leurs propres intérêts.

En route comme au camp, elles se garderaient, enverraient aux fourrages et aux distributions leurs corvées avec des escortes. Enfin des avant-postes, grand'gardes et vedettes seraient placés de nuit comme de jour et souvent visités par des rondes et patrouilles.

Cet apprentissage de la guerre d'Afrique, quoique dépourvu de dangers, occasionnerait cependant aux officiers et aux soldats des fatigues qui les fortifieraient et qui feraient connaître ceux d'entr'eux qui, ne pouvant supporter ces fatigues seraient incapables de rendre plus tard des services en Afrique. Après un séjour d'une ou deux années dans le Midi et quelques mois de semblables épreuves dans ces camps, on connaîtrait du moins l'effectif sur lequel on pourrait réellement compter quand un régiment entretrait en campagne ; tandis qu'aujourd'hui, les régimens envoyés à l'improviste en Afrique, paient au climat un tribut qui réduit leur effectif de telle sorte, que le budget des dépenses de la colonie est grevé de frais énormes d'hôpitaux, et de gratifications d'entrée en campagne allouées

à des officiers qui rentrent presque immédiatement en France. Alors on ne verrait plus le Gouverneur à qui des états officiels d'embarquement annoncent 2,000 ou 2,400 hommes, n'avoir quelques semaines après leur arrivée, que 1,500 ou 2,000 combattans à sa disposition.

J'ajouterai encore que dans le cas où des circonstances extraordinaires exigeraient qu'on renforçât promptement une des provinces de l'Algérie, les renforts ne se feraient pas plus attendre si les bâtimens venaient les chercher sur les côtes de France où nos régimens campés seraient toujours disponibles, que s'ils étaient tirés des provinces voisines que quelquefois même on ne pourrait pas dégarnir de troupes, sans y faire naître les mêmes dangers ou les mêmes craintes que déjà l'on aurait à dissiper ailleurs. Enfin ces camps sur nos côtes du midi seraient, à mes yeux, préférables aux camps dits d'instruction qu'on établit chaque année dans l'intérieur; car ils ont des caractères d'utilité immédiate que ceux-ci n'ont pas, et ils seraient de meilleures écoles pour nos officiers

de tous grades , puisqu'outre les manœuvres , tous les genres de service y seraient pratiqués , et que surtout le service en campagne y serait observé dans toute sa rigidité en attendant qu'on l'appliquât dans les circonstances plus sérieuses que présenterait bientôt aux troupes leur séjour en Afrique.

§ III.

Habillement , Armement , et Equipement des troupes.

Déjà dans les camps dont je viens de parler , l'armement , l'équipement et l'habillement devraient être conformes à la prochaine destination des troupes. C'est là qu'on pourrait expérimenter les améliorations conçues par les officiers qui se trouvent en Afrique , ainsi que celles suggérées aux officiers ou autres militaires qui , pendant leur séjour dans ces camps préparatoires , s'occuperaient de cette partie si importante et cependant si négligée des accessoires de l'art militaire.

Les mémoires relatifs à ces matières seraient

soumis à une commission composée d'officiers de tous grades qui auraient fait long-temps la guerre en Algérie, et seraient plus à même que d'autres, d'apprécier l'opportunité des changements proposés. Cette commission examinerait et discuterait les vues de chacun, et d'après ses rapports, le Ministre de la guerre adopterait les modifications qu'elle approuverait, et rejeterait celles qu'elle regarderait comme inutiles ou trop dispendieuses.

Je n'ai pas l'intention d'entrer dans de grands détails à ce sujet; mais j'indiquerai sommairement quelques-unes des propositions que, pour mon compte, je soumettrais à l'examen d'une semblable commission si elle était assemblée.

En principe, les troupes employées en Afrique devraient être habillées de manière que leurs vêtemens, sans trop s'écarter des formes ordinaires, se rapprochassent cependant des costumes turcs ou maures portés par les indigènes.

Ainsi, plus de cols d'ordonnance, mais de simples mouchoirs ou cravates ;

Plus de collets d'habits ; ou bien, si l'on en

conserve , qu'ils ne soient ni hauts , ni raides et qu'ils puissent se rabattre afin de laisser entièrement le cou libre ;

Des manches aisées, larges du haut et ne descendant que jusqu'aux poignets où elles seraient arrêtées par un bouton , pour que les mouvemens des mains ne soient pas gênés ;

Des chapeaux en feutre gris , à grands bords , garantissant également la figure du soleil et les épaules de la pluie , et se rapprochant , quant à la forme , des chapeaux de paille que portent les Arabes de la province d'Oran , et de ceux qu'on portait au 16^{me} siècle en Europe ;

Des pantalons à brayettes , amples vers les cuisses , mais plus étroits dans le bas , et serrés autour des reins par une boucle ou coulisse au lieu d'être soutenus par des bretelles ;

Des ceintures en laine , larges et longues comme celles des Turcs , et pouvant servir au bivouac et pendant les marches à envelopper la tête et le cou dessoldats , quand ils ne conserveraient pas ces ceintures autour des reins ;

Telles sont quelques-unes des modifications

qu'il me paraît important d'introduire dans l'habillement de nos fantassins.

Dans leur armement actuel, je voudrais voir remplacer par un petit pistolet, le sabre porté dans les compagnies d'élite et qui ne sert qu'à couper du bois pendant les bivouacs. Quelques sabres seulement suffiraient à cet usage dans ces compagnies, comme aujourd'hui déjà dans celles du centre auxquelles, si l'essai proposé produisait de bons résultats, on étendrait aussi plus tard le port du pistolet.

Muni d'un pistolet, les tirailleurs d'infanterie seraient plus redoutables pour les cavaliers arabes qui n'oseraient plus les aborder qu'avec hésitation quand ils sauraient que ces fantassins, après leur coup de fusil tiré, auraient non plus seulement leurs baïonnettes, mais encore une arme à feu chargée en réserve. Au reste, les Arabes qui combattent à pied sont armés de pistolets aussi bien que les Arabes à cheval; et ne fût-ce que pour égaliser la lutte de nos soldats avec eux dans une rencontre corps à corps, il faudrait aussi leur donner de telles armes.

Enfin les officiers eux-mêmes devraient aussi porter de petits pistolets de poche qui seraient facilement maintenus par un simple passant en cuir fixé à leur baudrier de sabre.

Quant à la cavalerie, tous nos efforts doivent tendre à alléger l'équipement des hommes et le harnachement des chevaux.

A cet effet :

On devrait remplacer par une simple veste ou dolman, la capote en usage aujourd'hui dans les régimens de chasseurs d'Afrique ; les collets des manteaux devraient être changés en capuchons.

La coiffure serait semblable à celle des fantassins.

L'armement pourrait être simplifié ou du moins rendu moins pesant. L'attention devrait se fixer sur les perfectionnemens à apporter au fusil et au pistolet qui sont les armes dont la cavalerie se sert le plus souvent en Afrique.

Quant à nos sabres si lourds, et si gênans surtout pour le cheval arabe qui est généralement de petite taille, il faudrait en diminuer le poids

et rechercher en même temps une autre manière de le porter qu'en Europe.

On devrait adopter pour selle, la *torche* du maréchal de Saxe ; ou bien si l'on conservait la selle en bois actuelle, il faudrait garnir son siège d'un coussinet bien rembourré et se servir de couvertes de meilleure qualité que celles maintenant en usage.

On pourrait supprimer la schabraque, en couvrant le bois de la selle à la manière des Arabes, c'est-à-dire avec un cuir de couleur qui en cacherait la nudité.

La bride d'ordonnance dans laquelle il entre tant de cuir, serait remplacée par une simple bride anglaise dont le mors si léger, serait substitué avec avantage à notre mors beaucoup trop lourd pour la bouche de chevaux aussi fins.

Au moyen de semblables rectifications à l'équipement et au harnachement, on parviendrait certainement à mettre plus à l'aise et les hommes et les chevaux, et à rendre ainsi notre cavalerie plus agile et par conséquent plus redoutable à l'ennemi.

CHAPITRE VI.

DES ENCOURAGEMENTS A DONNER A L'ARMÉE D'AFRIQUE.

§ 1.

De l'avancement des officiers et sous-officiers en Afrique.

— Objections et réponses.

Lorsqu'on aura assuré la bonne organisation du personnel et du matériel de l'armée, lorsqu'on aura installé des hôpitaux où les malades et les blessés ne manqueront plus de rien, et que, pour éloigner autant que possible de l'armée les causes des maladies qui la déciment, on l'aura préparée, dans des camps établis en France, à l'accomplissement de la mission difficile dont

elle est chargée en Afrique , on n'aura pas encore fait tout ce qu'exigent la plus stricte justice et même l'intérêt du service. Sur ce sol , qui par ses efforts doit devenir pour la France une nouvelle source de richesse et de prospérité , l'armée aura long-temps des privations à endurer , des fatigues à supporter , des dangers à courir , et quelque soit le bien-être dont on pourrait , d'après notre système , déjà la faire jouir , il faudrait encore lui accorder un avancement extraordinaire , en compensation de ses sacrifices , en récompense de son dévouement. Dès les premiers temps de l'occupation , le gouvernement avait cru nécessaire de promettre aux officiers des corps destinés à séjourner dans la colonie , tels que les régiments de chasseurs à cheval et les bataillons d'infanterie légère d'Afrique , ou des supplémens de solde , ou des avancements aux grades supérieurs après un temps déterminé. Mais la nouvelle loi sur l'avancement , dans l'armée , est venu détruire l'effet de l'ordonnance du 17 novembre 1831 , sur l'organisation des régimens de cavalerie en Afrique.

Quelles difficultés, cependant, s'opposaient à ce que ces promesses fussent tenues? Ne pouvait-on donc réserver, sinon exclusivement, au moins en partie, les vacances au tour du choix, à ceux-là qui, sur le seul théâtre de guerre qui noussoit ouvert aujourd'hui, donnent des preuves de bravoure et de capacité? De tels avancements pouvaient-ils être considérés comme injustes?

Pour moi je pense, au contraire, que toutes les vacances survenant en Afrique devraient appartenir de droit, sans considération de l'ancienneté des officiers restés en France, aux seuls officiers qui ont partagé les dangers et les fatigues de ceux que la mort ou la retraite vient d'enlever aux drapeaux (1). On devrait même ré-

(1) Puisque j'exclus de l'avancement dans les régimens en Afrique, les fractions de ces régimens qui se trouvent en France, à plus forte raison je ne voudrais pas voir remplir des vacances survenues en campagne, par des officiers sortant de la non-activité, comme on l'a fait souvent jusqu'ici; car agir ainsi, c'est arrêter l'avancement dans des corps à qui l'on ne saurait, au contraire, le rendre trop rapide. Les officiers provenant de la non-activité ne seraient pas privés, du reste, de venir dans la colonie; mais de même que les élèves des écoles promus officiers, ils n'y arriveraient qu'après avoir passé par les camps préparatoires du Midi avec les régiments dans lesquels ils auraient été préalablement placés en France.

server en France , des vacances comme débouchés pour les officiers qui auraient bien servi en Afrique, mais qui s'y seraient fatigués et auraient besoin de repos.

Ces mesures tiendraient lieu de celle sur laquelle on est revenu, en refusant d'accorder aux officiers le grade supérieur après un séjour de quelques années en Afrique , et donneraient le moyen de ne conserver là que des officiers supérieurs, sinon tous jeunes , au moins tous encore verts et susceptibles de communiquer aux soldats leur zèle et leur activité.

Quant aux sous-officiers, je voudrais que tous les emplois de sous-lieutenans en Afrique leur fussent donnés sans exception et sans qu'on s'inquiât, ni dans l'infanterie , ni dans les armes spéciales, des proportions habituellement suivies entre les Elèves des écoles et les sous-officiers promus officiers ; peut-être ceux-ci sont-ils inférieurs aux premiers sous le rapport de l'instruction , mais ils l'emporteraient du moins sur eux par leur expérience dans la guerre du pays.

On objectera que les officiers et sous-officiers restés en France avec la portion de leur régiment formant dépôt, ne peuvent subir la conséquence d'une organisation qui ne les a pas classés, malgré eux, dans les bataillons, escadrons ou compagnies faisant campagne.

On dira même que les régimens stationnés en France, ne verront pas avec plaisir l'avancement ainsi concentré et rendu plus rapide dans certains corps, tandis qu'il languira chez eux.

Je répondrai à la première objection, qu'en supposant que les officiers restés dans les dépôts quand leurs régiments se sont embarqués pour l'Afrique, y soient restés contre leur gré, leurs intérêts lésés devraient être peu considérés en face de l'intérêt général qui a tout à gagner du zèle et de l'émulation que ferait naître dans l'armée d'Afrique la perspective d'un prompt et plus sûr avancement. Au reste, il ne faut pas croire que tous les militaires composant les cadres des dépôts restent en France malgré eux; ceux qui usés par l'âge se voient à la veille de la retraite, ne se soucient guère de faire encore campagne.

Les travaux préparatoires auxquels se livreraient dans les camps établis en France, les régimens qui devraient passer en Afrique, désillusionneraient tous ceux qui compteraient trop encore sur des forces épuisées; et sans aucun doute, après ces épreuves, il resterait plus d'officiers, sous-officiers et soldats non valides, qu'il n'en faudrait pour former les dépôts.

Quant à la seconde objection, je la trouve encore moins fondée que la première; car, si comme je l'ai dit, les troupes doivent pendant assez long-temps encore être renouvelées tous les quatre ans en Algérie, chaque régiment finirait par y passer, et pourrait exploiter à son tour les chances favorables d'avancement qui seraient dévolues à l'armée d'Afrique.

§ II.

Du partage des prises faites sur l'ennemi.

L'avancement n'est pas le seul mobile à mettre en usage pour attacher les militaires à la colonie; on doit aussi mettre leurs intérêts en jeu

pour parvenir à ce but ; et l'on y parviendra facilement si le gouverneur et les généraux commandant les provinces s'occupent sans cesse , comme c'est leur devoir, d'améliorer le bien-être de l'armée.

Parmi les mesures qui contribueraient puissamment à l'amélioration du sort des soldats, une des plus efficaces serait de rétablir en leur faveur le droit de profiter des prises qu'ils feraient sur l'ennemi.

Par esprit de fiscalité ou par tout autre motif, on a dénié ce droit à l'armée d'Afrique , ou du moins on ne l'en a laissé jouir que dans de rares circonstances et avec beaucoup de restriction, quoiqu'il soit consacré par nos réglemens (1) et que son exercice plein et entier soit un excellent moyen de retenir en Afrique beaucoup de militaires pour lesquels des parts dans les prises, équivaldraient à une augmentation de solde. Il est vrai que la soumission des Arabes ,

(1) Art. 119 du règlement sur le service en campagne du 3 mai 1832. « Les officiers supérieurs ont chacun cinq parts ; les capitaines quatre ; les lieutenans et les sous-lieutenans trois ; les sous-officiers deux ; les caporaux, brigadiers et soldats une.

en amenant enfin la paix, mettrait un terme aux profits que les soldats pourraient retirer de ces prises; mais ils trouveraient dans l'exploitation des fermes ou métairies qui leur auraient été concédés et qu'ils pourraient alors cultiver plus tranquillement, un autre motif d'intérêt qui les attacherait à nos nouvelles possessions. En attendant l'époque de la pacification, il faut, je le répète, faire participer la troupe aux bénéfices des prises qu'elle fait sur l'ennemi; car, cette mesure n'est pas seulement avantageuse à la colonisation, elle est encore ordonnée par la justice elle-même. Ce n'est, en effet, qu'avec surprise et regret que j'ai vu, en maintes occasions, des soldats à l'audace et au courage desquels était dûe la prise de nombreux troupeaux, être obligés de payer de leurs deniers les effets de linge et chaussure qu'ils avaient, pendant les expéditions, détériorés complètement bien avant le terme de leur durée ordinaire. Une indemnité prélevée sur les prises ôterait aux soldats tout prétexte de récrimination à ce sujet; et, qu'on le sache bien, il importe beaucoup que le soldat ne

se plaigne pas en Afrique , si l'on veut faire de lui un élément de colonisation , il faut au contraire qu'il s'y plaise ; il ne faut pas que cette terre soit pour lui un séjour de malaise , il faut qu'il s'habitue à la regarder comme un théâtre sur lequel il peut recueillir et de la gloire et des avantages.

§ III.

Admission des militaires retirés du service aux emplois civils dans la colonie. — Justification de tous les avantages qu'on propose d'accorder à l'armée.

Parmi tous les autres moyens qu'on pourrait encore indiquer pour attirer et fixer les militaires en Afrique , je crois ne pas devoir passer sous silence celui qui consisterait à leur conférer des emplois civils après leur sortie du service. Beaucoup de fonctions salariées sont remplies aujourd'hui par des gens venus de France , et qui , renfermés dans les villes de la colonie , n'apprennent à connaître , là , ni le pays , ni les mœurs de ses habitants.

De simples officiers , actifs , intelligents et qui auraient passé plusieurs années en Afrique, mèneraient aussi bien les affaires que certains administrateurs improvisés et qui jugent tout sans sortir de leurs bureaux. Qu'à de tels officiers, l'on confie la direction de quelques branches des services publics de la colonie ; qu'aux sous-officiers et soldats libérés, l'on réserve quelques emplois subalternes (1), et je ne crains pas d'affirmer que cette mesure produirait d'excellens résultats, et que l'administration de la colonie se simplifierait, en même temps que les émolumens de ces emplois remplaceraient avantageusement pour les militaires, et économiquement pour le trésor public, les retraites auxquelles ces militaires auraient droit.

Si l'on m'accuse de faire une part bien large à l'armée, je dirai que je ne la lui fais telle, que

(1). Des emplois civils devraient être aussi confiés à des colons, mais à ceux-là seuls qui compteraient déjà plusieurs années de séjour dans la colonie.

dans l'intérêt de la colonie elle-même , qui ne peut que gagner à garder dans son sein des soldats à qui , d'après mon système , elle devra , pour ainsi dire , son existence et sa consolidation ; si le soldat réunit à son caractère militaire , celui de colon , pourquoi ne lui accorderait-on pas les récompenses et les encouragements auxquels il a droit à l'un et à l'autre de ces titres. Comme soldat , il obtiendrait de l'avancement , de la considération , de la gloire , pour prix de ses fatigues et de ses dangers ; comme colon , il recueillerait des profits et des bénéfices pour prix de ses labeurs ; il n'y a rien d'injuste en cela , et si les avantages concédés à l'armée paraissent grands , ils seraient du moins mérités.

Chaque régiment , en rentrant en France , laisserait en Algérie bon nombre de ses soldats , qui , en présence de tels avantages , s'y fixeraient volontiers ; et il viendrait enfin une époque où l'on n'aurait plus à entretenir en Afrique que des corps spéciaux entièrement recrutés par des engagements volontaires et des réengagements. C'est à ce point qu'il faut que nous arrivions ;

quand nous y serons, le problème de la colonisation sera résolu, et le développement, la prospérité, la grandeur de la colonie, dédommageront enfin la France de ses nombreux sacrifices.

RÉSUMÉ.

Je suis loin d'avoir épuisé la matière et d'avoir tout dit sur un pays où presque tout est encore à créer. Les devoirs du commandement sont trop multipliés, les événemens peuvent se succéder trop rapidement et présenter, surtout au début, des caractères trop vagues, trop variables, pour que j'aie pu tout embrasser ou tout prévoir. Mais je crois avoir suffisamment indiqué à ceux qui seraient chargés de mettre à exécution mon système, l'esprit de conduite qui devrait les guider en toutes circonstances.

Peut-être même, les développemens que j'ai dû donner à quelques-unes de mes idées, pourront empêcher d'en saisir, tout d'abord et facilement, les liaisons et l'ensemble. S'il en est ainsi, il ne sera pas inutile, pour aider le lecteur à fixer son opinion sur cet écrit, de lui présenter dans un cadre plus rétréci l'analyse des principales propositions qu'il renferme. On m'accusera de me répéter; je ne m'arrêterai pas devant un tel reproche; en tout temps, des vérités très-simples et très évidentes ont été contredites, et ce n'est qu'après avoir été souvent reproduites qu'elles ont enfin triomphé.

Je me résume donc :

La France a la ferme intention d'établir sa domination en Afrique. Cependant quelque grands que nos sacrifices aient été jusqu'à ce jour, loin d'approcher de notre but, nous semblons nous en être au contraire de plus en plus éloignés. Engagés dès les premiers pas dans une fausse route, au lieu de nous arrêter devant les obstacles que nous avons rencontrés, pour nous

orienter sur le point d'où nous étions partis et sur celui auquel nous voulions arriver, nous nous sommes toujours bornés à multiplier nos efforts, sans jamais chercher à leur donner une nouvelle direction. Telle est encore aujourd'hui même la marche que nous suivons en Algérie; et c'est une vérité qu'un examen sérieux et impartial des faits qui s'y passent rend incontestable.

Faut-il donc après avoir tenté de nous étendre et trop vite et trop loin, en revenir à une occupation restreinte?

Non ! l'occupation purement militaire et bornée définitivement au littoral ne peut être proposée comme un remède à nos erreurs passées et à nos déceptions actuelles, car si cette occupation est moins dispendieuse que toute autre, elle n'assurerait, dans l'avenir, ni un débouché à notre population croissante, ni des avantages importants à notre commerce et à notre industrie; et si dans l'état actuel de nos relations avec l'Europe, elle n'est pas sans quelque utilité militaire et maritime pour la France, il faut bien avouer aussi

qu'en cas de guerre, les points fortifiés de la côte, où nous laisserions isolés quelques bataillons, ne pourraient que difficilement rester en notre possession.

Non ! la France ne peut ni ne veut tirer si peu de profit de sa conquête. Ce sol ; sur lequel le sang de nos soldats a coulé, doit nous appartenir tout entier, et grâce à sa fécondité qui n'attend que le travail pour se montrer dans toute sa vigueur, nous devons récupérer un jour tous les sacrifices pécuniaires auxquels nous nous sommes résignés jusqu'ici, non pas pour faire flotter notre drapeau sur quelques forts seulement, mais bien dans l'espoir de voir enfin s'élever sur le vaste territoire de la Régence une riche et florissante colonie.

Si cet espoir est loin encore d'être réalisé, c'est que les immigrations européennes rencontrent en Afrique une résistance et des dangers qui les rendent rares aujourd'hui, et peu probables dans l'avenir tant qu'elles n'y trouveront pas une complète sécurité. D'un côté l'absence de nombreux colons, d'un autre, l'opiniâtreté d'un

peuple belliqueux à défendre son indépendance menacée ; tels sont les principaux obstacles au succès de l'entreprise que nous avons conçue.

Pour favoriser l'arrivée des émigrans européens , nous avons voulu d'abord soumettre à tout prix les Arabes. Répondant à leurs attaques partielles par de fréquentes expéditions dont les suites ont été souvent aussi fatales pour nous que pour eux, nous avons employé pour atteindre notre but la voie des armes seulement , sans y joindre celle de la persuasion ; et les préparatifs formidables de la campagne ouverte contre Abdel-Kader , prouvent que nous ne sommes pas encore disposés à abandonner cette ligne de conduite. Faisons une guerre heureuse , dit-on , et les colons viendront ensuite : on se trompe. C'est de front que la conquête et la colonisation doivent marcher , si l'on veut arriver à quelques résultats positifs.

Ainsi, malgré que la question de la domination et de la colonisation soit complexe et susceptible de plus d'une solution , on paraît vouloir ne l'envisager que sous une seule face et l'on

s'arrête à la recherche de celle de ces solutions la plus difficile et la moins satisfaisante.

Certes, il faut attirer, accueillir les colons européens, mais qu'importe donc tant l'origine des colons? Ce sont des bras qu'il faut avant tout pour fonder des colonies; or, n'avons-nous pas sur les lieux mêmes, ceux de nos soldats et ceux des Arabes? Pourquoi dès à présent ne pas les utiliser, en attendant l'arrivée des colons européens qui deviendrait, d'ailleurs, d'autant plus certaine qu'un commencement de colonisation serait pour eux la meilleure garantie de la sécurité qui leur manque aujourd'hui. On ne saurait trop le dire; nos sacrifices en hommes et en argent ont été trop grands et trop longtemps stériles, pour que nous puissions les continuer, sans compromettre, pour l'avenir encore incertain de la colonie, les intérêts plus positifs de la métropole. Il faut donc se hâter, à défaut de colons européens, d'employer les deux seuls élémens actuels de colonisation, l'armée et la population indigène. Il faut se hâter, dis-je, car je ne vois pas d'autre moyen d'arriver à une pro-

chaîne réduction de nos dépenses déjà si considérables, et cette réduction est le premier résultat qu'il importe d'obtenir; je ne vois pas d'autre moyen de donner définitivement à notre établissement en Afrique, ces bases solides qui lui sont indispensables pour s'élever dans la suite au degré de force et de prospérité auquel il peut arriver.

Le système duquel j'attends ces résultats, repose donc sur l'emploi simultané de l'armée et des indigènes à la colonisation.

Il n'est pas impossible de rapprocher et combiner ces deux élémens hostiles aujourd'hui et de les faire concourir tous deux, suivant leur nature, à l'exécution de nos projets.

J'ai dit, d'abord, à quelles mains le gouvernement de la colonie devait être confié, et quelle direction il convenait d'imprimer aux divers élémens de colonisation, qui sont déjà ou seront un jour à notre disposition.

Relativement aux indigènes :

J'ai dit quelle conduite il faut tenir envers eux, pour les attirer à nous; j'ai dit quelles concessions nous devons leur faire; j'ai dit pour quels motifs nous devons leur rendre leurs anciennes villes et en fonder nous-mêmes de nouvelles. A la suite de semblables mesures, quelques familles qui se sont éloignées, seront rassurées par notre justice et notre modération, et reviendront bientôt dans les villes qu'elles habitaient; quelques tribus se grouperont sous nos camps, ainsi se formera le noyau d'une population qui finira par se laisser diriger par nous, et se civilisera à notre contact. J'ai reconnu, cependant, que malgré toutes les concessions que nous ferons aux intérêts, aux mœurs, aux préjugés des Arabes, leurs hostilités pourront encore se prolonger, parce que des haines qui prennent leur source dans des différences de race et de religion ne s'éteignent pas en un jour. Mais les mesures conciliatrices que j'ai proposées, n'excluent pas l'emploi de mesures plus énergiques quand celles-ci seront nécessaires, et j'ai indiqué les moyens coercitifs propres à hâter la soumission des

Arabes, que notre générosité n'aurait pas d'abord ralliés. Ceux-là finiront par céder à la crainte d'une vengeance qui pour se faire attendre n'en serait pas moins certaine. J'ai à cette occasion, appelé l'attention sur l'utilité de faire des prisonniers arabes et de les envoyer en France. Cette mesure destinée à jeter parmi les tribus récalcitrantes de vives inquiétudes, à causer à des populations fanatiques un effroi religieux dont l'effet serait de les amener à composer plus promptement avec nous, n'a rien de barbare, rien qui répugne à l'humanité, et peut au contraire, jusqu'à un certain point, favoriser l'accès de la civilisation chez les Arabes.

Quant à l'armée :

J'ai dit comment, sans cesser d'accomplir la mission qui lui est confiée, d'assurer par ses armes notre suprématie, elle pourra consacrer une partie de ses forces et de son énergie à des travaux d'agriculture ou d'industrie.

J'ai fait ressortir la nécessité d'établir dans chaque province des bases d'opérations dont

j'ai déterminé les directions. Nos grands camps destinés à devenir des bourgades et des villes, sont tout d'abord des points invulnérables pour nos ennemis et d'où nous pouvons au contraire les menacer sans cesse (1).

J'ai exposé comment devront opérer nos colonnes expéditionnaires, et sans entrer dans des détails trop particuliers, j'ai consigné quelques observations sur leur composition et leur commandement; j'ai insisté sur l'organisation des convois, parce que cette organisation présente en Afrique d'immenses difficultés, et que cependant, sans convois bien organisés, il faut renoncer dans ce pays à faire des expéditions fructueuses; j'ai dit encore, comment pour devenir

(1) Abd-el-Kader lui-même a très bien compris toute l'importance de s'assurer de semblables bases et n'a point reculé devant l'entreprise de la conquête d'Aïn-Maidl et l'établissement de nouvelles villes telles que Tagadempt, etc., dans le sud del'Algérie, où il espère, non sans raison, que nous n'arriverons pas comme à Mascara ou à Tiemsén. C'est de là qu'il compte s'élancer pour nous disputer de nouveau la domination. Placés sur le littoral, dans des positions symétriques à celles que l'émir occupe sur les confins du désert, notre action ne pourra-t-elle pas évidemment se faire sentir au moins aussi puissamment que la sienne, sur les tribus campées entre ces deux limites extrêmes du pays.

plus redoutables aux Arabes, et pour rendre, sinon impossibles du moins plus rares, leurs rassemblemens hostiles, nous apparaîtrons au milieu d'eux à l'improviste; comment, devant à cet effet faire quelques fois des débarquemens sur la côte, nous faciliterons ces sortes d'opérations par la construction de tours ou fortins sur les points du littoral, d'où nous pourrions déboucher sur le territoire des tribus riches et peuplées. J'ai fait ressortir tous les services que la marine était appelée à nous rendre dans de semblables circonstances. J'ai aussi fait pressentir comment nous pourrions plus tard, employer les Arabes eux-mêmes à vaincre les Arabes et comment, un jour l'Algérie pourra obéir à la présence d'une armée française peu nombreuse, mais disciplinant et dirigeant des troupes indigènes.

Après avoir suivi nos colonnes dans leurs expéditions, on a vu comment, sous la direction de leurs généraux, qui joindront à leur caractère militaire, celui non moins utile d'administrateurs, nos soldats tireront parti du repos dont ils vien-

dront jouir dans les camps ou bourgades élevés par leurs mains. L'agriculture, les haras, l'éducation des bestiaux etc., occuperont leurs loisirs et seront pour eux des moyens d'augmenter leur bien-être particulier en même temps que la richesse sociale de la colonie.

Comme complément du système, j'ai proposé diverses mesures qui favoriseraient le développement de nos établissemens en Algérie; j'ai indiqué le moyen de jeter en Afrique des germes de population européenne, et d'y encourager la formation de la famille; or, les colons augmentant en nombre, l'effectif de l'armée pourra diminuer, et dès-lors la métropole profitera des économies qui résulteront nécessairement de cette réduction.

A l'origine du système proposé, l'armée est comme la cheville ouvrière de la colonisation et la tâche qu'elle doit remplir est rude et laborieuse; mais j'ai démontré que cette tâche, à l'accomplissement de laquelle elle peut d'ailleurs être préparée de longue main dans des camps établis en France, deviendra de moins en moins

pénible pour les soldats dont le bien-être doit s'améliorer chaque jour davantage. Enfin, si l'armée assure par ses armes et par ses travaux les progrès et la prospérité de la colonie, la reconnaissance du pays lui est acquise, et son zèle et son dévouement trouvent, d'après ce système, des récompenses que le gouvernement peut lui accorder, sans augmenter en rien cependant le fardeau de la dette publique.

Je n'ai pas la prétention de voir immédiatement adopter mes projets et il peut s'écouler bien du temps encore avant qu'on ne se décide à les mettre au moins à l'essai ; mais j'ai la confiance qu'ils sont rationnels, car ils sont fondés sur une longue étude et sur une consciencieuse appréciation de l'état tout particulier des choses en Afrique ; or, ce qui est rationnel peut seul réussir. Je ne me dissimule pas que tous les esprits ne sont pas préparés aux mesures que je propose et que ces mesures pourront soulever des préventions ; mais ce que la raison, la justice et l'intérêt de l'Etat réclament n'est pas toujours ce

qu'on voit accueillir avec le plus de faveur. Je sais cependant qu'un grand nombre de personnes éclairées partagent déjà mes idées et cet assentiment dont je m'honore est encore venu me fortifier dans mes convictions ; mais je sais aussi que quelques-unes de ces personnes , par une réserve qui caractérise les esprits judicieux et prudents , ne s'en rapportent pas à la seule rectitude de leur jugement qui a suffi pour leur suggérer ces idées, et qu'à défaut de l'expérience du pays, elles ont conservé quelques doutes sur la possibilité d'appliquer le système proposé. Pour moi ces doutes sont tout-à-fait disparus. Un long séjour en Afrique, les commandements divers que j'y ai remplis dans la province d'Oran, le grand nombre de troupes placées en dernier lieu sous mes ordres , les rapports que j'ai eus avec des chefs arabes et avec Abd-el-Kader lui-même , rapports qui m'ont fait sentir et le fort et le faible de la politique de ce chef dont cette province a vu naître et grandir la puissance, enfin les combats que la division d'Oran que je commandais a eu plusieurs fois l'occasion de livrer

à la plus grande partie des forces de l'Emir, tout s'est trouvé réuni dans ma position, pour me permettre d'asseoir sur l'expérience et d'arrêter définitivement mon opinion sur l'Afrique et sur les moyens d'y consolider notre puissance; je n'hésite donc pas à proclamer possible à exécuter, tout ce que j'ai proposé, et en supposant que quelques-uns des moyens indiqués, par exemple le rétablissement des villes musulmanes, l'envoi en France des prisonniers arabes, etc., ne fussent point adoptés, les autres pourraient encore être mis avec succès à exécution.

Il ne faut que vouloir, et bientôt toute incertitude cessera : chacun entreverra enfin un résultat, et tel éloigné que ce résultat puisse être encore, on prendra patience. La colonisation prenant son essor ne sera plus un vain mot, et désormais, chaque jour étant marqué par un progrès, on n'aura plus à craindre qu'un douloureux découragement ne vienne succéder à tant de riches espérances fondées sur la colonie d'Alger.

Juillet 1840.

La première période de la guerre entreprise pour abattre la puissance d'Abd-el-Kader est accomplie. Les faits qui se sont passés n'ont point modifié ma manière de voir, et sont venus, au contraire, confirmer mes prévisions et prouver jusqu'à l'évidence qu'il faut, de toute nécessité, adopter enfin un système dans lequel on éviterait et la prodigalité des ressources accordées au gouverneur actuel de la colonie, et la parcimonie de celles qui ont été mises à la disposition de ses prédécesseurs.

Qu'a-t-on fait depuis cinq mois en Afrique ?

On s'est emparé de deux villes situées au-delà de l'Atlas ; mais on n'a rendu ni notre domina-

tion plus certaine, ni la sécurité des colons plus grande. Loin de là ; le ravitaillement des troupes laissées dans ces villes, va créer des embarras nouveaux, et qui se multiplieront encore, si la campagne d'automne à laquelle on se prépare, a pour but, comme on le dit, l'occupation également intempestive de Tlemcen et de Mascara.

Il a fallu réunir soixante mille hommes en Algérie, pour en venir à prendre possession de Médéah et de Miliana ; à ce compte, avec cent mille hommes on pourrait faire occuper aussi par des garnisons toutes les villes de la Régence. Mais à défaut d'une bonne organisation première, ces garnisons, comme celles qu'on vient de placer à Médéah et à Miliana, resteraient forcément dans une inaction presque complète ; leur influence s'étendrait à peine au delà de la portée de leurs canons ; leurs communications avec le littoral seraient toujours rares et dangereuses ; leur subsistance ne serait assurée que par des ravitaillements aussi dispendieux que difficiles. Dans une telle situation, pourrions-nous dire que

nous sommes les maîtres du pays? Et d'ailleurs, qui peut songer à laisser long-temps cent mille combattans en Afrique?

Non! l'occupation militaire regardée comme unique moyen de soumettre les Arabes, est ruineuse et ne nous conduira pas au but que nous voulons atteindre. La force matérielle seule ne peut nous faire gagner sur les peuplades de l'Algérie, cet ascendant moral qui les subjuguera et finira par les attacher sincèrement à notre cause. Après nos longues hésitations, nous avons voulu tenter de grands efforts; mais c'est la violence, c'est l'excès même de ces efforts qui fait espérer aux Arabes que nous ne pourrons pas les continuer. Cet espoir motive, de leur part, une résistance que ferait bientôt cesser un emploi modéré, mais ferme, constant et régulier des moyens d'action que nous donnerait une sage combinaison de la force et de la persuasion. En nous voyant ménager et mieux diriger nos forces, chercher désormais plutôt à coloniser qu'à combattre, nos ennemis comprendraient que nous voulons irrévocable-

ment, et que nous pouvons rester dans leur pays, et alors ils se décideraient à s'allier enfin et peut être à se fondre un jour entièrement avec nous.

Ainsi, dans cette question d'Afrique qui nous intéresse à un si haut degré, les moyens de réussite les plus efficaces sont précisément les plus économiques; on a préféré jusqu'à présent employer les plus onéreux, et ceux-là n'ont produit aucun résultat; puisse-t-on bientôt ne plus hésiter à faire entre les uns et les autres le choix qu'indiquent et la raison et l'intérêt bien entendu de notre patrie.

TABLE DES MATIÈRES.

	Page
<u>INTRODUCTION.</u>	1
 1^{re} PARTIE.	
<u>CARACTÈRES GÉNÉRAUX ET PRINCIPAUX MOYENS D'EXÉCUTION DU SYSTÈME PROPOSÉ.</u>	15
<u>CHAPITRE I^{er}. — DE L'OCCUPATION ET DU GOUVERNEMENT DE L'ALGÉRIE</u>	
§ 1. L'occupation militaire est la base de tout système de colonisation en Afrique. — A défaut de colons suffisamment nombreux, il faut mettre à profit deux élémens de colonisation qui sont actuellement à notre disposition; ces deux élémens sont l'armée et la population indigène. — Les colons interviendront aussi, mais plus tard, dans la question. . . .	17
§ II. Division de l'Algérie en provinces. — Le gouverneur de la colonie doit-il être civil ou militaire? — Limites des forces militaires que la France peut entretenir, en temps or-	

	Page.
<u>disaire en Afrique. — Nos troupes devraient être campées, et non plus établies dans les villes que nous occupons aujourd'hui et qui seraient rendues aux Indigènes. — Les forts qui dominent ces villes, seraient seuls occupés par des garnisons peu nombreuses</u>	21
 CHAPITRE II. — DES CONCESSIONS A FAIRE AUX ARABES POUR LES ATTIRER A NOUS, ET DES AVANTAGES QUI RÉSULTERAIENT POUR EUX ET POUR NOUS D'UN RAPPROCHEMENT.	
§ I. Rétablissement des villes musulmanes, — Comment leur population s'augmenterait. — Quartiers réservés aux Européens dans ces villes. — Objections contre le rétablissement des villes musulmanes; comment résolues. — Ce rétablissement simplifierait l'administration civile et permettrait de réduire son personnel. — De l'intendance civile. .	28
§ II. Notre commerce et notre politique gagneraient à l'agglomération des Indigènes dans les villes. — Comment s'établiraient nos premières relations commerciales avec les tribus de l'intérieur. — Une quantité assez considérable de numéraire peut être rendue à la circulation par les Arabes. — D'autres motifs que celui de leur intérêt commercial rapprocheraient de nos villes et de nos camps les tribus nomades	35
§ III. Causes principales de l'hostilité des Arabes. — Ils ne cesseront la guerre que quand ils nous verront fortement établis, et quand nous les associerons à nos projets de colonisation. — Proclamation aux indigènes. — Parmi les moyens de conciliation employés par nous envers les Arabes, un des plus efficaces serait la création d'hospices d'indigènes; développons à ce sujet.	43
 CHAPITRE III. — DES IMPÔTS A EXIGER DES ARABES. . .	
§ I. Le paiement des impôts serait la meilleure preuve de la soumission des Arabes. — De la quotité et du mode de recouvrement de ces impôts.	52
§ II. Comment l'établissement des impôts sur les Arabes donnerait de l'extension à notre commerce avec eux. — Des douanes et de la franchise illimitée du commerce.	57

CHAPITRE IV. — DE L'EMPLOI DE LA FORCE COMME MOYEN DE PACIFICATION.	
Des mesures conciliatrices ne suffiraient pas pour rallier à nous les Arabes. — La force devra donc être employée pour arriver à ce résultat.	61
§ II. De l'utilité de faire des prisonniers arabes et de les envoyer en France.	63
CHAPITRE V. — DE L'INSTALLATION DES TROUPES DANS LES CAMPS.	
§ I. L'armée devrait occuper de grands camps destinés à devenir des bourgades et des villes, et les garnisons de ces camps devraient toujours être de plusieurs milliers d'hommes. — Assiette des camps ; la troupe pourrait être chargée de pourvoir elle-même à son casernement ; fixation de l'indemnité de logement qui serait, dans ce cas, allouée aux soldats. — Avantages du mode de casernement proposé.	72
§ II. Du couchage des troupes.	93
§ III. La population civile et militaire de nos camps s'occuperait d'agriculture. — Avantages que retireraient de cette mesure l'armée et la colonie. — Objection contre l'extension des cultures ; Réponse.	94
CHAPITRE VI. — DE LA COMPOSITION DES COLONNES MOBILES.	
§ II. Force ordinaire des colonnes mobiles.	99
§ II. De la cavalerie. — Elle ne peut ni ne doit être beaucoup augmentée en Afrique	100
§ III. De l'infanterie. — Des bataillons d'Afrique et des compagnies de discipline.	105
§ IV. De l'artillerie. — Il ne faut pas renoncer à l'emploi des pièces de campagne.	107
CHAPITRE VII. — DES EXPÉDITIONS.	
§ I. Quand et comment devraient opérer nos colonnes expéditionnaires.	111
§ II. De quelques précautions à observer dans les marches et dans les retraites.	118
§ III. Durée des expéditions. — Des coups de main.	122

§ IV. Nos colonnes expéditionnaires ne devraient pas seulement rayonner autour des camps. — Elles peuvent aussi opérer, sur des points du littoral éloignés de ces camps, des débarquemens qui seront facilités par l'établissement de fortins ou de simples tours sur ces points. — Détails sur ces fortins et ces tours. 131

CHAPITRE VIII. — DE LA MARINE.

§ I. Notre établissement sur le littoral de la Régence est d'une haute importance pour nos bâtimens de guerre et de commerce. — Corsaires français en temps de guerre. . . . 138

§ II. La marine doit concourir avec l'armée de terre à l'affermissement de notre puissance en Afrique — Bâtimens légers spécialement affectés au service des côtes. — Des bateaux à vapeur. — Débarquemens faits à l'improviste sur les points de la côte que nous n'occupons pas encore. — Epoque favorable pour opérer ces débarquemens. 143

CHAPITRE IX. — DE L'EXTENSION DE NOTRE DOMINATION SUR LES ARABES, AU MOYEN DES ARABES EUX-MÊMES EMPLOYÉS COMME TROUPES AUXILIAIRES.

§ I. Comment les villes de l'intérieur de la Régence doivent être occupées. — De la présence des Européens dans ces villes. — Pourquoi jusqu'à présent nos alliés indigènes n'ont pas osé occuper, en notre nom, les villes de l'intérieur. — Quand accepteront-ils cette mission. — Objection et réponse. 152

§ II. De l'occupation des villes de l'intérieur par des troupes françaises seulement ; inconvéniens de ce mode d'occupation. — L'emploi des troupes indigènes est préférable, et ce n'est, d'ailleurs, que lorsque les Arabes consentiront à nous servir ainsi, que notre domination sera sûrement établie. — Indice auquel nous pourrions reconnaître que nous serons enfin parvenus à ce but de tous nos efforts. 158

CHAPITRE X. — APPLICATION DU SYSTÈME PROPOSÉ AUX DIVERSES PROVINCES DE L'ALGÈRIE ET PARTICULIÈREMENT A CELLE D'ORAN.

§ I. La province d'Oran est celle qu'il importe le plus de

	Page
<u>sonmettre. — Arzenw et Mostaganem seraient les extrémités de notre base d'opération. — Occupation des camps, — villes, — postes et tours de cette province. — Tableau sommaire de la répartition des troupes dans ces divers points.. . . .</u>	163
<u>§ II De l'occupation des provinces de Constantine et d'Alger. — Tableaux sommaires des forces employées dans chacune de ces provinces. — Récapitulation générale des forces à entretenir en Algérie, pour la mise à exécution du système proposé.</u>	176

2. PARTIE.

<u>DE QUELQUES MESURES PROPRES A FACILITER L'EXÉCUTION DU SYSTÈME PROPOSÉ.</u>	183
--	-----

CHAPITRE 1^{er}. — MOYENS D'ACCROITRE LA POPULATION DE LA COLONIE.

<u>§ I. Une population civile est indispensable pour assurer dans l'avenir, la prospérité de la colonie. — Motifs de la rareté actuelle des colons.</u>	185
<u>§ II. Emploi des forçats et des autres condamnés à des peines infamantes, aux travaux de colonisation.</u>	189
<u>§ III. Des colons provenant de l'armée. — Des soldats mariés. — Admission dans les bataillons coloniaux des individus qui voudraient servir et dont la loi actuelle de recrutement reponne les engagements.</u>	199
<u>§ IV. Des autres colons Français et Européens. — Des secours à leur accorder. — Objections et réponses, — De l'installation des colons dans des villages défensifs.</u>	204

CHAPITRE II. — QUELQUES RÉFLEXIONS SUR L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE.

<u>§ I. Du concours de l'armée aux travaux agricoles et industriels.</u>	211
<u>§ II. Agriculture : fermes modèles ; haras ; élève de chevaux ; éducation de bestiaux.</u>	218
<u>§ III. Industrie et commerce : l'industrie doit être encouragée parmi les soldats et parmi les indigènes. — Les travaux</u>	

industriels et agricoles de l'armée seront utiles même au commerce dont la prospérité dépend de celle de l'agriculture et de l'industrie.	216
CHAPITRE III. — DES CONVOIS.	
§ I. Importance de leur organisation. — Difficultés qu'elle présente. — Moyens de remédier à l'insuffisance des modes de transport actuellement en usage. Voitures légères à quatre roues et à un collier; emploi des bœufs et des ânes pour les transports.	219
§ II. — De la conduite des convois. — Instructions à ce sujet.	233
CHAPITRE IV. — DES HÔPITAUX.	
§ I. Des soins que réclament nos soldats malades en Afrique	243
§ II. Nécessité de la prompte évacuation des malades sur des hôpitaux situés en France ou dans les Iles Baléares. — Bateaux à vapeur spécialement affectés à cet usage.	246
CHAPITRE V. — DE QUELQUES PRÉCAUTIONS À OBSERVER POUR PRÉPARER LES TROUPES AU CLIMAT DE LA COLONIE ET AU SERVICE QU'ELLES DOIVENT Y FAIRE.	
§ I. Du renouvellement périodique de l'armée d'Afrique.	248
§ II. Des camps préparatoires à établir en France, pour les troupes destinées à se rendre en Afrique.	254
§ III. Habillement, Armement et Equipement des troupes	260
CHAPITRE VI. — DES ENCOURAGEMENTS À DONNER À L'ARMÉE D'AFRIQUE.	
§ I. De l'avancement des officiers et sous-officiers en Afrique. — Objections et réponses.	166
§ II. Du partage des prises faites sur l'ennemi.	271
§ III. Admission des militaires retirés du service aux emplois civils de la colonie. — Justification de tous les avantages qu'on propose d'accorder à l'armée.	274
RÉSUMÉ.	278

ERRATA.

- Page 12 ligne 10, après le *mieux*, ajoutez *compris*.
- 32 — 17, au lieu de *for-interieur*, lisez *intérieur*.
- 36 — 7 du § II. au lieu de *ceux*, lisez *celui*.
- 77 — Dans la note, au lieu de 12 fr., lisez 12-80, pour l'intérêt à 5 pour cent du capital de 250 fr.
- 93 — 10, au lieu de *ordinaires*, lisez *en vigueur*.
- 109 — 16, ajoutez un *s* au mot *elle*.
- 114 — Après la ligne 6, ajoutez l'alinéa suivant :
Les avenues aboutissant à cette place pourraient être barricadées avec des voitures et mieux encore avec les matelats des hommes faisant partie de l'expédition ; tout en servant à la défense, ces effets de couchage seraient ainsi mis à l'abri des dévastations que l'ennemi commettrait dans le camp, s'il parvenait à s'y introduire.
- 124 — 7, au lieu de *cesseraient*, lisez *refuseraient*.
- 132 — 6, au lieu de *forts*, lisez *tours*.
- 133 — 27, au lieu de *for/s*, lisez *tours*.
- 135 — 21, au lieu de *crénelés, servirait*, lisez *crénelé, servirait*.
- 16 — 416, au lieu de *car*, lisez *et*.
- 186 — 22 et 23, au lieu de *et les leur inculquer*, lisez *et leur en inculquer la pratique*.
- 199 — 9, au lieu de *ou des*, lisez *ou à des*.

Page 201 ligne 4, au lieu de *en être*, lisez *en agir*.

- 214 — » Après le mot *haras* de la dernière ligne, supprimez le point, et ajoutez ce qui suit :
qui occasionneraient peu de dépenses, parce qu'en Afrique les chevaux n'ont pas besoin d'écuries et que de simples hangards suffisent pour les abriter.
- 216 — 3, au lieu de *en encourageant*, lisez *et engager*.
- 220 — Dans l'avant-dernière ligne de la note, au lieu de *ils ne*, lisez *elles ne*.
- 221 — 7, ajoutez un *s* à *mulet*.
- 262 — 21, ajoutez après ces mots : *les soldats*, ceux-ci :
pour les garantir de la rosée.





0581850







